COMMUNISME

GROUPE COMMUNISTE INTERNATIONALISTE



France, automne 2010:
Le blocage de l'économie comme une évidence

Thaïlande: mars, avril, mai 2010
Le prolétariat sort de ses gonds

Prolétaire, moi ?
Contribution à la définition du prolétariat

Revendication et réforme

4 $ - 3 €

décembre 2010 - n° 62

Organe central
en français
du
**Groupe
Communiste
Internationaliste**

Au lecteur

Camarade, une telle revue ne peut remplir pleinement sa tâche de guide, d'organisateur de l'action communiste sans la participation active de ses lecteurs et sympathisants. Toute contribution, soit pour améliorer le contenu et la forme de cette revue (en envoyant des informations, des publications de groupes ouvriers, des analyses de situations, etc.), soit pour améliorer sa diffusion (en faisant circuler chaque numéro parmi le plus grand nombre possible de lecteurs, par de nouveaux abonnements, en suggérant d'autres moyens ou lieux de distribution, etc.), constitue une action dans la construction d'un réel outil international de la lutte révolutionnaire.

Utilise ces matériaux. Ils ne sont la propriété de personne, ils font partie du patrimoine de l'expérience accumulée d'une classe qui vit, qui lutte pour supprimer sa propre condition de salariée et par là, toute classe, toute exploitation. Diffuse ces textes, discute-les, reproduis-les...

Notre plus chaleureux salut communiste, notre appui inconditionnel à tous les prolétaires qui luttent pour affirmer nos intérêts mondiaux et autonomes de classe, contre la bête capitaliste, contre son Etat, contre les partis et syndicats pseudo-ouvriers qui en perpétuent la survivance. Forgeons ensemble le parti communiste mondial dont notre classe a besoin pour abattre le monde de la marchandise et instaurer une véritable communauté humaine.

Pour nous contacter, écris à l'adresse suivante, sans mentionner le nom du groupe.

B.P. 33
Saint-Gilles (BRU) 3
1060 Bruxelles
Belgique

http://gci-icg.org

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT

Nous tenons à remercier Madame B. Vandomme qui, en tant qu' «éditeur responsable», nous permet de publier et de diffuser régulièrement et légalement notre presse. Nous tenons cependant à préciser que cette personne n'est pas politiquement responsable du contenu des articles et positions défendues dans notre presse. D'autre part, si nos articles ne sont pas signés individuellement, cela signifie -contrairement au vedettariat bourgeois- que leur responsabilité et leur production sont le résultat d'un travail collectif.

La rédaction

France, automne 2010

Le blocage de l'économie comme une évidence

Quand ça commence à grincer dans des bastions de la paix sociale

> «Dans ce conflit, un des deux camps devra céder. La lutte s'annonce longue et dure. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers un blocage total du pays. Le vote prochain de la loi ne devra pas nous arrêter ! »
>
> (Extrait de l'édito du 1er numéro d'Info-Luttes - Caen, 19 octobre 2010)

Depuis quelques années déjà, on assiste à une tendance du capital à accroître son offensive contre les conditions de survie d'une part toujours plus grande de l'humanité, provoquant en diverses parties du globe d'importants mouvements de lutte. Citons ici[1] la vague de lutte mondiale de 2007-2008 connue (et caricaturée) sous l'appellation d'*« émeutes de la faim »*, mais aussi depuis lors, les luttes à Madagascar, en Guadeloupe, au Kirghistan, en Chine, au Bengladesh, au Mexique, au Pérou, au Chili, en Thaïlande (voir dans cette revue), etc. [2]

Jusqu'ici, le fait que cette offensive se soit appliquée très inégalement –géographiquement, chronologiquement– à travers la planète a entretenu parmi les prolétaires des zones attaquées moins frontalement l'ultime illusion qu'en acceptant d'énièmes sacrifices, qu'en renonçant au cours de leurs luttes à s'affronter véritablement à leurs exploiteurs, qu'en se vendant en définitive au *moindre mal,* ils sauveraient leur peau du *pire*. Ce n'est pourtant pas qu'ils nourriraient une foi à toute épreuve dans le bénéfique retour prochain des « fruits de la croissance » –incantation médiatique à usage des masses dont économistes et capitalistes doivent ricaner au salon– ni qu'ils conserveraient une confiance aveugle envers cette galère qui prend l'eau ou envers ceux qui s'empiffrent aux étages en prétendant être à la barre de l'économie mondiale, mais ils survivent en somme de plus en plus in-



confortablement dans l'angoisse sourde, idéologiquement distillée par toutes les voies possibles (télévisuelle, culturelle, syndicale, neuroleptique, intraveineuse…), que toute mutinerie un tant soit peu conséquente les emporteraient dans le naufrage de l'État.

C'est sur cette base relativement fragile que la paix sociale a été jusqu'à présent globalement maintenue dans les pays d'Europe occidentale, en dépit des mouvements de révolte des secteurs les plus défavorisés du prolétariat (notamment dans les banlieues) qui y éclatent régulièrement, de même qu'aux Etats-Unis.

Or, le maintien de ces « bastions de la paix sociale » constitue à nos yeux la clef de la domination capitaliste mondiale : en s'assurant la docilité d'une partie du prolétariat, le capital mondial s'assure également que ces prolétaires des pays « stables » ne se reconnaissent pas dans la lutte de leurs frères de classe dans le monde, il s'assure de pouvoir continuer à y coopter des troupes pour les armées (centrales et satellitaires) de répression, de gendarmerie mondiale, et enfin y trouve les moyens de financer ces armées, leurs bases et leurs opérations, sur la plus-value réelle ou fictive que la paix sociale maintenue à cette fin lui garantit sur le marché mondial[3]. C'est *de la sorte*, dans cette sinistre topographie qu'imprime au monde la guerre permanente de chaque atome de capital contre tous les autres, que se maintient la domination, que se maintient contre nous la dictature de l'économie[4].

---

1. « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes* », *Communisme* n°60, novembre 2008.

2. Voir à ce propos notre revue *Communisme* n°61 (juin 2009), et en espagnol, *Comunismo* n°60 (juillet 2010).

3. Pour exemple incontournable que ce caractère de plus en plus fictif fait partie intégrante de la machine : l'armée du principal État-gendarme au monde, fort de son quadrillage militaire des continents et océans, est financée par le plus abyssal et notoire déficit public au monde. La foi dans le dollar ne porte plus depuis longtemps sur sa valeur réelle mais sur la capacité de l'État qui l'émet à assurer la paix sociale dans et hors de ses frontières.

4. Peut-être est-il utile de rappeler ici la barricade de classe qui nous sépare de l'eurocentrisme, de l'euroracisme promotionnés encore aujourd'hui par toute l'idéologie marxiste-léniniste et dont le modèle demeure l'ouvrier blanc d'usine dûment syndiqué et discipliné. D'innombrables luttes de notre classe dans le monde (y compris, en Europe, celles des immigrés, des banlieues…) sont ainsi disqualifiées par cette idéologie qui les considère comme non-prolétariennes, non porteuses d'un antagonisme au capital, simples émeutes de sous-classes exotiques et violentes desquelles le « vrai » prolétariat doit se détourner.

La mécanique est huilée, certes, mais elle n'a rien d'un *perpetuum mobile* qui mettrait le capital à l'abri de sa contradiction fondamentale. La classe bourgeoise, qui personnifie les intérêts du capital, n'a jamais eu et n'aura jamais, en dépit de ses efforts politiques et militaires multiséculaires et permanents en ce sens, la capacité de régler à sa guise le cours mondial des choses, et ce pour l'implacable raison que les nécessités vampiriques et exponentielles de la valorisation du capital ne laissent à ses défenseurs aucun « choix », aucune possibilité de freiner sa course (n'en déplaise aux sinistres idéologues de la « décroissance »), aucun moyen de remédier même partiellement à sa nature catastrophique, de suspendre le cours de son attaque permanente contre nous. Celui-ci ne peut même que s'accélérer à tous les niveaux, et tôt ou tard les zones *relativement* préservées devront également faire l'objet de brutales restructurations et mesures d'austérité, en somme d'attaques des salaires et de nos conditions de survie qui ne pourront pas être absorbées sans réaction, assimilées au cours « normal » et acceptable des choses, ce qui remettra à chaque fois davantage en jeu la stabilité de l'ensemble.

Ainsi actuellement, la mise à l'ordre du jour de politiques d'austérité dans la plupart des pays européens –dans certains cas, les plus rigoureuses depuis 1945– et les réactions qu'elles suscitent créent les conditions objectives d'un possible dépassement de ce *statu quo* international, indiquent la perspective qui est rageusement nôtre d'un renversement de cette pseudo-fatalité que constitue l'écrasement des luttes de nos frères de classe de par le monde. En cela, la période actuelle marque incontestablement un tournant.

Après la Grèce[5], l'Espagne, le Portugal et la France, c'est en Angleterre et en Irlande que sont à présent annoncés en masse diminutions de salaires, augmentation du temps de travail (durée et intensité), mise au travail forcé des chômeurs, licenciements,…

Bien sûr, les réactions à ces mesures d'austérité prennent –et prendront encore– des formes diverses selon les situations sociales, économiques et politiques particulières des différents pays concernés. Mais cela n'enlève rien au fait qu'elles expriment toutes fondamentalement un seul et même REFUS DU SACRIFICE DE NOS VIES POUR SAUVER L'ÉCONOMIE EN DÉROUTE !

LA LUTTE CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES EN FRANCE : UNIFICATION ET RADICALISATION D'UN MÉCONTENTEMENT PROFOND ET DIFFUS

En France, la première grosse mesure d'austérité globale votée par la majorité gouvernementale du président Nicolas Sarkozy consiste à porter l'âge minimum de départ à la retraite de 60 à 62 ans. Ce genre de mesures montre clairement que l'État n'a plus la marge de manœuvre pour enchaîner des attaques seulement sectorielles, destinées à prévenir toute lutte globale. La réforme des retraites votée à la hâte en France est directement applicable à l'ensemble des travailleurs du territoire national, ce qui ne sera pas sans incidence sur la tournure de la lutte. Elle s'ajoute évidemment à la liste de toutes celles que ce gouvernement et les précédents ont fait adopter ces dernières années contre notre classe.

Sans grande surprise, les socialistes –actuellement dans l'opposition gouvernementale– entendent mettre à profit l'impopularité de cette réforme pour préparer leur retour au gouvernement et à l'Elysée. Derrière leurs condamnations convenues de la droite « ultra-libérale », « ultra-sécuritaire », il est notoire qu'il n'y a entre tous les partis politiques de divergences (comme au sein du PS lui-même) que sur les modalités et le calendrier d'application des mesures d'austérité. Ce spectacle d'opposition est évidemment soutenu par les grandes confédérations syndicales de gauche qui lancent un cycle de journées de « mobilisation nationale » contre la politique des retraites du gouvernement de Sarkozy.

A partir du 12 octobre, en marge de ces défilés inoffensifs, des mouvements de blocages dans les raffineries[6], dans les dépôts de carburant et plus en amont, dans les terminaux portuaires[7], s'en pren-



Blocage d'un dépôt de carburant à Dijon - 2 novembre

5. Voir notre revue *Communisme* n°61 (juin 2009), « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes. Ça continue : Grèce, Madagascar, Guadeloupe…* ».

6. Le 22 octobre, Total doit reconnaître que toutes ses raffineries sont bloquées.

7. Le terminal portuaire de Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) a lancé le mouvement début octobre, ont suivi ceux du Havre (Seine-Maritime) et de Donges (Loire-Atlantique). A Fos et Marseille, de nombreux navires (60 rien qu'à Fos le 22 octobre), parmi lesquels plusieurs dizaines de pétroliers restent en rade dans l'attente d'un déchargement. Certains seront détournés vers le port d'Anvers, ce qui fera dire à Nicolas Sarkozy, non sans amertume : « *Je suis désolé qu'Anvers soit devenu le deuxième port français* ». Il sera encore plus désolé le jour où le mouvement gagnera Anvers en même temps…

nent directement à la sève même des flux marchands et de la production. Outre la distribution proprement dite des produits finis, c’est en effet la production elle-même qui dépend aujourd’hui entièrement du transport puisqu’elle fonctionne quasi totalement à flux tendus (pour éviter au maximum les frais liés à l’immobilisation de matières premières, de pièces détachées, de produits finis, etc.), sans compter que le pétrole est aussi l’une des matières premières essentielles dans plusieurs des industries clefs d’Europe occidentale, comme par exemple l’industrie chimique. L’évolution générale de la configuration industrielle a ainsi incontestablement démultiplié la puissance de nuisance du blocage des raffineries.

De manière générale, les réactions des gouvernements au blocage des centres de la production et de distribution énergétique –que ce soient les usines à gaz, les centrales électriques, les dépôts ou raffineries pétrolières et depuis un demi-siècle, les centrales nucléaires– suffit à révéler leur importance stratégique. Historiquement, lors des mouvements sociaux d’une certaine ampleur, les installations énergétiques ont toujours fait l’objet d’une surveillance et d’une attention particulières de la part de l’Etat, bien conscient que l’attaque de ces secteurs par les prolétaires en lutte peut instaurer un rapport de force largement favorable à ces derniers.

De source journalistique, les réserves pétrolières disponibles en France permettent de satisfaire les besoins énergétiques de son économie durant dix jours à peine[8]. Certes, l’approvisionnement à l’étranger en produits pétroliers raffinés peut permettre de contourner provisoirement les effets d’une grève dans les raffineries –bien que ceci engendre *de facto* un coût plus élevé pour l’industrie qui s’en trouve ainsi dans tous les cas attaquée– mais encore faut-il que la suite de la chaîne ne soit pas bloquée.



D’où l’importance que revêt l’extension des blocages, à travers toute la France, aux infrastructures de transports et de stockage des produits pétroliers raffinés. Dans ce contexte, alors que certaines compagnies de transport de carburant envoient leurs camions s’approvisionner à l’étranger, et notamment dans les raffineries de Feluy et de Tertre, en Belgique, le blocage de celles-ci par leurs travailleurs constitue bien un acte fort de solidarité internationale.[9] Dans le même registre, le lundi 25 octobre, des grévistes du pays basque (Espagne) ont bloqué le poste frontière de Biriatou et immobilisé tous les camions qui tentaient d’apporter du carburant en France.

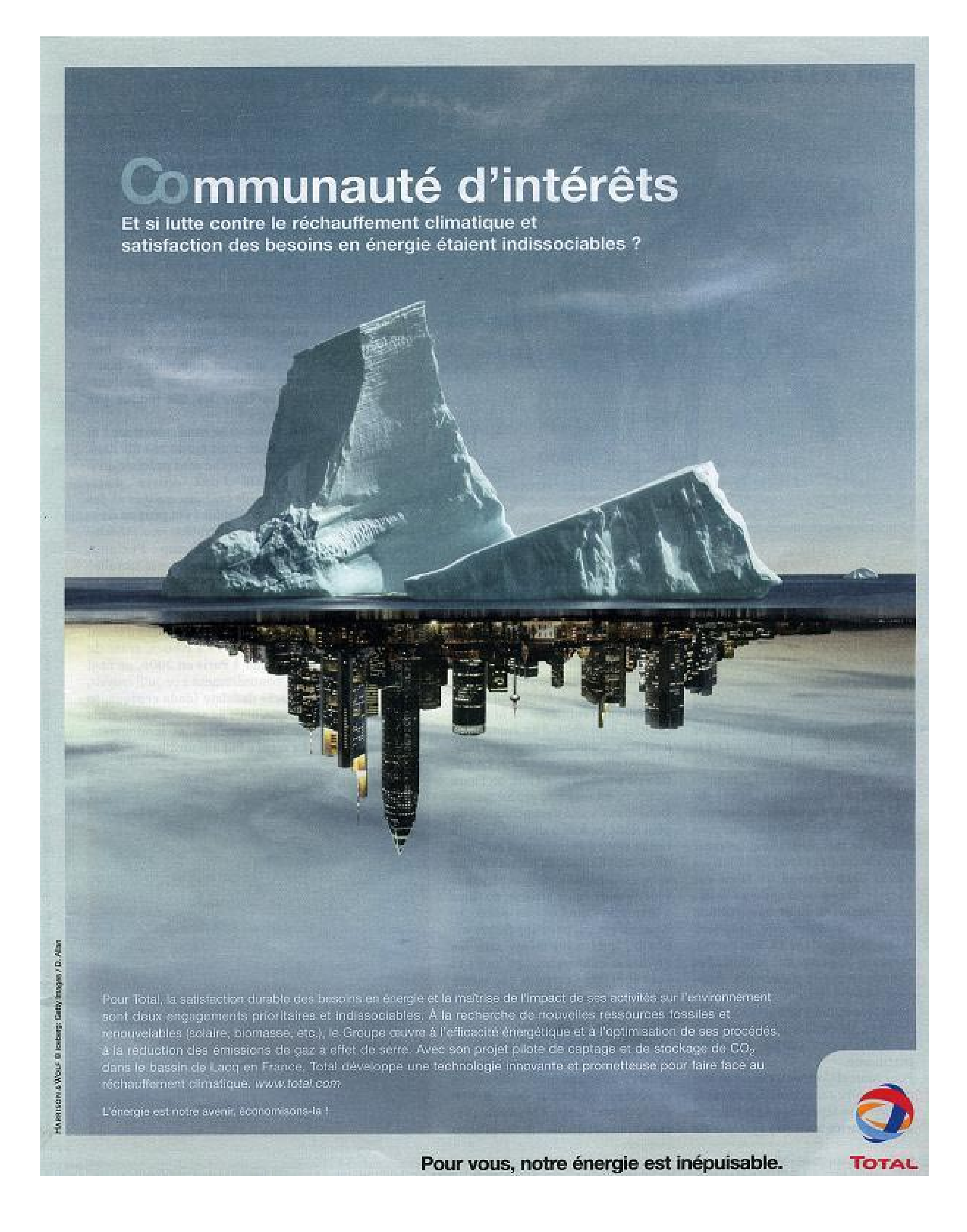
Un dernier élément a pu intervenir dans le fait que les blocages pour lutter contre la réforme des retraites aient précisément démarré dans les raffineries, c’est le souvenir encore vivace de la dernière grève dans ce secteur. Remontant seulement à février 2010, elle avait rapidement entraîné une pénurie de carburant en France et ainsi forcé le gouvernement à intercéder directement auprès du groupe Total pour qu’il promette qu’aucune raffinerie ne serait fermée d’ici à 2015. Le fait que le secteur pétrolier ait été explicitement désigné en automne comme le secteur stratégique ‘par où commencer’ n’est certainement pas étranger à ce résultat qui fut obtenu quelques mois plus tôt.

« Il faut bloquer l’économie, comment s’y prendre ? La réponse s’est imposée d’elle-même autour de la question du pétrole. Même si personne ne sait au fond si cela marchera, si c’est le bon bout par lequel attaquer ce problème, il y a cette tentative : organiser la pénurie d’essence. Et voir ce qui se passera . »

(Extrait du bulletin *« Premier Round »*, dernière semaine d’octobre 2010).

8. Il y aurait en fait trois niveaux de réserves de carburants, le premier servant de tampon pour la consommation globale en situation normale, les deux autres niveaux pouvant être entamés pour pallier une crise d’approvisionnement, selon son ampleur et sa durée. Le passage d’un niveau à l’autre s’accompagne bien sûr de restrictions de consommation en fonction des priorités économiques et stratégiques de l’État, qui possède certainement aussi, en bon père de famille, des stocks militaires pour approvisionner les forces de répression.

9. Et ce même si les syndicats, qui n’ont pu désavouer l’action, se sont arrangés pour qu’elle ne se prolonge guère au-delà d’une seule journée.



Au-delà du simple retrait de la réforme des retraites se joue incontestablement ici l'instauration d'un rapport de force au sujet de toutes mesures d'austérité à venir, ce qui explique que le gouvernement ne pouvait céder sur base du seul blocage du secteur pétrolier, ce qui aurait constitué un véritable aveu de faiblesse de sa part. Aussi, n'eut-il pas le choix de durcir le bras de fer avec les grévistes et décida-t-il de réquisitionner purement et simplement les travailleurs en vertu de lois d'exception territoriales (qui ont été renforcées ces dernières années), faisant encourir aux réfractaires une peine de pas moins de cinq années de prison assortie de dix milles euros d'amende !

Cette mesure aura directement pour résultat d'attiser davantage encore la colère des éléments les plus combatifs du mouvements qui, en réaction, étendront les blocages à d'autres cibles, toutes explicitement liées à la circulation marchande. Des groupes composés de travailleurs de professions diverses, de chômeurs, de lycéens, etc. se mettent ainsi à bloquer des axes routiers, des entreprises de transports, des plateformes logistiques (distribution), des dépôts de bus, des services de la poste, des centres commerciaux, des gares et voies de chemin de fer, des ports, des aéroports, des incinérateurs et garages de camions de poubelles et engins de nettoyage… Dans ce mouvement, les prolétaires jouent les « Bisons Futés »[10] à rebrousse-poils et esquissent une cartographie originale, celle de la France des meilleurs investissements en matière d'entrave aux affaires. Le 25 octobre, 200 prolétaires bloquent les ronds-points d'accès à l'énorme complexe industriel de la *Française de Mécanique* (FM), filiale des groupes Renault et Peugeot qui produit un vingtième des moteurs de la planète.

Comme les piquets volants, il s'agit là d'une manière de contourner les sanctions, intimidations et réquisitions dont les grévistes font l'objet de la part de l'État et des employeurs mais aussi d'une rupture notable avec la stratégie syndicale du cloisonnement (alliée de la répression ouverte), qui ne reconnaît de légitimité qu'aux blocages menés par des grévistes dans leur propre entreprise et non à ceux opérés de l'extérieur. La répression incite ainsi à des parades qui renforcent le mouvement, poussant à la dépersonnalisation, au désenclavement, à la désectorialisation, à la déprofessionnalisation,…[11]

---

10. « Bison futé », service public français de prévision et de gestion des engorgements du réseau routier.

11. « On ne peut que se réjouir de ces moments de lutte » déclarait en novembre 2007 un tract signé « les preneurs et preneuses d'otages du campus universitaire de Grenoble » (reproduit dans notre revue Communisme n°60), à propos des luttes menées en France en 2007 par les cheminots, lycéens, étudiants, travailleurs d'EDF, marins-pêcheurs, dans les banlieues,… non sans s'en montrer critique : « on parle de convergence des luttes, mais en réalité chacun-e lutte dans son coin », et d'ajouter que « quand la détermination prend le pas sur la résignation, le mot d'ordre démago de Sarkozy peut devenir le nôtre: ensemble, tout devient possible ». C'est bien cette tendance qui s'affirme aujourd'hui, quelques années plus tard, sous la pression de réformes plus globales.

Bien sûr, alors que ces blocages expriment mieux que tout autre indice le renforcement stratégique et le durcissement du mouvement, les arithméticiens policiers, syndicaux et journalistiques nous bombardent de leurs sempiternels comptages des participants aux défilés-kermesses, comptages dont la finalité politique est de détourner l'attention des pratiques de classe et de préparer l'indispensable *démobilisation générale*. Et Christophe Aguiton, « chercheur » –en médiocrité réformiste– et militant d'ATTAC, de surenchérir dans ce sens : « *Tout mouvement a ses marqueurs, et pour celui-ci, c'est clairement la manifestation. La grève qui a longtemps été le mode d'expression classique, en gros de 1936 à 1968, a été supplantée depuis quelques années par le défilé. Auparavant la manif n'était pas vraiment bien vue. C'était pour les casseurs, les ouvriers métallos. Aujourd'hui, elle a atteint un degré de légitimité supérieur à la grève.* »

Sur le terrain, certains prolétaires semblent cependant bien conscients de la radicalité de la lutte dans laquelle ils se sont impliqués et de la nécessité de la mener jusqu'au bout : « *quoi qu'en dise le gouvernement qui ment effrontément (sur le nombre de manifes-tantEs, de grévistes, de stations services à sec, d'incidents qui éclatent, d'actions de blocages…), le mouvement actuel prend une ampleur historique par le nombre de gens impliqués, par la diversité des secteurs mobilisés solidairement, par la détermination et la radicalisation des gens en lutte. Le gouvernement a décidé de passer en force. La population est en train de relever le défi. Dans ce conflit, un des deux camps devra céder. La lutte s'annonce longue et dure. Nous n'avons pas d'autre choix que d'aller vers un blocage total du pays. Le vote prochain de la loi ne devra pas nous arrêter !* » (Extrait de l'édito du 1er numéro d'Info-Luttes - Caen, 19 octobre 2010).

~

Le coût des grèves de septembre et octobre s'élèverait à 4 milliards d'euros, selon le patronat

«99% des besoins intérieurs de notre pays sont assurés par la route. Les entraves que nous avons rencontrées dans notre travail ont évidemment eu des conséquences catastrophiques. […] Nous avons évidemment eu des difficultés à nous ravitailler en gasoil et donc à répondre aux demandes de nos clients. Avec à la clé un tissu économique local qui souffre. Nous avons aussi beaucoup perdu en productivité, avec des chauffeurs en attente mais toujours payés à 100%. Certaines PME du transport on eu recours au chômage partiel.» (Jérôme Bessière pour la Fédération nationale des transports routiers)

~

« Les mouvements sociaux ayant entraîné la fermeture des raffineries françaises et le blocage des ports coûté au total entre 200 et 300 millions d'euros à l'industrie pétrolière » (d'après les Échos).

~

Jean-Louis Schilansky, président de l'Union française des industries pétrolières (Ufip), explique que le premier poste de coût a été l'immobilisation des navires au large des terminaux. «Un navire immobilisé représente un coût de 30.000 à 50.000 dollars par jour», précise-t-il.
Le deuxième poste de coûts est celui des raffineries dont l'arrêt coûte entre 500.000 et 1 million d'euros par jour.
Enfin, le troisième poste de charges est celui des surcoûts logistiques liés à l'acheminement et au transport de carburant. « La France a dû importer jusqu'à 100.000 tonnes de carburant, fioul domestique ou gazole par jour », explique le quotidien, contre « 25.000 tonnes en temps normal ».

En jetant un petit coup d'œil dans le rétroviseur, il est aisé de voir que si ce mouvement a pris rapidement cette tournure, c'est aussi que chaque catégorie de participants avait déjà des comptes –anciens et récents– à régler avec les gestionnaires de toute cette misère si admirablement civilisée, l'actuelle loi sur la fin de carrière ayant été précédée d'innombrables restrictions, contraintes, humiliations, mais aussi de luttes parfois dures dont le feu couvant n'a fait ici que se raviver.

Ainsi le secteur portuaire était déjà chauffé à blanc par l'entrée en vigueur, en janvier prochain, d'une réforme dictée

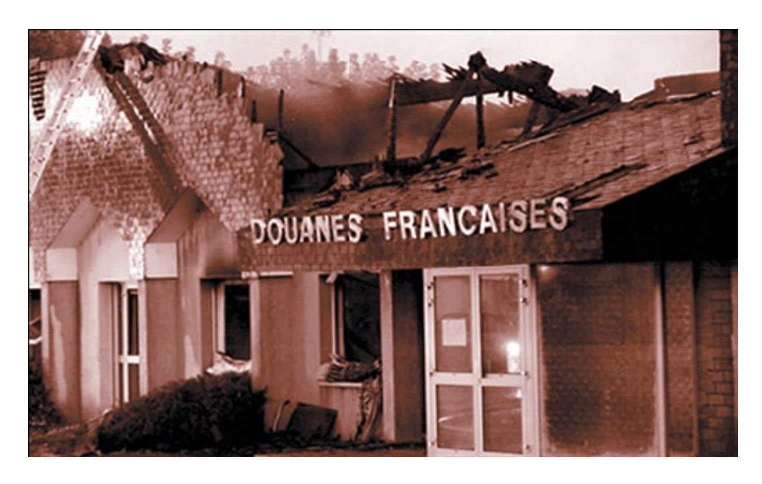

Blocages simultanés de plusieurs aéroports le 4 novembre

au niveau européen (et mondial) impliquant une brutale « libéralisation », c'est-à-dire une dévalorisation des statuts professionnels, une exacerbation de la concurrence entre travailleurs dans l'attribution des tâches, des licenciements et conséquemment une forte pression à la baisse sur les salaires. Outre la compression des coûts de transport des marchandises, l'adoption de cette réforme a également pour but de casser la combativité historique des travailleurs de ce secteur stratégique.

Dans le secteur du carburant (raffineries et dépôts), la promesse de maintenir l'activité de tous les sites de Total en France avancée pour mettre fin à la grève de février 2010 s'est avérée non tenue, le site majeur de la *Raffinerie des Flandres* ayant été quand même transformé en dépôt de carburant, tandis le dépôt de Reichstett en Alsace pourrait être purement et simplement fermé.

Quant aux lycéens, qui entrent dans la lutte à partir du 12 octobre –et massivement à partir du 14 octobre- apportant un souffle nouveau et intergénérationnel au mouvement tout en l'élargissant, il est clair que leur protestation dépasse la seule question de la retraite, qui les concerne encore assez lointainement (et de quelques années plus lointainement à chaque réforme gouvernementale…). Ici aussi le malaise est plus profond, comme l'a révélé leur lutte de 2006 « contre le CPE »… et au-delà.

~



Rennes, 20 octobre.



Siège du Medef (Narbonne), 22 octobre.



Paris, 16 octobre.

Tags: «FLICS-PORCS- ASSASSINS» (cfr Grèce 2008)
«La police dégaîne, rendons coup pour coup»

Ainsi le patronat et l'État ont-il accumulé contre eux un mécontentement profond, diffus, dont la « réforme des retraites » a été le révélateur, et le catalyseur d'une certain niveau d'unification dans la lutte. Ce mécontentement ne s'est pas nourri d'un tort particulier que constituerait telle ou telle réforme (que les socialistes se proposent d'aménager), telle ou telle attaque, mais une rupture plus ancrée, un refus du sort qui nous est réservé en général dans cette société, indifféremment aux divers statuts et situations sociales.

DE L'ÉVIDENCE DU BLOCAGE… À L'AUTONOMISATION ET À LA RADICALISATION DE LA LUTTE

Au cours de la seconde quinzaine d'octobre, face à l'inefficacité des défilés syndicaux, le blocage de l'économie s'impose donc comme une évidence pour faire plier le gouvernement. Ce choix stratégique a tout à la fois signifié et favorisé l'autonomisation et la radicalisation du mouvement, et ce à plusieurs niveaux.

Le développement des pratiques du blocage exprime en effet *objectivement* un refus accru de l'invitation bourgeoise permanente à se sacrifier pour sauver l'économie en crise au nom de la sauvegarde de *« notre compétitivité »*, de *« l'emploi »* et de *« notre système*

Argentine 2001-2002.

Auto-organisation de la classe: blocages, piquets et assemblées.

Rappelons ici que le mouvement des piqueteros en Argentine en 2001-2002 a marqué un tournant en tant que généralisation d’une pratique de classe qui s’était développée dans ce pays et en Amérique latine durant la seconde moitié des années 1990. Le « piquet » était jusque là généralement limité au blocage de telle entreprise par les travailleurs de celle-ci ou au « piquet volant » d’une entreprise à l’autre. Prolétaires en lutte de tous statuts, âges ou situations (organisées en assemblées territoriales) se le sont réapproprié et l’ont affranchi du lieu de travail, partant bloquer illégalement, en-dehors et contre les syndicats, la production capitaliste à un autre niveau tout aussi crucial : la circulation des marchandises (matières premières, produits finis, déchets, force de travail…). Voici ce que nous en disions dans notre revue en avril 2003.

~

Les piquets commencent à se développer à la fin du gouvernement Menem, à partir du Santiagueñazo en 1994. Leur force vient d’abord du fait de s’être organisés hors de toutes les institutions politiques et sociales du pays: partis, syndicats, ONGs, églises,... La pratique des piquets qui barrent les routes, interrompant la circulation des marchandises (y compris de la force de travail) et donc de la production et de la reproduction du capital, se révèle immédiatement plus puissante que la grève dans une seule entreprise, parce qu’elle paralyse non pas un capital particulier mais un grand nombre de capitaux, avec une tendance à paralyser le capital national et pourquoi pas, ensuite, international. (…)

La force des assemblées, c’est de rompre la sectorisation. On s’y réunit entre voisins pour tout organiser, de la survie quotidienne à la lutte. C’est ce qui fait qu’y participent chômeurs, travailleurs, pensionnés, étudiants, jeunes, vieux,... de chaque quartier. Les conditions elles-mêmes se chargent de démentir les catégories dans lesquelles la sociologie et les idéologues divisent le prolétariat. La situation de chacun est précaire, celui qui hier se considérait comme un travailleur sait qu’il danse sur une corde raide. Les assemblées agissent solidairement avec les travailleurs en lutte et avec les piqueteros; certaines tentent d’organiser des organes de coordination entre les ouvriers des usines occupées et les piqueteros du quartier. Souvent, les assemblées occupent des locaux et parviennent à maintenir cette occupation en les utilisant pour se réunir, s’organiser, se divertir, échanger des informations, discuter des problèmes et des perspectives politiques et, en ce sens, constituent une affirmation de la communauté de lutte contre l’Etat. (…)

Le prolétariat n’est pas une classe sociologique qu’on peut comptabiliser dans des statistiques ou mesurer sur base d’indices de pauvreté absolue ou de marginalité. Le prolétariat est une force vive en opposition pratique et vitale à la propriété privée qui renaît dans sa révolte contre l’Etat, qui développe des piquets, organise des assemblées, descend dans les rues de tout le pays pour affronter les flics, les patrons, les syndicalistes, les politiciens,...

Extraits de notre texte *« A propos des luttes prolétariennes en Argentine »,* in *Communisme* n°54 (avril 2003). Voir aussi les deuxième et troisième parties de cette contribution, parues dans *Communisme* n°55 (février 2004) et n°56 (octobre 2004).



social » ou encore de « *la stabilité de la zone euro* ». Balayant d'un même mouvement les lieux communs de la résignation, *« c'est la crise et vous voulez durcir la grève ? Ça va vous coûter cher... » , « c'est la crise et vous voulez bloquer l'économie ? Faudra assumer les licenciements... »*[12], les prolétaires qui pratiquent le blocage se montrent insolemment résolus à sacrifier au contraire le fonctionnement de l'économie nationale pour la satisfaction de leurs besoins humains. Comme le souligne très clairement le bulletin de lutte *« Premier Round »* :

« *Assumer de 'bloquer l'économie', c'est aussi assumer qu'il n'y a pas d' 'intérêt national', qu'il n'y a pas à 'être responsable et ne pas aggraver la crise'. Qu'il n'y a pas 'notre' économie qu'il faudrait sauvegarder, mais qu'il y a l'économie comme ennemi.* »

Dès qu'ils entrent dans le mouvement, les lycéens rallient énergiquement la dynamique des blocages mais entament également celle des saccages, pillages, incendies, … comme ils l'ont montré pratiquement lors des manifestation du 19 octobre. A Lyon, une agence de presse évoque de « *véritables scènes de guérilla urbaine* » tandis que les autorités parlent de pas moins de « *1300 casseurs, évoluant par petit groupe et de façon très rapide dans les principales artères de la ville* ». Ce ne sont pas les banlieues mais bien le centre ville clinquant qui est le principal théâtre des heurts : des dizaines de commerces ont leurs vitrines brisées, neuf boutiques sont pillées. Selon les hommes du GIPN [13] qui ont été dépêchés sur place en véhicules blindés, « *les attaques étaient plus violentes encore que lors des émeutes de la Villeneuve à Grenoble* ». En regard de ces données, les 75 interpellations annoncées ce jour-là sont relativement « maigres ».

« On remarque une différence bien nette avec ce mouvement social en comparaison avec les précédents les plus récents. L'entrée des lycéens ne se fait pas de manière tranquille, c'est le moins que l'on puisse dire. La radicalisation n'est pas menée par une minorité en fin de mouvement, mais s'est traduite directement en actes et ce de manière diffuse. Lire les brèves d'une des dernières journées nous donne un indicateur précis et non équivoque : on s'affronte avec les flics, on casse, on brûle, on saccage, etc., que ce soit dans une grande ville ou dans un petit bled. La contagion est là, la machine est lancée » (Extrait du texte *« Le Front commun des casseurs »*[14]).



Affrontements Place Bellecour à Lyon, le 19 octobre 2010

12.Extraits d'un tract intitulé « *Contre l'exploitation, bloquons l'économie !* » publié sur le net le 10 octobre et reproduit en annexe.

13.GIPN : Groupe d'Intervention de la Police Nationale.

14.Texte publié sur le net le 20 octobre et que nous reproduisons en annexe.

Ce développement de l'action directe s'accompagne de la constitution d'« assemblées interpros » (pour « interprofessionnelles »), relativement mal nommées puisqu'en de nombreux endroits, elles réunissent, outre les travailleurs sans distinction de profession, des lycéens et des chômeurs. Ces assemblées sont les formes d'organisation dont se dotent les prolétaires en lutte pour *centraliser et coordonner* leurs actions et ainsi *répondre aux besoins* que pose la nouvelle direction prise par le mouvement dès lors qu'il va au-delà des défilés pacifiques préconisés par les syndicats.

Aussi, avec toutes leurs contradictions et hétérogénéités, nous considérons ces « assemblées » comme des premières formalisations de la tendance de notre classe à :

• s'unifier dans la lutte et dépasser les divisions et les cloisonnements imposés par la structuration professionnelle des grandes centrales syndicales ;

• développer son associationnisme et son autonomie contre les organisations social-démocrates qui préconisent des « journées d'action nationale » réduites à de simples défilés moutonniers.

L'AG interpro de Saint-Claude (dans le Jura) indique dans l'une de ses déclarations :

« Le point très positif est la prise en main de ce mouvement par la base, par des personnes non encartées, ni dans des partis, ni dans des syndicats, en tout cas, qui ne viennent qu'en leur nom. On y trouve aussi des ouvriers qui ne veulent pas en rester là, quitte à le faire sans leur syndicat. On constate la présence des syndicats, bien forcés de raccrocher les wagons d'une initiative qui n'émane pas d'eux… On ne refuse personne quoi qu'il en soit et les syndicalistes qui ne veulent pas obéir aveuglément à leurs centrales sont les bienvenus dans le cadre de l'Assemblée générale que l'on essaie de faire vivre ».

Au cœur de ce processus des assemblées, les initiatives n'ont cessé de se multiplier afin de doter le mouvement de ressources matérielles et financières permettant sa pérennisation et son extension. En d'innombrables endroits sont apparus des « bulletins de lutte »[15], caisses de grèves autonomes (qui ne sont plus constituées et gérées par les structures syndicales mais bien par les participants au mouvement eux-mêmes), soupes populaires, etc… A Rennes, le 27 octobre, l'Assemblée interpro a même occupé l'ancien bâtiment de la CFDT et l'a transformé en *« maison de grève au service des luttes populaires »*[16].

En ce qui concerne les caisses de grève, il faut souligner l'émergence de pratiques d'autofinancement non séparées de l'action conflictuelle : des opérations « péages gratuits » –consistant à lever les barrières des péages tout en invitant les automobilistes à cotiser pour soutenir les grévistes– sont ainsi organisées afin de faire payer les coûts de la grève non plus aux seuls travailleurs et sympathisants mais bien à l'État, l'argent donné aux grévistes par les automobilistes ayant normalement dû aboutir dans les caisses des gestionnaires du réseau autoroutier ! Ces opérations de « gratuité » ont en outre l'avantage d'accroître la sympathie des usagers des autoroutes –pour une fois non soumis au racket du péage– vis-à-vis du mouvement. D'ailleurs, aucun média n'a osé entonner à propos de ces opérations l'antienne médiatique de la *« prise en otage de la population »*… Dans le même ordre d'idée, le vendredi 29 octobre, une cinquantaine de personnes a interrompu le bon fonctionnement du restaurant universitaire de la rue de Tolbiac (Paris, 13e arrondissement) pour distribuer les repas gratuitement et faire tourner une caisse de grève.

APPEL A LA SOLIDARITE FINANCIERE ENVERS LES SECTEURS EN LUTTE

Depuis plusieurs semaines, dans de nombreux secteurs, des salariés sont mobilisés notamment contre la réforme des retraites. Le fait de se mettre en grève reconductible permet de créer un rapport de force, mais cela coûte cher. Nous réalisons bien que le fait de se mettre en grève reconductible n'est pas donné à tout le monde.

Cependant, il existe d'autres moyens de maintenir le rapport de force en soutenant financièrement et concrètement les grévistes. La constitution de caisses de solidarité permet de nombreuses avancées sociales et salariales et de maintenir ces pôles de contestation. Ces caisses existent d'ors et déjà dans les secteurs du rail et de la pétrochimie, secteurs stratégiques et cruciaux permettant un mouvement large et efficace.

L'argent récolté aujourd'hui sera donc intégralement reversé aux caisses de grève des cheminots de Caen et des travailleurs des raffineries du Havre en lutte depuis le début de cette mobilisation.

LA MAIN À LA POCHE À DÉFAUT D'ÊTRE MAIN DANS LA MAIN.

AG étudiante de Caen.

Tract distribué aux automobilistes lors de l'opération « péage gratuit » à Dozulé (Calvados) - 1er novembre 2010.

15. Bulletins de lutte qui ont été pour nous une source importante d'informations. Citons, à l'échelle du pays, « *Premier round* », « *Les mauvais jours finiront* », « *G.A.V.* » et à l'échelle locale, « Info luttes » de Caen, « Chabé en lutte » à Chambéry, « *Inter luttants* » à Paris, « *Havre de grève* » au Havre, « *La Riposte* » au Nord-Pas-de-Calais…Sur le net, signalons le dynamisme du blog http://juralibertaire.over-blog.com

16. La mairie s'est bien sûr empressée de préciser que l'ancien bâtiment de la CFDT devait être réaménagé « *pour y héberger l'association de Sauvegarde de l'enfant à l'adulte [et] le Puzzle, l'accueil de jour des sans domicile fixe* », grand classique de l'alibi caritatif envers « de plus nécessiteux ». Les occupants de la Maison de la grève ne s'y trompent pas, déclarant que « *ce projet sort du chapeau, pour légitimer notre expulsion* ».

«Pas d'expulsion pour la Maison de la Grève !»

L'Assemblée Générale Interprofessionnelle de Rennes a occupé mercredi 27 octobre un lieu appelé «maison de la grève» pour faire perdurer l'expérience antagoniste de grève et de blocage économique visant à s'opposer à la réforme du régime des retraites.
Pour permettre au plus grand nombre de participer à la lutte, pour tisser des solidarités, conquérir de nouveaux droits, nous avons réquisitionné ce lieu et le voulons au service des luttes populaires.
Ce lieu appartient à la municipalité rennaise, donc aux Rennais.
Nous pensons que dans une ville où la majorité municipale est préoccupée de livrer la ville aux spéculateurs, aux hôteliers de luxe et autres adorateurs de centre des congrès d'affaires, nous n'avons fait qu'équilibrer un peu le balancier.
Par le passé la municipalité a répondu par le mépris ou la répression aux revendications d'attribution de lieux au service des luttes populaires.
Nous invitons les Rennais et les Rennaises, singulièrement ceux investis dans les collectifs, partis, syndicats, associations prenant part aux luttes contre les régressions sociales dont la réforme des retraites, à se positionner et à faire savoir à la municipalité leur souhait de voir perdurer notre lieu et leur refus de toute réponse répressive à notre initiative.
Aux plus motivés d'entre eux nous souhaitons redire que la lutte, les grèves et les actions de blocage continuent et que notre porte est grande ouverte.

Maison de la grève, rue de la Barbotière, arrêt de bus Paul Bert, lignes 4, 6 et 11 à Rennes - Tél. : 07.86.14.88.22. Et n'oubliez pas les rendez-vous : Coordination régionale dimanche à partir de 10h30 ; AG interprofessionnelle tous les mardis et jeudis à partir de 18h plus les cantines, discussions, et commissions etc.

VIVE LA GRÈVE !!!

Créons des caisses de grèves

Le mouvement s'annonçant assez long, l'idée de créer des caisses de grèves émerge. Dans divers établissements scolaires de l'agglomération par exemple des caisses de grèves sont mises en place pour aider celles et ceux qui ont les plus bas salaires à supporter le poids financier des journées de grève. De telles caisses de grève peuvent être multipliées dans divers secteurs particulièrement ceux qui sont entrés les premiers en grève reconductible.
Manifestations, barrages filtrants, diffusions de tracts, piquets de grève peuvent être des occasions de collecter un peu d'argent. Des concerts de soutien peuvent aussi être organisés. De même des opérations « péages gratuits » accompagnées de tracts de popularisation du mouvement de lutte peuvent être envisagés rapidement.

Info-luttes, n°1, Caen, 19 octobre 2010

Dans ses faits et gestes, comme dans son organisation, le mouvement a ainsi pris un caractère progressivement plus territorial et plus autonome, les travailleurs de secteurs divers s'organisant directement eux-mêmes, décidant de leurs actions, non plus dans chaque entreprise isolément mais collectivement, avec les chômeurs et les lycéens, et se donnant pour objectif clair d'empêcher la bonne marche des affaires. L'agilité et la mobilité montrent clairement leur supériorité sur l'abnégation à soutenir le siège de telle entreprise, tel bâtiment, tel nœud des flux. On fuira l'affrontement direct. Les infrastructures, rendues à leur normalité productive par l'intervention brutale des forces de l'ordre, sont rebloquées dès leur départ.

Enfin, et cela n'est pas de moindre importance en terme de processus d'autonomisation du mouvement, ces pratiques se sont accompagnées d'une multiplication impressionnante d'expressions écrites (tracts, banderoles, tags, bulletins de lutte, textes d'analyse, etc.) qui expriment à différents niveaux la nature profonde de ce mouvement, à savoir d'être le mouvement de négation, d'abolition de l'ordre social existant, d'être porteur de *la destruction de ce qui nous détruit.*

Parmi ces écrits, citons *« Du mouvementisme à l'autonomisation des luttes : une ébauche de réflexion pratique »* (texte en deux parties au moment ou nous clôturons cette revue) qui affirme ainsi très clairement « *que, non, nous ne sommes pas là pour négocier, que nous ne sommes pas là pour les médias, mais que lorsqu'on va en manif, l'on va tenir des piquets, faire des actions, c'est un acte de guerre. De guerre contre l'Etat. De guerre contre le capital. De guerre contre les centrales syndicales.* […] *Le mot tourne, se réapproprie, s'exprime avec de moins en moins de retenue : l'Etat, la police, les centrales syndicales, le salariat, le capitalisme, sont fondamentalement des ENNEMIS. Avec tout ce que cela implique* ». Plus loin, on

peut encore lire : « *la réforme des retraites appelle déjà la réforme de la sécu et le programme d'austérité, donc nous n'avons plus à combattre des réformes partielles mais la logique et le système mêmes qui permettent ces réformes* ».

Dans la perspective pratique de briser le « mouvementisme » syndical qui mène la lutte à l'impuissance, à l'essoufflement et à l'épuisement, ce texte a ceci de fort qu'il pose également la question du *comment continuer ?*, *comment aller plus loin ?*, évoquant entre autres la nécessité :

• d'imposer une temporalité de lutte propre au mouvement (et non plus décidée par les centrales syndicales) ;

• de développer toujours plus avant l'action offensive, organisée et coordonnée de manière autonome : les auteurs du textes soulignent ainsi l'initiative de la constitution d'une *« Coordination nationale et autonome pour contourner les mots d'ordre des centrales syndicales, dont la première réunion a eu lieu à Tours le 6 novembre »* et dont nous reproduisons l'appel dans l'encadré ci-contre.

• de « *passer par un nécessaire mouvement des occupations* », faisant en cela directement référence aux « *éléments du grand mouvement social des instituteurs à Oaxaca au Mexique qui a débouché sur la grande insurrection populaire de tout le Sud-Mexique : occupation permanente d'une place de la ville, occupation et création de plusieurs antennes radios de lutte, réappropriation des chaînes de télé locales et nationales ; grève générale par blocage économique local total ; paralysie des moyens de communication d'État et des forces de répression par occupation-réappropriation ; etc.* »

Ces expressions sont certes encore minoritaires, portées par les éléments les plus avancés du mouvement, qui étaient pour la plupart déjà politisés auparavant, mais elles ne sont nullement séparées du mouvement, elles se développent *organiquement* avec la radicalisation du mouvement lui-même.

Appel de la rencontre nationale de Tours du 6 novembre

Le 6 novembre à Tours se sont réuni-e-s les délégué-e-s mandaté-e-s ou observateurs/trices de 25 Assemblées Générales (AG) interprofessionnelles, AG de lutte, intersyndicales ouvertes à des non-syndiqué-e-s, collectifs, coordinations intersecteurs, etc., de Laval, Le Havre, Angers, Béziers, Saint-Étienne, Roanne, Chambéry, Nantes, Angoulême, Cognac, Bayonne, Chinon, Nîmes, Tours, Saint-Denis, Rouen, Champigny, Paris-Est, Paris-Centre, Paris Ve/XIIIe, Paris XXe, Vannes, Lille, Grenoble et Nancy (sont excusées les villes de Aubenas, Agen, Brest, Rennes, Montpellier et Sarlat).
Les travailleur/se-s du public et du privé, les chômeur/se-s, les retraité-e-s, les lycéen-ne-s et les étudiant-e-s se sont mobilisé-e-s massivement par la grève, la manifestation et les actions de blocage pour le retrait de la réforme des retraites, avec le soutien de la majorité de la population. Pourtant, le pouvoir n'a répondu que par le mépris, la désinformation, la répression, l'atteinte au droit de grève, et il décide de passer en force.
La lutte contre la réforme des retraites arrive à un moment charnière. Alors que le gouvernement et la plupart des médias nous annoncent depuis des semaines la fin de la mobilisation, des actions de blocage et de solidarité sont menées dans tout le pays et les manifestations sont encore massives. Cette loi doit être abrogée. Nous refusons l'enterrement du mouvement après le vote de la loi.
La stratégie de l'intersyndicale a été un échec pour les travailleur/se-s. Mais l'heure n'est pas à la résignation : nous sommes résolu-e-s à continuer le combat. Dans de nombreuses localités, celles et ceux qui luttent, syndiqué-e-s de diverses organisations et non-syndiqué-e-s, se sont retrouvé-e-s dans des Assemblés générales et des collectifs pour réfléchir et agir ensemble : informer, soutenir les secteurs en lutte, étendre la grève reconductible, organiser des actions de blocage. Nous voulons que cette dynamique de l'auto-organisation et de l'action commune se pérennise, s'amplifie et se coordonne.
Ce mouvement s'inscrit dans une perspective plus large pour donner un coup d'arrêt à la politique du gouvernement et du patronat, qui préparent de nouvelles attaques, notamment sur l'assurance maladie. Nous restons convaincu-e-s que le seul moyen de gagner contre le gouvernement est le blocage de l'économie et la grève générale.
Nous appelons à faire front contre la répression qui frappe de plus en plus brutalement celles et ceux qui participent au mouvement social.
Nous avons tenu cette réunion nationale pour commencer à discuter entre nous, à nous coordonner et à mener des actions communes.
Nous appelons celles et ceux qui luttent à se réunir en Assemblées générales s'il n'y en a pas encore dans leur localité.
Nous appelons toutes les AG interprofessionnelles, AG de luttes, intersyndicales étendues aux non-syndiqué-e-s, etc., à participer à la prochaine rencontre nationale à Nantes le samedi 27 novembre 2010, en envoyant des délégué-e-s mandaté-e-s.
Nous invitons les organisations syndicales à envoyer des observateur/trice-s à cette rencontre.
Nous appelons aux actions suivantes, venant renforcer les actions de toute nature qui se déroulent quotidiennement :
- Une action symbolique le 11 novembre à 11h pour l'abrogation du projet de loi et en hommage aux morts au travail avant la retraite ;
- Une journée d'action de blocage économique le 15 novembre, pour laquelle nous appelons au soutien international ;
- Une action symbolique consistant à brûler le texte de loi le jour de sa promulgation.

La lutte est anticapitaliste.
La guerre est sociale et totale.
Nous ne lâcherons rien, nous prendrons tout.
Osons l'offensive, par et pour la grève générale illimitée, par et pour le mouvement des occupations, par et pour l'autonomisation émancipatrice de la base en lutte.

Caisse de grève.

Ici ou là, de Montpellier à St Nazaire en passant par Paris, fleurissent des embryons de caisses de grève originales. Elles ne sont plus circonscrites aux corporations engagées dans la grève, et abandonnées aux structures syndicales, dont la spécialité est de maintenir une relative opacité sur leur usage. Un nouvel horizon s'y dessine : celui qui renforce les moyens pratiques du blocage. Des caisses communes pour chaque ville, portées par des assemblées d'étudiants, de chômeurs, et par tous ceux qui soutiennent la grève, dont l'objet serait de pallier les manquements financiers des grévistes employés sur des secteurs clefs (cheminots, raffineries, etc.), ou de s'occuper des frais de justice en cas d'arrestations. Avec en plus la promesse à peine voilée que s'approfondisse ce mouvement de désaffiliation au-delà de la question des retraites. Il s'agit de trouver des moyens de faire durer la grève, en tentant d'affaiblir ce qui pèse sur nous, comme les crédits aux banques qui nous paralysent un par un, ou encore les « partenaires sociaux de l'Etat » qui orientent le mouvement vers sa fin. Pour que la grève, sur sa durée et sa forme, devienne alors l'affaire de ceux qui la font. De là peuvent surgir et s'inventer des pratiques communes, des rapports au monde et au temps, plus désirables encore que le confort individualisé après lequel on nous fait courir.
Un espace s'ouvre, habitons-le.

Bulletin Rebetiko, **18 octobre 2010.**

Des couches de paix sociale et la confiscation par le marxisme-léninisme (et ses multiples avatars) des termes mêmes dans lesquels nous percevons notre propre réalité sociale privent encore aujourd'hui beaucoup de prolétaires en lutte de se reconnaître comme une classe en lutte pour l'abolition de toute société de classe, se voyant souvent comme des agrégats d'individus –naturalisés dans cette condition d'individus libres, produit historique– qui dans leur « libre-arbitre » se lient en réseaux sur une base circonstancielle et « affinitaire »[17]. Sans que cette limite idéologique se voie déjà notablement dépassée, nous considérons que par maints aspects, le mouvement actuel réaffirme dans ses pratiques (plus que dans ses mots, jusqu'à présent) l'existence d'une communauté de lutte contre l'État et toutes ses fractions, d'un intérêt commun de classe, viscéralement opposé à cette condition même de classe, réunissant travailleurs, chômeurs, lycéens, etc. par-delà leurs statuts et situations particulières vécues sous la férule du travail et de l'exploitation. Voilà exactement le prolétariat dans sa réalité non fantasmée[18]. Nous insistons sur le fait qu'au-delà des termes utilisés, c'est le développement du mouvement lui-même qui impose d'y *prendre toujours plus nettement parti*, pour le parti de l'ordre et de l'économie ou pour le parti de l'affirmation *intransigeante et non négociable* de nos besoins[19].

La gauche contre la violence prolétarienne… et inversement !

En 2006, lycéens et étudiants avaient déjà pratiqué certains blocages en plus de la grève et de l'occupation de leurs écoles et facultés, mais dans les manifestations, le pacifisme dominant avait permis à l'État d'isoler –comme représentation idéologique– un sujet « casseur » et de l'assimiler au sujet « jeune des cités » ou des banlieues. A l'époque, la hantise des récentes émeutes de 2005 et d'une possible jonction avec le mouvement « anti-CPE » (et au-delà) explicitement été évoquée par l'ex-ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy, alors élu président depuis peu.

Aujourd'hui, sans atteindre le niveau d'embrasement des banlieues en 2005, il est à souligner que des modes d'action radicaux (manifs sauvages, saccages, pillages, incendies, actions directes menées par de petits groupes très mobiles…) ont également été adoptés par les lycéens au cours des manifestations :

« Dans l'écrasante majorité des cas, les vandales ne sont pas extérieurs au mouvement protestataire, explique un haut fonctionnaire. *Il s'agit d'abord de lycéens eux-mêmes, voire de collégiens âgés de 12 ans à peine ». « Dans les manifestations,* déclare également un commissaire de police de l'Essonne (Ile-de-France), *lycéens et collégiens issus des quartiers difficiles se transforment en casseurs. Ils mettent leur capuche et commencent à nous caillasser ou à incendier des poubelles, voire des voitures, puis reviennent se fondre dans la masse des cortèges, certains échangeant*

« Comme toujours, on nous fait aussi le coup des "casseurs". Mais, mardi dernier, fallait voir la gueule des casseurs sur la place Bellecour [à Lyon], en plein affrontement avec la police : des jeunes et des vieux, le camion de la CGT Vinatier, au milieu des gaz, ses occupants qui restent là contre vents et marées, les cheminots qui démarrent un feu de palettes, comme aux piquets… Les lycéens ce jour-là, ils étaient en tête du cortège, arrivés opportunément sur le cours Albert Thomas. La bataille qui a suivi, prise dans le désordre de la grande manifestation, a nécessairement appelé des gestes fous, des gestes qui font que la même personne qui tente quelques minutes plus tôt d'apaiser la situation se met tout à coup à jeter des pierres… qui est casseur ? Qui le devient subitement ? »

Extrait du bulletin *« Premier Round »*, dernière semaine d'octobre 2010.

17.Voir dans cette même revue, notre texte « Prolétaire, moi ? ».

18.Le pacifisme est toujours complice de l'exploitation, de la terreur d'Etat.

19.Voir dans cette même revue, notre texte « Revendication et réforme ».

leurs vêtements pour ne pas être reconnus sur les vidéos prises par nos services » [20].

Le flic-en-chef Sarkozy n'ignore évidemment rien de tout cela quand il déclare au même moment, à de pures fins de caricature propagandiste, que les auteurs des violences « *n'ont rien à voir avec ceux qui protestent de bonne foi* ». En dépit de pareils refrains, usés, il devient sans cesse plus difficile pour l'État de soutenir sans incohérence flagrante que toute pratique violente serait le fait d'éléments extérieurs au mouvement, pour ne pas avoir à reconnaître cette violence pour ce qu'elle est, le produit direct de l'oppression et des contradictions sociales [21].

Or, à mesure que tombent dans la lutte les cloisonnements sectoriels dont l'État use pour nous diviser, il s'avère d'autant plus vital pour lui de maintenir un ferme cordon sanitaire autour de tous les prolétaires plus conséquents qui pratiquent l'action directe, cordon sanitaire qui ne s'incarne pas que dans les rangs de CRS [22] ou de juges à la main particulièrement lourde [23], mais aussi dans une guerre idéologique dont l'enjeu consiste à semer la confusion et faire de la violence une question séparée de la lutte [24]. C'est là qu'interviennent de manière déterminante les forces social-démocrates (partis, syndicats,…), distillant leurs appels à se dissocier de ces pratiques, à dénoncer sur le terrain ceux qui y prennent part.

Cependant, faire la police dans les manifestations, ostraciser les prolétaires plus radicaux *pour ce qu'ils sont* –parfois en les livrant directement aux flics– peut toujours se retourner contre les services d'ordre syndicaux en raison de la sympathie que ces prolétaires gagnent au sein du mouvement.

A cette panoplie s'ajoute donc un amalgame très vicieux, qui mérite ici quelque attention, celui qui assimile action violente et « provocation policière ». Face à l'actuel mouvement en France, la gauche a ainsi promu avec un zèle tout particulier la figure du « policier-casseur ».

Répression & solidarité...

Le 22 octobre, on comptait déjà 2257 d'interpellations, dont 1 677 gardes à vue, depuis le 12 octobre. Et 72 keufs blessés ! La solidarité avec les inculpés s'impose : on peut aller devant le comico puis au tribunal soutenir les copains et aider l'avocat dans son travail, on peut également s'organiser pour trouver de l'argent pour payer les amendes ou les mandats pour ceux qui resteront quelques mois derrière les barreaux... À Paris existe, par exemple, la caisse de solidarité Kaliméro pour payer les mandats : kalimeroparis@riseup.net

« La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d'alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte. »

Communiqué national de la CGT, le 22 octobre.

« *C'est notre responsabilité de faire un appel au calme. Ne cédons pas à la provocation. La jeunesse dans la rue, ce n'est pas la violence* ».

François Chérèque, Secrétaire général du syndicat CFDT.

« Soyez vigilants, ne cassez rien »

Fidl, syndicat lycéen.

« Nous ne cautionnons aucun des actes commis aujourd'hui [dans un lycée de Carcassonne]. *Les dégradations sont l'œuvre de personnes extérieures aux établissements et de casseurs que nous n'avions jamais vus dans nos manifestations. Suite aux événements d'aujourd'hui, nous avons décidé de coopérer avec la police pour que nos manifestations et nos blocages restent pacifiques ».*

Victor Chabert, représentant de l'UNL (Union Nationale Lycéenne), lundi 8 novembre.

« Ceux qui jettent des pierres, incendient, cassent des vitrines sont des sarkozystes militants, ils n'ont peut-être pas leur carte [...] *mais la seule et unique personne à qui ils rendent service, c'est le président Sarkozy. Nous les regardons avec dégoût. »*

Jean-Luc Mélenchon, président du Parti de gauche, le 21 octobre.

---

20. Cités dans *Le Figaro* du 20 octobre 2010.

21. La même méthode idéologique prévaut dans la campagne antiterroriste permanente de l'État : selon son discours officiel, le terrorisme serait le mal, le germe qui s'en prend de l'extérieur à un corps social sain et qu'il conviendrait d'éradiquer comme prétend le faire la médecine pasteurienne avec « les maladies ». L'État est en réalité plus subtil et sait qu'en matière de contre-insurrection, on ne fait rien s'y on ne s'en prend pas au terrain.

22. Compagnie Républicaine de Sécurité. L'attirail de protection corporelle des brigades anti-émeutes, apparaissant il n'y a pas si longtemps comme un prototype futuriste (le « Robocop »), est aujourd'hui la norme guerrière déployée à la moindre menace de trouble à l'ordre public, auquel viennent s'ajouter tous les perfectionnements les plus vicieux des armes de contrôle des foules (gaz diversement agressifs, irritants, vomitifs, invalidants, grenades assourdissantes, flash-balls, teasers, fusils à pompe…) qu'un usage systématiquement irrespectueux des hypocrites « normes légales » (tirs tendus et de proximité, etc.) rend régulièrement mutilants.

23. Citons à titre emblématique le cas d'un mineur de 16 ans condamné à un an de prison ferme sous l'accusation de jet de pierres contre des policiers.

24. « Et voilà la vraie différence, mentionnions-nous dans une précédente revue : le cordon sanitaire que la bourgeoisie essaye d'imposer partout pour diviser le prolétariat, entre d'un côté les protestations bien citoyennes, les arrêts légaux de travail, les marches moutonnières et autres pseudo-protestations, et de l'autre les "émeutes" des incontrôlés ». (« Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes », Communisme n°60, novembre 2008, p.13)

Cette figure se base sur la réalité d'une présence effectivement renforcée des flics en civil dans les manifestations [25], présence que la gauche peut faire mine de désapprouver tout en continuant bien sûr à collaborer à ses côtés.

La manœuvre est plus habile qu'il n'y peut paraître à première vue : il s'agit ici de feindre de prendre parti pour *l'ensemble* des participants au mouvement, *contre la police*. En faisant de la police l'incarnation même de l'agent inoculant la violence de l'extérieur, la tendance effective parmi les prolétaires en lutte au recours croissant à l'action directe, violente, à la casse, se trouve intégralement discréditée comme étant elle-même une manœuvre policière. Moins s'avère opérante sur le terrain la division policière entre « manifestants de bonne foi » et « casseurs », au plus la gauche s'emploie à restaurer cette figure du « casseur » par la négative, en l'assimilant à celle effectivement honnie du flic, a fortiori en civil. Beau tour de passe-passe, beau travail policier qu'une fois encore la gauche assume là, diffusant un climat de confusion, de désorientation, de paranoïa, de paralysie pour empêcher le nécessaire passage à des niveaux d'action plus violents contre l'Etat.

Voilà bel et bien le *Parti de l'Ordre* à l'œuvre, en une admirable division du travail qui mobilise très clairement toutes ses tendances, tous ses « frères ennemis » de « l'échiquier politique ». Ceci présente l'incontestable mérite de nous épargner d'y faire le tri…

Nous voudrions rappeler ici que nous avions déjà dénoncé cette manœuvre typique de la gauche dans notre article [26] concernant les luttes en Grèce de fin 2008. Tandis que l'ex-président italien Cossiga avait préconisé par voie de presse d'*« infiltrer le mouvement avec des agents provocateurs prêts à tout »*, le gauchiste de service Besancenot (actuellement porte parole du NPA, nouveau parti « anticapitaliste »), s'était emparé de cette déclaration pour entériner sa condamnation de la violence dans les manifestations comme étant le fait des flics.

« La falsification est évidente, commentions-nous, *Cossiga ne dit absolument pas que la violence minoritaire et radicale est un produit de l'État mais il expose la tactique pour l'affronter.* […] *Ne nous trompons pas au sujet de ceux qui lancent des pierres ou des cocktails Molotov contre les centres de pouvoir et de répression, ceux qui pillent les grands centres de distribution, ceux qui paralysent la production et la distribution de marchandises dans leur lutte contre le pouvoir, CE NE SONT PAS DES PROVOCATEURS, bien au contraire, ce sont nos frères de classe, nos camarades. Les provocateurs (en général des flics déguisés en manifestants) sont au contraire ceux qui dans nos manifestations tentent de freiner la violence contre la bourgeoisie, ceux qui tentent de la réprimer. Ils infiltrent les manifestations pour les désorganiser et les désorienter, ils les poussent à attaquer des objectifs totalement liquidateurs de la force de classe, en particulier les minorités immigrées ou considérées ethniquement différentes, ou encore à détruire les biens d'autres prolétaires »*, comme *« le petit magasin du quartier, le bistrot du coin… »*.

Sur la même question, le texte *« Le Front commun des casseurs »* [27] répond de manière très directe : « *Appel aux démocrates théoriciens du complot : camarades, pour ne plus avoir de doute sur le fait que ce soient ou pas des flics provocateurs qui pètent des vitrines et commettent les divers actes de violence, notamment lors des cortèges noirs parisiens, procure-toi la prochaine fois une barre de fer et pètes-en une en premier. C'est la seule thérapie de choc qui te reste à disposition. Sinon tu as encore la possibilité de rejoindre le rang des SO ou encore celui des milices staliniennes en formation. Mais attention, tu en prendras plein la gueule, car même si on sait que les SO n'ont pas de flics infiltrés dans les rangs (ah merde, si, il y a les branches sectorielles de flics et de matons dans bon nombre de syndicats), on sait aussi que ces derniers ont bien infiltré leurs têtes. Ils seront donc traités comme tels. Des porcs à saigner.* »

Civils & Service d'Ordre...

Si les centrales syndicales sont les ennemies politiques de la lutte (négociation et cogestion avec le patronat, revendications minimalistes, structure pyramidale et ultra-hiérarchisée), leurs Services d'Ordre (SO) sont les ennemis directs des manifestants. À coups de tonfas, de gazeuse, de gants plombés, les SO attaquent physiquement tous ceux qui ne manifestent pas docilement comme le souhaitent les syndicats : coordonnés avec les flics, ils tabassent et arrêtent les lycéens trop turbulents, ils encadrent et empêchent ceux qui préfèreraient partir en manifestation sauvage, etc.
Les flics en civils pullulent également : ils se déplacent souvent par groupe de 10-15, silencieusement, le tonfa caché dans leur dos. Ils ne sont ni manifestants ni émeutiers. Ils sont de plus en plus présents dans les cortèges pour que chacun ne sache plus qui est le flic, qui est le camarade : une sorte d'encadrement et de pression psychologique sur la manif'... Civils comme SO n'ont rien à faire dans nos manifestations, il faudrait s'organiser pour les virer...

Extrait de *« En grève jusqu'à la retraite ! »*, journal francilien de lutte contre le capital et contre l'État, 5 novembre 2010

NB : « tonfa » = matraque.

25. En France, le corps de police n'intervenant qu'en civil se nomme les BAC (Brigades Anti-Criminalité), qui infiltrent les manifestations, encadrent ses abords et patrouillent également quotidiennement dans les quartiers « difficiles ».

26. « *Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes. Ça continue : Grèce…* », dans *Communisme* n°61 (juin 2009).

27. Voir le texte complet en annexe.

UN SPECTRE HANTE LE MONDE...

Dans ses pratiques même de blocage, le mouvement de l'automne 2010 en France renvoie de fait à la face de l'économie ses prêches moralistes et, refusant de se sacrifier pour elle, entend justement l'attaquer dans ses nœuds vitaux pour renverser le rapport de force en faveur de la lutte, pour faire valoir les besoins humains contre ceux du capital. Le mouvement actuel se distingue en termes de dépassement des cloisonnements sectoriels, d'auto-organisation et de contamination de pratiques ciblées contre l'économie et l'État (quantitativement dommageable pour ceux-ci, à raison de quatre milliards d'euros selon les chiffres patronaux p.5).

En termes de limites du mouvement, évitons d'emblée la pseudo-distinction entre les limites « internes » au mouvement, les limites qu'il « se serait imposées » de par ses « faiblesses propres », et les limites « externes », qui lui « auraient été imposées » par la force tant physique qu'idéologique.

Le mouvement de négation des conditions existantes est un produit de celles-ci. Même s'il est précisément ce qui leur est irréductible, non-intégrable, non-assimilable, il naît sur le sol même de ces conditions, dans un rapport de force mondial donné, et reproduit encore des traits et idéologies de cette société. Il n'est donc jamais pur, exempt de contradictions, d'oppositions, d'illusions, etc. Celles-ci le traversent en permanence et il devra forcément, au cours de son développement, faire des choix (programmatiques, stratégiques, techniques, matériels, etc...) qui ne sont pas forcément partagés par tous. Parfois ces décisions s'imposeront d'elles-mêmes, parfois elles donneront lieu à des luttes internes importantes.

Les limites d'un mouvement indiquent aussi les perspectives de développement futur de tout ce qui y est contenu en puissance et qui y a été diversement exprimé, explicitement et implicitement. Considérant le mouvement actuel, en France et d'autres pays d'Europe, se pose la nécessité de plus de contagion, d'ancrage et de reconnaissance mutuelle qui dépasse la sympathie passive, y compris par-delà les frontières (pour que les grévistes des secteurs stratégiques ne se retrouvent pas seuls exposés à la sanction salariale, au chantage aux ressources, à la répression, la nécessité aussi d'une plus nette autonomisation vis-à-vis des syndicats et partis (qu'ils soient d'alternance molle ou d'alternative pseudo-radicale), d'une plus forte coordination, d'une plus grande agilité opérationnelle.

Ce que l'État a fondamentalement le plus à craindre, le spectre qui hante toutes ses réformes présentes et à venir en dépit du triomphalisme de façade des chefaillons qui les imposent, c'est que les mouvements qui viennent dépassent les limites ici évoquées, que se développent alors des attaques de plus en plus frontales de la valorisation capitaliste, conjointes à la réappropriation, à la source, de la production (notamment par des occupations dirigées par les besoins de la lutte, contre toute impasse d'« autogestion ouvrière » livrée à la merci du marché), par un nombre de plus en plus grand de prolétaires qui, pour ce faire, ne peuvent que s'organiser en force en-dehors et contre toutes les organisations social-démocrates, y compris celles d'entre elles (présentes et à venir) qui s'autoproclament « anticapitalistes », « révolutionnaires », et dont toute la pratique dément les infatuées prétentions.

Au-delà de sa durée propre, chaque mouvement qui rompt tangiblement avec le temps de la valorisation capitaliste nous rend à notre contemporanéité fondamentale avec toutes les luttes passées et à venir, nous lie chaque fois plus intimement les uns aux autres dans notre *communauté de lutte*, dans notre étrangeté radicale à ces relatifs « retours à la normale » auxquels nos ennemis aspirent pour différer la chute de leur monde putride.

Novembre 2010



~

Contre l'exploitation, bloquons l'économie !

dimanche 10 octobre 2010

« C'est la crise et vous voulez durcir la grève ? Ça va vous coûter cher... »
Directions syndicales, patronat et gouvernements de droite comme de gauche, partagent le même sens des responsabilités. Au nom du « réalisme économique », on devrait accepter la nécessité d'une exploitation toujours plus dure. Voilà l'arme idéologique qu'on renvoie systématiquement à la gueule de quiconque se rebelle contre ce système.

« C'est la crise et vous voulez bloquer l'économie ? Faudra assumer les licenciements... »
Au nom de ce genre de fausses évidences, certaines directions syndicales ne réclament même pas le retrait de la réforme. D'autres, pour des raisons tactiques, demandent le retrait, mais refusent de s'en donner les moyens par l'instauration d'un vrai rapport de force : par la grève générale, le blocage, le sabotage, etc. Les syndicats, prétendant parler au nom des travailleurs, ont une fonction : cogérer cette société de classe par la négociation et la médiation.
Aujourd'hui, le devant de la scène est occupé par les centrales syndicales qui tentent par tous les moyens de contrôler et d'endiguer la contestation, tout en monopolisant les grandes lignes de la revendication. Empêcher un durcissement de la lutte est un enjeu majeur : il ne se passe pas un communiqué de Chérèque et Thibault sans qu'ils ne rappellent leur crainte d'un emballement des conflits.

En effet, nombreux sont les travailleurs qui, passant leur vie à se tuer au turbin pour les patrons, ne veulent pas se battre seulement pour conserver les miettes que les bourges leur laissent. Nombreux aussi sont ceux qui ne sont pas directement concernés par la réforme : Rmistes et sans-emplois, travailleurs intermittents, sans papiers, lycéens ou étudiants à qui le marché du travail ne permettra pas de cotiser les annuités nécessaires, retraités touchant une pension de misère, etc... et qui pourtant entendent bien apporter leur contribution au mouvement naissant. Nous sommes nombreux à attendre d'un mouvement social plus qu'un aménagement d'une énième loi, ou même son retrait. À vouloir qu'un véritable rapport de force s'instaure au-delà des grève-kermesses qui s'expriment dans la rue entre Répu et Nation.
Depuis le début des mobilisations, alors que les médias s'obstinent à nous rabâcher la misérable lutte des chiffres, un certain nombre d'initiatives fleurissent à travers le pays en marge des « défilés unitaires ».
Ainsi, lors de la précédente journée de grève, le 23 septembre :
À Amiens, les salariés de la zone industrielle nord bloquent leur lieu de travail toute la journée, alors que des opérations escargots sont menées dans toute la région.
Dans la région nantaise, des travailleurs bloquent les routes pendant que des manifestants murent la permanence UMP de Basse-Goulaine.
Aux environs de Chôlet, le Comité de Lutte pour les Retraites (CLR) mène une opération péage gratuit sur l'A87.
À Saint-Nazaire, des manifestants remontés s'affrontent violemment avec la police.
Cette même semaine du 23 septembre, à Marseille, sont lancés plusieurs mouvements de grève reconductible : cantines, caissières de supermarchés, etc.
À Fos sur Mer, les agents des terminaux pétroliers sont en grève depuis quinze jours. Ils ont été rejoints depuis le 7 octobre par les dockers et agents portuaires des dockers.
Le 1er octobre, les infirmiers anesthésistes bloquent les Champs Elysées.
Des assemblées générales avec pour point de départ l'auto-organisation se sont tenues, par exemple les AG interpro à Gare de l'Est à l'initiative de quelques cheminots et enseignants, et des « AG pour une grève offensive ». Dans ces AG s'organisent des gens qui partagent la volonté d'agir en-dehors des directions syndicales et au-delà des séparations catégorielles (travailleurs, chômeurs, précaires, public/privé).
Et, nouveauté du mois d'octobre, des lycéens se joignent avec fracas aux hostilités. 80 lycées bloqués en deux jours, ce n'est pas un luxe...
Sans des initiatives qui dépassent le cadre institutionnel, sans une grève débordant les directions syndicales, il n'y aura pas de rapport de force donnant naissance à un véritable mouvement social. Mouvement où les luttes corporatistes sont dépassées, où les bureaucrates perdent pied, où les actions menées répondent à des préoccupations plus larges que la seule question des retraites, où la lutte ne se limite pas à défendre de prétendus acquis.
En gardant à l'esprit le chemin qui reste à parcourir, organisons nos colères.
Il y a à prendre bien plus que ce qu'on veut nous laisser !

Le 12 octobre, rendez-vous pour un cortège à 13h à l'église Notre Dame des Champs à l'angle de la rue Montparnasse et du Bd Montparnasse
Le 13 octobre, AG interpro Mercredi 13 octobre à 17h à la Bourse du Travail, métro République

Plus qu’une retraite, nous devons aux prochaines générations un autre monde

(Texte publié dans G.A.V n°1, 19 octobre 2010)

A cette heure où nous marchons d’un pas tranquille, toutes les raffineries du pays sont bloquées. Un fait inédit depuis 1968. Le gouvernement craint une pénurie d’essence ; par la voix de ses chiens il s’acharne désespérément à démentir cette possibilité, tout en envoyant les forces de l’ordre attaquer les dépôts de Fos-sur-Mer, Bassens, Cournon d’Auvergne, Lespinasse... aujourd’hui l’État pioche dans ses stocks « stratégiques ». La pression doit continuer. Nous devons être solidaires de ces grévistes car ils sont en première ligne pour les revendications de toutes les personnes présentes aujourd’hui.

Les attaques coordonnées contre ces grévistes (comme hier encore à Brest) montrent une chose parmi d’autres : l’État ne veut pas que les ouvriers s’organisent en dehors des compromis syndicaux et d’un calendrier de manifestations établies et inoffensives. Ainsi également, la police agresse t-elle des lycéens au flash-ball lorsqu’ils décident de monter une barricade. Laissant un jeune gravement blessé à la tête. Le pouvoir use de toute sa violence pour taire la jeunesse, les travailleurs, et tous les trublions qui se mêlent aux défilés. Pour autant nous devons poursuivre nos actions, les développer. Nous devons résister par tous les moyens que nous trouverons légitimes. Nous pouvons et nous devons tout bloquer, organiser d’autres occupations, déployer d’autres assemblées générales... Nous devons nous installer dans la rue, sur les places, dans les parcs... mais aussi dans les usines, les écoles, les préfectures, les ministères, des médias... Tous les bâtiments des pouvoirs qui organisent notre oppression.

Poussées par leurs bases, les centrales syndicales ne peuvent plus reculer. Les journées de grève se succèdent, et ne viennent que la colère et l’exaspération des gens. Devant la défiance de l’État, il n’y a plus d’autres choix, le mouvement doit se durcir, au risque de tuer dans l’oeuf toutes les contestations sociales à venir. Car si le gouvernement ne fléchit pas lorsque nous sommes trois ou quatre millions dans la rue, quand fléchira t-il ?!? Les syndicats doivent prendre leur responsabilité et appeler à la grève générale, au plus vite. Sans cela ils encourent le risque de perdre tout contrôle sur leur partisan-es ou carrément d’essouffler la lutte. Et c’est la seule chose sensée à faire pour élargir et le combat et permettre à d’autres de nous rejoindre.

Mais au fait... Qu’attendons-nous de ce mouvement social ? « Un retrait » ? « Une autre réforme » ? « Des aménagements » ? « La retraite à 60 ans » ? Certes, nous avons été rassemblés ici pour défendre collectivement une partie de ce qu’on appelle nos acquis sociaux... L’affaire de quasiment tout le monde ? Pas si sûr... Une lutte qui semble assez individualiste finalement, et qui ne changera pas la nature des choses... Dans peu de temps, il faudra ressortir dans la rue pour défendre la sécurité sociales. Il faut écouter ceux et celles qui ont d’autres revendications, afin en élargir le champ. Ces dernières années, les mouvements sociaux de plus ou moins grandes ampleurs ont été d’une récurrence incroyable, et dans presque tous les secteurs professionnels : industrie, tertiaire, éducation, justice, santé, social. En même temps qu’ils sont complètement dissociés ces mouvements sont à la merci du pouvoir. C’est pourtant le même ennemi qui frappe à tous ces endroits à la fois. Cet ennemi à un nom bien connu : il s’appelle capitalisme.

Alors ne pourrait-on pas exiger plus ? Tant qu’à être des millions dans la rue, là, maintenant ? Nous devons saisir cette chance unique d’être rassemblé-es pour dépasser cette lutte des retraites. Car si nous sommes victorieux - et nous avons de grandes chances de l’être en restant solidaires - qu’aurons-nous gagné ? Le droit de retrouver nos casse-pipes ? Nos patrons ? Nos salaires de déprime ? Nos universités bradées au privé ? Nos écoles déconfites ? Des expulsions incessantes ? Des actionnaires gras ? La misère qui croupie en prison ? Des partis politiques esclaves du marché économique ? Le marché lui-même ? Le droit de vote ? La consommation ? La concurrence ? La télé ? Qui n’a rien à redire de plus au sarkozysme et au capitalisme ? Hein ? Alors pourquoi ne pas pousser pépé dans les orties, une fois pour toute ? Pourquoi ne pas cracher la pierre qu’on a au fond du bide.

Tract national AG Etudiante Caen

samedi 23 octobre 2010

Partout en France, le harcèlement quotidien du pouvoir économique et politique s'accélère.
La mobilisation contre la réforme des retraites mais aussi contre l'ensemble des politiques anti-sociales, xénophobes et/ou liberticides s'accentue jour après jour, contrairement à ce que peut laisser entendre le gouvernement. En accélérant autoritairement le processus législatif, en multipliant les communiqués de presse, les passages à la télévision taisant la réalité du mouvement (« il n'y a pas de pénurie de carburant », « la mobilisation baisse »…), ce gouvernement montre clairement sa crainte quant à l'augmentation du nombre de pôles de contestation mais surtout quant au caractère intercatégoriel de la lutte en cours. La population n'est pas aveugle, elle voit et soutient au quotidien, les actions menées par les différents secteurs en lutte.
Localement, nous pouvons tou-te-s participer à la lutte en cours !!!
Depuis le mardi 12 octobre dans le Calvados, plusieurs secteurs et travailleur-euse-s, dans le public ou le privé, se sont mis-e-s en lutte : les pompiers, les cheminots de la SNCF, les salarié-e-s du CHS et du CHU, de l'éducation nationale, de la CAF, des Impôts, de la poste, des collectivités territoriales, de Valéo, de RVI, de Bosh, des routiers… Les lycées puis l'université ont rejoint depuis la lutte. C'est sans précédent ! A Caen, lors des journées nationales, plus de 40.000 manifestant-e-s se sont réuni-e-s. Chaque secteur, chaque AG (sectorielle, intersyndicale ou intercatégorielle) ont toutes organisé, quotidiennement, des actions de blocage économique avec diffusion massive d'information : blocage du dépôt de carburant en non-stop pendant plusieurs nuits et jours, blocages de flux de circulation, blocages de zones d'activités commerciales, de la Banque de France… Même les pharmacies refusent leur tour de garde en soutien et sont réquisitionnées. Ces actions ont fédéré et confirmé la volonté du passage à l'action afin de renverser les injustices prônées par le gouvernement. **Nous encourageons et participons à ces actions mais nous remarquons également que le contexte national est bien plus fort !**

Un contexte national explosif !
L'ensemble des 12 raffineries restent encore aujourd'hui en grève (pas vu depuis 1968 !) et les 6 de Total sont à l'arrêt complet, malgré la réquisition autoritaire des salariés en lutte (atteinte au droit de grève, reconnu par exemple, par le juge du tribunal administratif en Seine-et-Marne), ayant pour conséquence la fermeture ou la rupture de stock dans 3929 stations essence sur environ 13 000. Plusieurs dépôts de carburants sont eux aussi bloqués troublant ainsi grandement la redistribution du carburant. Le recours aux forces de l'ordre a eu lieu pour dégager les blocages ; mais la détermination reste la même et des reblocages ont lieu un peu partout…
Après une mobilisation tirée par le secteur public (SNCF, Education, EDF…), nous assistons à une tâche d'huile qui se répand autant dans le public que le privé : GDF-Suez, transports urbains, une vingtaine d'usines de caoutchouc/pneumatiques (Goodyear, Michelin, Paulstra…), une 30aine d'usines chimiques (Rhodia, l'Oréal, Basf…), dans les usines du verre (St Gobain, Isover, Baccarat…), dans la métallurgie (Dura, Astral…), dans l'industrie pharmaceutique et alimentaire (700 en grève le 19.10), dans les centrales nucléaires (Chinon, Civaux, Tricastin, Flamanville…), les convoyeurs de fonds (Brink's, Loomis), les éboueurs (Marseille, Toulouse, Nantes…), de nombreuses cantines… **La liste est longue et s'allonge !**
Passage généralisé à l'action !
De la Capitale aux petites villes (Lorient, Abbeville, Feyzin…), en passant par les plus grandes villes (Rennes, Strasbourg, Marseille, Lyon…), des actions se multiplient renforçant la détermination. Pour répondre aux grèves des raffineries, des blocages de dépôts de carburant ont eu lieu un peu partout, des aéroports ont été bloqués, des grands de circulation ont connu des opérations de ralentissement ou de blocage, des péages gratuits ont été organisés, des blocages de zones d'activités économiques, de centre de tri et de gares, des dépôts de transport, des conseils municipaux ont été annulés. La rage sociale s'exprime allant jusqu'au saccage des locaux du MEDEF ou de l'UMP. **Le pouvoir ne peut plus nous museler.**
La répression, comme seule réponse étatique !
Pour les lycéen-ne-s, le Ministère de l'Education, relayé par les Rectorats et proviseurs, exercent une pression pédagogique et administrative (menaces verbales, lettres aux parents, colles, exclusion…) pouvant même être en illégalité ! Dans de nombreux blocages de Lycées, les forces de l'ordre débloquent (Cherbourg…) ou sont présents devant les portes. Pourtant, **l'engagement légitime des lycéen-ne-s ne se tait pas.** Pour les universités, des pressions arrivent sur les étudiant-e-s et les directions propagent des mensonges sur le nombre de facs mobilisées. Ils vont même jusqu'à porter atteinte au Droit de réunion, comme à Poitiers où les forces de l'Ordre ont empêché la Coordination Nationale de s'y réunir (elle est donc maintenant au Mans). Plus grave encore, les grévistes des raffineries sont réquisitionnés (5 ans de prison et 10.000 € s'ils ne se plient pas aux ordres donnés par le gouvernement), les salarié-e-s sont frappé-e-s par les CRS (Grandpuits, Amiens, Lyon…), des affrontements explosent un peu partout en France (Paris, Lyon…)… Rhétorique habituelle du gouvernement : « il faut punir les casseurs ». **Ces « casseurs » sont des salarié-e-s, chômeur-euse-s, lycéen-ne-s ou étudiant-e-s.** Les peines pénales sont sans précédent pour un mouvement social français : 4 mois (dont 2 avec sursis) pour un docker de 41 ans ; à Lyon, une lycéenne de 18 ans a pris 5 mois fermes pour avoir enflammé une poubelle, à Lyon un étudiant a pris 3 mois avec sursis pour avoir jeter un sac de feuille morte…. Même un syndicat de la Protection Judicaire de la Jeunesse (PJJ) déplore « la communication gouvernementale caricaturale voire mensongère » qui présente les manifestant-e-s comme des « délinquants chevronnés ». Depuis le 12.10, il y a eu 2257 interpellations dont 288 pour la journée du 21.10. La répression illégitime s'amplifie mais la détermination du mouvement également comme à Rennes où l'intervention policière pour débloquer un dépôt de bus, pris par des étudiant-e-s, fut extrêmement violente et les salarié-e-s de cette entreprise se sont alors mis également en grève ! **Nous assistons à une multiplication des pratiques policières illégales (tirs tendus, norme de distance pour flash-ball, intimidations en garde à vue…).**
Nous ne plierons pas ! Face à la Répression, la solidarité est notre arme.
Nous appelons tout le monde à diffuser l'idée juste et légitime de cette lutte et des actions au sein de vos lieux de travail, de votre famille, de vos amis….
De nombreuses actions sont déjà programmées localement, notamment par l'intersyndicale interprofessionnelle locale et complété par l'AG intercatégorielle de Lutte :
AGENDA DES ACTIONS LOCALES pour cette semaine :
Mardi 26 octobre: à 17h, rassemblement, place du Théâtre, suivi d'une action.
Mardi 26 octobre: à partir de **22h**, blocage de la zone d'activité de Carpiquet.
Jeudi 28 octobre: 10h, Manifestation nationale, place St Pierre. Suivie d'une AG intercatégorielle et pic-nic, place du Théâtre pour partir ensuite en action.
Vendredi 29 octobre : dès 4h, Blocage du dépôt de carburant.
De plus, l'Assemblée Générale Intercatégorielle a mis quant à elle un RDV, tous les matins à 9h, place Bouchard, afin de faire des actions quotidiennes de blocage et diffusion.
Eteignez vos télés et rejoignez les piquets !!!

L'Assemblée Générale Etudiante.

Manifeste de l’assemblée générale interprofessionnelle de Rennes

Depuis deux semaines, le mouvement de contestation populaire qui s’est cristallisé autour de la réforme des retraites va incontestablement de seuil en seuil. Les manifestations se succèdent sur tout le territoire, bien au-delà des seules «journées d’action». Des grèves sont reconduites depuis une dizaine de jours dans de nombreux secteurs. On envisage dans les prochaines jours que la raréfaction de l’essence se transforme en pénurie généralisée sans pour autant que le soutien de l’opinion en soit entamé. Au contraire. Partout, le mot d’ordre de blocage de l’économie est avancé et mis en oeuvre.

La liaison interprofessionnelle hier si difficile à mettre en place, entre des étudiants, des chômeurs et des salariés, se réalise aujourd’hui de manière presque naturelle. La jeunesse scolarisée occupe nombre de lycées et d’universités. Des caisses de grève circulent pour soutenir les grévistes du rail, des raffineries, de l’éducation... La détermination des grévistes fait la preuve d’un refus de s’en remettre à l’échéance des prochaines élections présidentielles pour exprimer dès maintenant un désaveu de l’évolution générale des politiques gouvernementales.

Beaucoup affirment que cette mobilisation contre la «réforme» des retraites, inédite dans ses formes depuis des années, est une révolte contre les politiques réactionnaires menées depuis fort longtemps, et dont l’arrogance sarkozyste ne représente que la quintessence. Dans le même temps, le pouvoir actuel réagit et tente d’affaiblir la contestation grandissante non seulement par la répression et l’exhibition des soit-disant « violences des casseurs» mais aussi en agitant le chantage à l’emploi et en se présentant comme le détenteur de la justice et de la liberté. Comment peut-on décemment présenter les grévistes comme une menace pour l’emploi alors même que des centaines de milliers de salariés sont licenciés sur l’autel de la compétitivité, qui n’est rien d’autre que l’avidité insatiable des capitalistes ? N’est-ce pas d’ailleurs la même logique qui nous «impose» de réduire le système par répartition à peau de chagrin et de l’»ouvrir» à la capitalisation ? Comment le gouvernement de Sarkozy pourrait-il incarner le parti de la liberté que le blocage de l’économie menacerait ? N’a t-on pas vu ces dernières années l’attaque des libertés publiques s’accélérer par le contrôle de plus en plus étroit du pouvoir judiciaire, de la presse, ou par le fichage généralisé de la population ? Ne voit-on pas ces derniers jours la provocation et l’arbitraire policier tomber sur celui qui était là au mauvais endroit au mauvais moment, ou qui manifestait un peu trop bruyamment son hostilité au pouvoir de l’argent et à la xénophobie d’Etat ? Quand la loi est injuste, la justice passe avant la loi.

A Rennes, outre les grèves des cheminots, des enseignants, des conducteurs de bus..., de nombreuses actions de blocage économique ont été effectuées avec la participation de nombreux individus issus de secteurs socio-professionnels variés : étudiants, lycéens, chômeurs, cheminots, personnels de l’éducation, des impôts, communaux, ouvriers de la pétrochimie, hospitaliers, routiers, etc...

Pourquoi une assemblée générale interprofessionnelle est elle nécessaire ? Cette assemblée, que nous souhaitons voir se réunir tous les jours et en un lieu fixe aurait pour première vocation de coordonner les secteurs en lutte par delà les appartenances syndicales et politiques et les catégories socio-professionnelles. Cela signifie à la fois chercher à consolider le mouvement de grève reconductible, l’étendre, et le durcir, notamment à travers l’organisation d’actions de blocage économique de grande envergure. Ces dernières doivent avoir pour double vocation de faire pression sur le gouvernement et le patronat, et à encourager la lutte des salariés sur les sites bloqués. Cette assemblée générale interprofessionnelle, nous la voulons réellement démocratique. Nous la voulons ouverte à tous, capable de rendre concrète pour chacun, qu’il soit gréviste ou non, syndiqué ou non, salarié, chômeur, précaire, étudiant..., la possibilité et la légitimité d’y prendre la parole et de participer à la prise de décision. Cette assemblée se doit d’être un lieu de débat, de confrontation, et de mise en commun entre différentes composantes et tendances du mouvement, différentes analyses, différentes stratégies de lutte, et donc de dépasser le sectarisme. Au contraire, elle doit participer d’une démarche unitaire et solidaire exigeante, qui pourrait se matérialiser notamment par un renforcement des initiatives de caisses de grève, de soutien juridique et financier face à la répression (y compris des formes de révolte les plus stigmatisées), d’une capacité à se prêter mutuellement main forte pour mener des actions ou tenir des piquets de grève. Pour autant, cette assemblée ne doit pas se limiter au débat, à l’organisation d’actions et à la solidarité.

Elle doit aussi se faire l’expression du mécontentement général à l’égard des politiques actuelles, et par là, encourager la formulation de revendications supplémentaires à celle du retrait du projet de loi. L’arbre des retraites ne doit pas cacher la forêt du rouleau compresseur que les classes populaires subissent depuis un certain nombre d’années. Ainsi, nous souhaitons que cette assemblée devienne un véritable organe de contre-pouvoir populaire, à la hauteur de la pression formulée par la base à l’endroit des confédérations syndicales pour qu’elles se maintiennent dans le mouvement. Dans ces conditions, l’assemblée générale interprofessionnelle de Rennes n’est pas vouée à exister en vase clos, mais à se coordonner avec toutes les initiatives convergentes dans les autres villes, sur une base que nous souhaitons régionale, voire nationale. Ceci implique une volonté claire des grévistes de construire une parole propre, en capacité de contrer la désinformation des médias et du pouvoir, et de contester le monopole de la parole des «leaders» qui occupent la scène médiatique.

AG interpro de Rennes, lundi 25 Octobre, mardi 25 octobre, mercredi 26 octobre à 18h, Place du parlement

Autres rdv :

Lundi 25, 04h30 : pour départ en action devant les locaux syndicaux des cheminots : 6, rue Pierre Martin.

Mardi 26 : idem

Mercredi 27, 12h : rassemblement devant le parlement de Bretagne contre la répression et en soutien à Jerôme, cheminot CGT de ST-Nazaire, condamné en première instance à 2 mois ferme pour un soi-disant jet de pierre. Son appel (parlement est aussi le lieu de la cour d’appel régional) a lieu à 13h30. Venez nombreux le soutenir

Grève jusqu’à la retraite. Ce monde est pourri, ce monde est vieux, minimum vieillesse dès 16 ans.

Piquets volants, bloquons l’argent, piquets mobiles, bloquons la ville

http://www.cip-idf.org/

Le front commun des casseurs

Mercredi 20 octobre 2010

Il est souhaitable de préciser en mini préambule: la forme ne fait pas le fond. Il n'est donc pas question ici d'idéaliser des pratiques pour ce qu'elles seraient en tant que telles, mais de les voir dans un contexte bien particulier.
La violence n'est jamais une chose à romantiser, à idéaliser. Elle est juste nécessaire à tout acte de révolte, toute velléité révolutionnaire. Et sans pour autant être menée via de sales stratégies autoritaires.

On remarque une différence bien nette avec ce mouvement social en comparaison avec les précédents les plus récents. L'entrée des lycéens ne se fait pas de manière tranquille, c'est le moins que l'on puisse dire. La radicalisation n'est pas menée par une minorité en fin de mouvement, mais s'est traduite directement en actes et ce de manière diffuse. Lire les brèves d'une des dernières journées nous donne un indicateur précis et non équivoque : on s'affronte avec les flics, on casse, on brûle, on saccage, etc., que ce soit dans une grande ville ou dans un petit bled. La contagion est là, la machine est lancée.
Et c'est là où une deuxième spécificité entre en jeu : la figure du jeune de cité de novembre 2005, qui lors du mouvement lycéen de 2005 ou lors du mouvement anti-CPE de 2006, venait sur des manifs pas vraiment dans le même but que les manifestants eux-mêmes (et quelques «antagonismes» se faisaient alors sentir sur le terrain), se retrouvant cette fois-ci du même côté des barricades. Une certaine jonction se fait enfin. Ce n'est pas l'unité de classe, mais c'est un joli début d'association. Alors qui de l'oeuf ou de la poule a provoqué cela ? Ce n'est pas très intéressant à savoir. Ce qui est sûr c'est que deux phénomènes se sont alors auto-alimentés : les lycéens bloqueurs adoptant des stratégies (ou au minimum réactions) plus offensives, les jeunes de la cité pas forcément régulièrement scolarisés pour une partie d'entre eux (pas intéressant à nuancer ou à développer, ce n'est pas le fond du propos) venant rejoindre les blocages ou alentours pour épauler lors/profiter des affrontements et apporter ainsi leur pierre.. Et ca marche.
On se retrouve avec une série d'actes de violence où mêmes les médias n'arrivent plus (enfin, plus tous), à dire que les événements sont uniquement dus aux «casseurs infiltrés». Et des profs de lycées de reconnaître avec compassion que les casseurs, ce sont aussi leurs lycéens. Merde alors, la figure du barbare se décompose. On se retrouve avec des témoignages qui ne faisaient pas de doute mais qui là sont encore plus explicites : la reforme des retraites, certes personne n'en veut, mais on s'en fout aussi un peu beaucoup. C'est aussi et surtout un bon prétexte pour dégueuler tout ce que l'on a dans le ventre et que l'on retient pour beaucoup au quotidien. Et comme certains lycéens disent, ca suit le mouvement. Je me mets à casser ou à balancer des pierres sur les keufs car les autres le font. Et sans doute que cela fait du bien. Car en général les mêmes se comportent avec beaucoup plus de docilité envers le système (scolaire et plus généralement). On brise enfin certaines de ses propres chaînes.
Ce défouloir en forme d'exutoire n'est certainement pas gratuit et vide de sens. Il est dans la continuité de novembre 2005 à une autre échelle (actuellement). Sauf que l'on a effectué quelques recentrements géographiques. Les mêmes, avec leurs nouveaux camarades de rue, qui en 2005 se contentaient de foutre le feu à leurs quartiers s'en vont piller par ex. les magasins d'une rue commercante à Lyon, ou encore tenir la rue à proximité d'un lycée à Nanterre. Les deux exemples les plus récents, mais qui sont loin d'être isolés. On pourrait en citer tant d'autres.
La différence notable est que là encore, il n'est pas question d'un enchaînement de violence réactif suite par exemple à une «bavure» policière comme cela a pu être le cas en novembre 2005 ou en Grèce plus récemment. Une opportunité de situation est plutôt saisie. Et même si on pourrait en dire de même (la fameuse histoire du prétexte) quand il s'agit d'émeutes réactives, on trouve ici une belle petite spécificité. Alors que des violences réactives ont plus de légitimiter ou de raison évidente de chercher à s'affronter à la cause directe : la figure du flic. Ici, le flic n'est pas trop la cause de la réforme des retraites. Et même s'il se montre offensif/répressif lors du mouvement, ce n'est pas cela essentiellement, qui contrairement à ce que veulent faire croire les gentils démocrates de gauche (les fameuses «provocations policières»), qui fait que l'on veut le niquer, lui et ses collègues. C'est autant de la vengeance personnelle pour ceux qui connaissent les humiliations quotidiennes, que de le mettre à sa place réelle : celui qui protège le capital, l'Etat, celui qui nous bride tous les jours, celui qui permettrait de nous foutre en taule et de briser les révoltes de demain. Et c'est donc dans un bon sens total que la réaction première en le voyant n'est plus de faire des bisous ou des sit´in devant lui. Mais d'y aller franchement. Plus il y en aura à terre, mieux cela sera.
Mais ne mettons pas simplement le flic au centre de la chose. (En petite parenthèse, les services d'ordre des syndicats devraient prendre leur même dose au quotidien...) Le bras armé du capital doit effectivement en prendre le plus dans la gueule, mais cela ne s'arrête certainement pas là. Ce qui est retenu aussi, c'est que ca doit péter, ca doit piller, ca doit brûler. Tout ce qui humilie au quoditien en termes de questions matérielles, toutes les frustrations et les voies sans issues que promettent cette société de merde à la plus part, doit prendre des coups, doit valser (quitte à avoir un esprit immédiat pragmatique et aussi à s'en mettre plein les poches).
Alors en l'état actuel des choses, il ne sert à rien de se dire que cela puisse servir effectivement ou non à grand chose. Une vitrine de pétée ou une voiture de cramée n'ont jamais changé et ne changeront jamais en tant que telles le monde, ca c'est sûr. C'est juste que ces dernieres jours donnent plutôt des indicateurs pour demain, que ce soit dans ce mouvement ou dans un autre futur. De plus en plus de gens ont rien à perdre et plus à gagner à voir ce monde crever. Et quand la plupart des gens dans la rue se mettront à commettre toute une série d'actes en forme de non-retour possible. Quand il n'y aura pas 10 mais 1000 vitrines pétées en simultanées et sans concertation.Tout commencera.
A quand la mise à feu d'une raffinerie ?

Un électron libre et révolté qui espère
le courant très haute tension
pour ne pas devoir rester
dans le noir... trop longtemps.

PS : appel aux démocrates théoriciens du complot : camarades, pour ne plus avoir de doute sur le fait que ce soient ou pas des flics provocateurs qui pètent des vitrines et commettent les divers actes de violence, notamment lors des cortèges noirs parisiens, procure-toi la prochaine fois une barre de fer et pètes-en une en premier. C'est la seule thérapie de choc qui te reste à disposition. Sinon tu as encore la possibilité de rejoindre le rang des SO ou encore celui des milices staliniennes en formation. Mais attention, tu en prendras plein la gueule, car même si on sait que les SO n'ont pas de flics infiltrés dans les rangs (ah merde, si, il y a les branches sectorielles de flics et de matons dans bon nombre de syndicats), on sait aussi que ces derniers ont bien infiltré leurs têtes. Ils seront donc traités comme tels. Des porcs à saigner.

Que l'on soit des retraités du travail ou des allocataires de la CAF, des salariés du public ou du privé, des chômeurs courte ou longue durée, des rsastes ou des sans-papiers, des intermittants ou des paysans, des lycéens ou des étudiants...

Y'en a marre !

des problèmes de logement, de thunes, de boulot, de papiers, de santé, de mômes ou de vieux...

Esclave

esclave de tel ou tel boss, de tel ou tel contrat, de telle ou telle boîte

des impôts qu'il faut payer, des dettes et des factures qui s'accumulent : loyer, eau, gaz, ordures, électricité, téléphone, assurances, crédits...

des RDV obligatoires et des demandes incessantes de nouvelles pièces administratives

des radiations Pôle Emploi ou des contrats RSA

des mois sans allocation, sans indemnité, sans bourse, sans logement...

des contrôles CAF aux formations bidons

des cours sans avenir...

Le retrait de la loi sur la réforme des retraites est une exigence minimum ! Des millions de vieux survivent déjà avec moins de 700 euros par mois quand d'autres, tout aussi isolés, croupissent à l'hospice ou dans des maisons de retraite. En même temps, beaucoup d'entre nous ne bénéficieront de toute façon d'aucune retraite : des centaines de milliers de chômeurs "longue durée" vivotent au RSA (400 euros) avec injonction faite de trouver des emplois quand des millions d'autres se retrouvent licenciés en masse à galérer dans les boîtes d'intérim ou les pôles emploi (ne serait-ce que pour obtenir leurs indemnités), l'exploitation des sans-papiers et des jeunes en formation (CAP, BEP et autres) achevant cruellement le tableau...
Au-delà du débat classique entre « la casse des services publiques » et « la logique de privatisation », la réforme des retraites pose "la question" de l'exploitation au travail. Que ce soit dans sa durée, sa contrainte et sa pénibilité, son contenu et ses finalités, la fatigue, le stress, l'abrutissement et l'isolement que le travail salarié génère...
Depuis maintenant plus d'un mois, des blocages, des grèves, des manifs, des occupations, des cantines, de la répression et... des assemblées pour se coordonner, discuter, écrire, prévoir des actions, s'informer sur ce qui se passe ici ou là, se donner des rencarts et des coups de main, organiser la lutte..., se construire d'autres horizons...

GRÈVE ET MANIFESTATION
à l'invitation des employés de Pôle emploi

RDV MARDI 9 NOVEMBRE À 12H30
Paris, Place de la République

Nous ne devons rien, bloquons tout.

Nous pourrions essayer de superposer de multiples cartes du territoire pour figurer la profusion des strates de l'activité en cours. La conjoncture chantonne en sourdine une fameuse ritournelle, bribes d'hétérogène, consistance nouvelle : *Voilà bien ce qu'il fallait pour faire la guerre au palais, sache que ta meilleure amie, prolétaire, c'est la chimie.*

Des cartes, il en faudrait 10, 50, 1000, des facs, aux défilés, des piquets aux blocages, des dîners de famille aux bars, des conversations à distance ou des échanges de mails comme des rencontres imprévues, des sourires, des connivences, des rages décisionnaires et des associations libres, des cartes où puissent se lire ce qui trame aujourd'hui. Cela nous vengerait du silence public sur ce qui a lieu et nous meut. Cela nous soignerait préventivement de la tristesse et des mensonges intéressés sur le « retour à la normale ». Cela confirmerait l'émergence de temporalités décidément rétives à la capture capitaliste de la vie que représente à son tour la « réforme » des retraites, qui – une fois encore – veut arrimer nos biographies à une mesure qui fait du temps d'emploi, et donc de l'exploitation, le sésame de l'existence même.

La retraite figurait l'horizon d'un temps libre. Un mur remplace ce dernier. Avec son précipice amorti, le minimum vieillesse... à 65 ans. Le temps libre, lorsqu'il n'est pas celui des nantis, doit devenir infernal.

Le chômage n'est pas l'envers – heureux ou indigne – du travail, mais l'un de ses moments. C'est ce contrôle du temps de vie que la grève des chômeurs entend combattre, en fabriquant des jonctions pratiques. La grève, tournante, rampante, par blocage, est une libération, une libération de l'activité, enfin orientée vers des fins qui lui soient propres. Un refus de ce monde.

À ce bonheur, chacun peut et doit prendre part pratiquement. On connaît le dicton squatteur, "tu cherches, tu trouves". Allons chacun à la rencontre de ce qui est là, maintenant, dans le *lynannaj* qui se construit.

C'est l'amour qui apprend à l'homme à croire vraiment au monde des objets extérieurs à lui (K. Marx, *La sainte famille*). Que la fatigue d'être soi, un dividu concurrentiel et misérable arc-bouté sur tel ou tel fragment d'identité, s'évanouisse à nouveau dans la puissance du nous.

C'est la rue qui fait la loi

Coordination des intermittents et précaires d'ile de France.

www.CIP-IDF.org 14-16 Quai de Charente, 75019 Paris (M° Corentin Cariou) Tél : 01 40 34 59 74

Nous sommes UN, soyons TOUT !

Comme les travailleurs, sans-travail, étudiants, retraités,… de Grèce, d'Espagne, du Portugal, de Chine, du Bengladesh, d'Afrique du Sud, d'Algérie, du Pérou et de bien d'autres régions du monde, nous descendons à notre tour dans la rue en France.

Nous sommes la « contagion en acte »… celle que craignent tous les gouvernements de tous les pays et de toutes les tendances politiques ! Nos revendications particulières ne sont que l'expression d'**UN SEUL ET MÊME MOUVEMENT** :

- CONTRE LES SACRIFICES que tentent de nous imposer partout les gestionnaires du capital ;
- CONTRE DES CONDITIONS DE SURVIE, de logement, de santé,… partout toujours plus dégradantes ;
- CONTRE NOTRE ESCLAVAGE SALARIÉ partout sans cesse accru (augmentation des cadences, de la durée du travail, travail toujours plus abrutissant…).

Bien sûr les exploiteurs et leurs valets syndicaux tentent déjà de neutraliser nos revendications sur le terrain de la réforme : négociation/révision/rejet de la loi, voire même un changement de gouvernement,… pour mieux satisfaire les besoins du Capital !

Pour satisfaire NOS BESOINS HUMAINS, il n'y a pas de solution en demi-teinte possible :

L'économie est en crise ? Achevons-la !
BRISONS LA PAIX SOCIALE ET SYNDICALE !

Étendons et approfondissons notre mouvement !
AUTO-ORGANISONS NOUS À TOUS LES NIVEAUX !

EMPÊCHONS LE RETOUR À LA NORMALITÉ
PAR TOUS LES MOYENS !

À PRÉSENT, SOYONS TOUT !

Prolétaires Internationalistes
proletairesinternationalistes@yahoo.fr http://proletairesinternationalistes.wordpress.com/

Violents affrontements dans 23 provinces et à Bangkok, la capitale.

Le prolétariat sort de ses gonds

Selon les lieux communs de la presse et des guides touristiques, l'histoire de la Thaïlande depuis la chute de la monarchie absolue en 1932 se résumerait à une succession de coups d'Etat [1], accréditant en Europe le mythe d'un pays miné par l'archaïsme, le sous-développement et le manque de démocratie.

Or selon notre point de vue de classe, l'instabilité politique ne peut jamais se réduire à la rivalité fut-elle intense entre les fractions bourgeoises autour de l'enjeu de la gestion des affaires, avec la rapacité qu'on leur connaît à en tirer le maximum de rentes. Sans nier bien sûr le poids que cette concurrence entre fractions joue dans l'histoire, il est un intérêt bourgeois supérieur qui en dernière instance détermine qui se trouve coopté à la direction de l'État (fut-ce au prix d'une intervention militaire étrangère, qu'elle soit souterraine ou ouverte, sous la bannière d'un seul pays, d'une coalition, de l'ONU…) : *la sacro-sainte paix sociale et la capacité à la maintenir*. L'instabilité politique permanente est donc toujours le signe d'une difficulté à assurer cette paix sociale, à faire adhérer le prolétariat aux intérêts supérieurs de l'État, de l'économie.

Pour en revenir à la presse, depuis une dizaine d'années, la Thaïlande ne serait que le théâtre d'un affrontement permanent entre deux camps, les «chemises jaunes» partisanes du gouvernement d'Abhisit Vejjajiva actuellement en place, et les «chemises rouges», partisanes de l'ancien Premier ministre en exil Thaksin Shinawatra [2] démis de ses fonctions par un putsch militaire en 2006. Au sujet de la nature de ces camps en présence, au moment des événements qui nous intéressent ici, la presse bourgeoise va jusqu'à parler d' « affrontements de classe »[3]. Pour nous, il s'agit bien plutôt de souligner que nous avons affaire à une repolarisation de la contradiction de classe au plan politique bourgeois, c'est-à-dire l'embrigadement du prolétariat sous la bannière de deux partis qui revendiquent chacun une variante de la



1. Onze « coups d'État » réussis, dix-huit constitutions et vingt-sept premiers ministres depuis 1932.

2. Ancien flic qui a fait fortune en s'octroyant des marchés publics (dont l'équipement de la police en ordinateurs et en téléphones portables).

3. *« "Rouges" contre "jaunes", affrontements de classe à Bangkok »*, in *Le Monde Diplomatique*, juillet 2010.

politique bourgeoise contre notre classe, l'une –le *Parti de la Nouvelle Politique* des « chemises jaunes »– défendant la monarchie associée à un gouvernement ouvertement libéral et soutenue en cela par les couches sociales qui y ont directement intérêt ou croient y voir leur intérêt [4], l'autre –le *Front Uni pour la Démocratie contre la Dictature* (UDD) des « chemises rouges »– défendant un programme plus social-démocrate de réformes destiné à amadouer les couches les plus mal loties du prolétariat (dans les campagnes comme dans les zones ouvrières de Bangkok).

Comme partout dans le monde, l'essor économique rime avec toujours plus de pauvreté pour les prolétaires. Endettés, contraints de vendre leurs productions à des prix dérisoires, obligés d'abandonner les terres et d'aller grossir les bidonvilles,… voilà le sort bien connu de milliards de prolétaires de par le monde. En Thaïlande comme partout, il n'est pas nécessaire d'en apprendre plus sur les conditions particulières de survie pour savoir que les prolétaires luttent contre la propriété privée de la terre, des semences, de l'eau,… contre le fait de trimer du matin au soir avec comme seule perspective d'être toujours plus esclave du travail, contre le dénuement, la désolation, l'appauvrissement toujours plus aigus [5]. Dans les soulèvements, émeutes, assauts des bâtiments de l'Etat, bourses, sièges du gouvernement, centres commerciaux,… nous reconnaissons avec joie nos frères de classe qui expriment leur rejet de ce monde de misère.



~

A la tête de l'Etat thaïlandais de 2001 à 2006, le parti des «chemises rouges», alors dénommé *«Thai Rak Thai»* (TRT) (*« les Thaïs aiment les Thaïs »*), a habilement manié la carotte et le bâton afin de diviser les prolétaires et les mettre au pas. Il est parvenu a gagner une certaine popularité, notamment en décidant d'un prix unique pour certaines prestations de soins et en accordant des subsides et des prêts sans intérêt aux petites exploitations agricoles du Nord, tout en menant en 2003, au nom de la « lutte contre les trafiquants de drogue », une campagne de « nettoyage » des quartiers prolétaires. Cette opération au cours de laquelle la police avait carte blanche pour enfermer, torturer et éliminer s'est soldée par des milliers d'assassinats [6]. A partir de 2005, le TRT a délibérément attisé un sentiment anti-musulman au sein de la majorité bouddhiste du pays; cette fois c'est l'armée qui a été chargée de pourchasser les dits «séparatistes musulmans» dans les provinces du Sud… Encore une arme quotidiennement utilisée par la bourgeoisie pour monter les prolétaires les uns contre les autres. Quand il ne s'agit pas de musulmans contre des bouddhistes, ce sont les chiites contre les sunnites, les Serbes contre les Kosovars, les Hutus contre les Tutsis,… et inversement.

Ce parti des « chemises rouges », le TRT, s'est donc aujourd'hui élargi en un *«Front Uni pour la Démocratie contre la Dictature»* (UDD), avec pour objectif de reprendre sa place à la tête de l'Etat. En réclamant la démission de la chambre basse du parlement et la tenue de nouvelles élections, il est parvenu pendant un temps à persuader une partie des prolétaires qu'en se rangeant derrière la bannière de l'UDD et de ses réformes, ils poursuivaient la lutte contre la dégradation accélérée de leurs conditions de survie. Mais très rapidement, le mouvement déborde de toutes parts l'UDD et ses objectifs politiciens.

~

4. Au prix parfois de moyens de lutte impressionnants, comme en 2008 où les « chemises jaunes » ont bloqué les deux aéroports internationaux de Bangkok jusqu'à la chute du gouvernement formé par la fraction rivale.

5. En 1997 déjà, des prolétaires venant des villages et d'autres venant des bidonvilles urbains ont organisé une manifestation qui a rassemblé plus de 25.000 personnes pendant 99 jours, devant la maison du gouvernement à Bangkok afin de forcer celui-ci à se pencher sur leurs revendications dont bon nombre émanaient de la résistance à des projets de développement à grande échelle. Ces prolétaires se sont alors réunis une *«Assemblée des Pauvres»* qui s'est trouvée disséquée, réduite et mise en boîte par l'action des ONG notamment.

6. Les sources droits-de-l'hommistes attribuent au gouvernement de Thaksin la responsabilité de trois mille assassinats extrajudiciaires.

A partir de la mi-mars de l'année 2010, à l'appel des «chemises rouges» organisées dans l'UDD, des dizaines de milliers de prolétaires, venus principalement des provinces du Nord et du Nord Est de la Thaïlande, occuperont plusieurs quartiers de Bangkok. Le quartier de Phan Fa sera le premier à devenir le point de rassemblement des «rouges». Tout en sachant que les dénominations «chemises rouges» ou «rouges» font, dans la presse bourgeoise, unanimement (et intentionnellement) l'amalgame entre l'UDD (comme organisation, avec son programme, sa pratique) et les prolétaires qui s'y trouvent à tel moment encadrés.

Avec estrades géantes, hauts-parleurs, villages de toiles, cantines, points d'eau, toilettes et douches portables, service d'ordre,… l'occupation des quartiers prend l'allure d'immenses campements regroupant les familles venues des provinces du Nord et du Nord-est, les sympathisants locaux, les dirigeants de l'UDD,… Des manifestations sont organisées à pied, à moto,… et de nombreux meetings sont organisés tous les jours. Il faut occuper les prolétaires. Des discours incessants prêchent la nécessité de rester pacifiques et tentent d'assimiler les besoins des prolétaires à un besoin de «plus de démocratie». Il faut empêcher les prolétaires de dégager leurs propres objectifs et leurs propres moyens de lutte.

Mais les prolétaires ne se contentent pas de promenades et une marche se transformera en siège du parlement, obligeant celui-ci à annuler une session et forçant les parlementaires à fuir. Pendant plusieurs semaines, le gouvernement dut se réfugier dans une ville de province pour pouvoir tenir ses réunions. Après avoir tenté le siège du quartier de Siam, un des poumons économiques de la capitale, ce sera Rajprasong qui, à partir du 3 avril, deviendra le nouveau point de ralliement et prendra rapidement l'allure d'un camp retranché. Rajprasong, l'un des principaux centres commerciaux de Bangkok avec ses gratte-ciel, ses grands magasins et une douzaine d'hôtels de luxe, n'est pas un endroit inexpugnable mais dont les forces de l'ordre ne peuvent reprendre le contrôle sans risquer de sérieux dégâts. Des barricades sont élevées et des camions placés en travers des avenues pour boucler le quartier et filtrer la circulation. Des «gardes noirs», le service d'ordre des «chemises rouges», fouillent chaque véhicule à la recherche d'armes ou de grenades, pas tant pour empêcher l'armée de s'infiltrer que pour empêcher les prolétaires de s'armer ! Les grandes surfaces et leurs galeries marchandes ont baissé leurs grilles. Les hôtels cinq étoiles ont été vidés de leurs clients. Les chiffres parlent de 100.000 à 150.000 personnes présentes quotidiennement dans le centre occupé, nombre qui ira fluctuant, notamment en fonction des nécessités de la culture du riz, principal revenu pour la plupart des prolétaires venus des campagnes. D'autres viendront se joindre à l'occupation qui se maintiendra des semaines durant, derrière d'immenses montagnes de pneus et de bambous aiguisés, destinées à retarder l'assaut des forces de l'ordre.



Après avoir été surpris par l'ampleur de la mobilisation et la détermination des prolétaires, les dirigeants des « chemises rouges» se trouvent terrorisés par le développement fulgurant de ce mouvement dont ils perdent le contrôle. Leur objectif de faire la démonstration de leur capacité à mobiliser et maîtriser leurs troupes doit faire place à cet imprévu : comment endiguer et désarmer ce mouvement que les assauts des forces armées ne font pas reculer, au contraire. Et alors que les dirigeants des «chemises rouges» appellent au calme, à se rendre, à abandonner les barricades et s'en retourner en bon ordre, le mouvement explose et s'étend; la combativité des prolétaires se durcit. Pour eux, la lutte ne fait que commencer; il n'est pas question de laisser tomber. Le parti des «chemises rouges» pensait pouvoir utiliser le mécontentement général comme masse de manœuvre pour arriver à ses propres fins mais c'était sans compter avec la nature du mouvement prolétarien qui, lui, n'est pas un calcul politique mais une lutte pour la vie.

Le 7 avril, l'état d'urgence est décrété à Bangkok. La tension monte d'un cran. L'état d'urgence donne au gouvernement de larges pouvoirs d'arrestation, de censure,… Une des premières mesures adoptées fut l'interdiction de médias tels la chaîne de télévision des «rouges» ainsi que trente six de leurs sites Internet. En banlieue, des manifestants entourent l'émetteur de Thai.com, exigeant le ré-

tablissement des émissions. La réponse des policiers et soldats de garde est molle, les manifestants obtiennent satisfaction. Le soir même, toutefois, les militaires occupent à nouveau l'émetteur. A plusieurs reprises l'armée tente de reprendre possession des quartiers occupés mais la résistance est forte.

Le 10 avril, les militaires tentent, sans succès, de déloger les «chemises rouges» d'un quartier de la vieille ville de la capitale. Les affrontements font 25 morts et plus de 800 blessés. Ces chiffres prennent pour nous tout leur intérêt quand on sait qu'ils incluent une proportion non négligeable de 230 blessés et 5 tués dans les rangs de l'armée, ce qui donne une idée de la combativité prolétarienne. Dans la nuit du 18 au 19 avril, alors que les tireurs d'élite de l'armée prennent position dans les gratte-ciel qui dominent Rajprasong, les soldats armés de leurs fusils d'assaut, protégés par des chevaux de frise, occupent toutes les intersections du quartier. Ils sont appuyés par vingt-cinq compagnies de la police anti-émeutes.

Malgré les consignes pacifistes de l'UDD, une série d'explosions meurtrières a lieu dans le quartier de Siam. Des actes de sabotage endommagent des pylônes soutenant les lignes à haute tension qui alimentent Bangkok en électricité. Un incendie, rapidement circonscrit, touche un dépôt d'essence. De nombreuses attaques à la grenade ont aussi eu lieu à Bangkok, faisant à nouveau plusieurs blessés et morts dans les forces de l'ordre. Ces attaques sont certainement, déclarent les médias officiels, le fait des «noyaux durs des rouges». Il s'agit en fait de prolétaires qui désobéissent de plus en plus aux consignes de l'UDD.

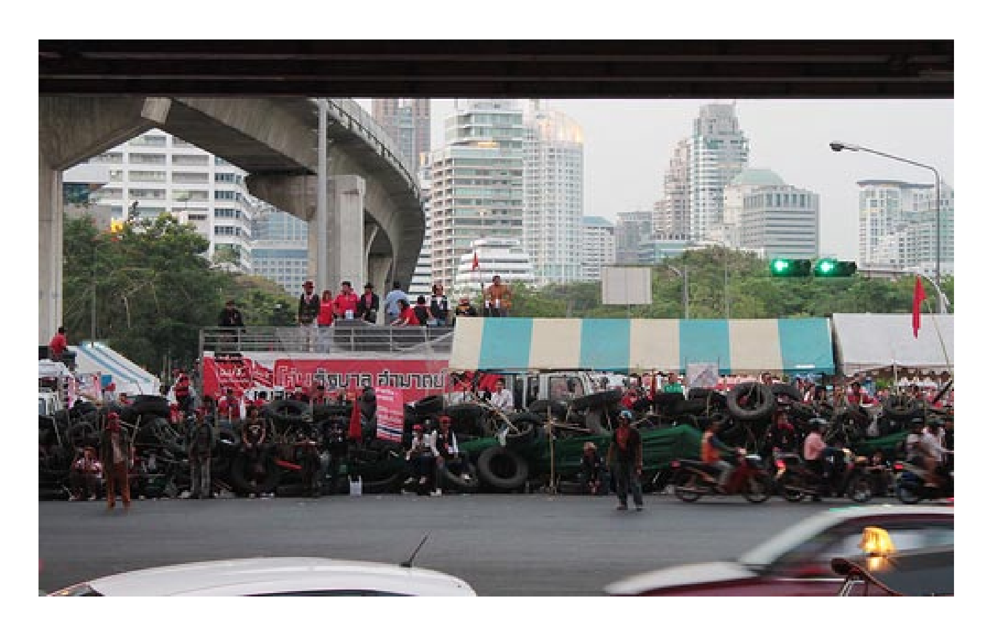
A deux reprises encore, l'armée tente d'envahir et d'évacuer la zone occupée mais elle se heurte à une vive résistance des «rouges»; les affrontements se soldent à chaque fois par des dizaines de morts. Pour la première fois, le 3 mai, le gouvernement envisage des négociations. La force du mouvement et l'échec des tentatives militaires pour reprendre le contrôle de la rue l'y obligent. Il propose une feuille de route qui comprend la planification d'élections (pour le 14 novembre 2010). L'UDD accepte la feuille de route, celle-ci correspond à son objectif: jusqu'ici l'UDD est sûre d'emporter triomphalement le scrutin… mais la feuille de route implique aussi que l'UDD s'engage à donner et respecter une date de dispersion du mouvement et évidemment d'évacuation des quartiers occupés.

Se multiplient alors les appels à la tempérance, au calme, à la confiance dans cette feuille de route qui promet une «meilleure justice sociale»! Les dirigeants des «chemises rouges» cherchent à mettre pratiquement un terme au mouvement, à faire abandonner la lutte. *«Rentrez chez vous »*, disent-ils! Et c'est précisément à ce moment-ci que le prolétariat va s'affirmer plus clairement, non plus comme force trottant aux flancs de l'UDD mais comme force prenant son autonomie. Refusant les consignes de démobilisation, il durcit sa riposte. Le ton du gouvernement lui aussi change. Alors que jusqu'ici, il craignait que des mutineries ne déstabilisent l'armée et restait sur la défensive, fort de la reddition conclue avec l'UDD, il se fait plus arrogant.

Le 11 mai l'armée ceint le camp retranché de Rajprasong, bastion de la résistance. L'armée reçoit l'aval du gouvernement pour intervenir de manière musclée; elle boucle l'ensemble de la zone et masse des dizaines de blindés aux alentours des barricades.

Le gouvernement fait couper l'alimentation en eau et en électricité du quartier, espérant ainsi contraindre les occupants à partir, mais cette tactique échoue. Les besoins en eau et en nourriture sont pourvus par des prolétaires venus rejoindre leurs frères de classe assiégés par l'armée. Se trouvant bloqués dans des quartiers avoisinant la zone occupée, ils organisent la solidarité, notamment à partir du quartier prolétaire de Khlong Toei séparé des quartiers huppés de la ville par quelques centaines de mètres. Les prolétaires mettent leur connaissance du quartier à profit pour communiquer avec les assiégés de Rajprasong. Si les grandes artères sont bloquées et occupées par les blindés de l'armée, les prolétaires sont maîtres des ruelles.

Les prolétaires ne sont pas prêts à se rendre et pas seulement à Bangkok. A la nouvelle de l'encerclement par l'armée, des affrontements ont lieu dans les provinces du Nord et du Nord Est: assauts



des sièges du gouvernement, incendies des maisons des gouverneurs,… L'état d'urgence est dans un premier temps étendu à quinze puis à vingt-trois provinces du Nord et du Nord-Est. Partout, l'armée se heurte à une farouche résistance. A Bangkok, des affrontements éclatent aux alentours du périmètre assiégé; ce sont des milliers de prolétaires qui se rassemblent tout autour de la zone pour soutenir leurs camarades et tenter de maintenir l'armée à distance.

La fracture qui s'opère entre les prolétaires déterminés à se battre et les consignes de dispersion données par les dirigeants des «chemises rouges» s'expriment aussi par l'apparition, au sein même des chemises rouges, d'importantes dissensions; une partie commence à s'interroger sur les buts poursuivis par leurs dirigeants. Des propos relevés à ce moment traduisent ces questionnements. Une radio hébergée sur le site a déclaré que les *«simples manifestants s'auto-organisent et préviennent les dirigeants qu'ils n'ont pas intérêt à les laisser tomber».* Un autre manifestant a déclaré : *«Vous pourriez aujourd'hui, de la tribune, ordonner aux manifestants de rentrer chez eux, je pense que leur réaction serait de lancer tout ce qu'ils ont à leur disposition sur celui qui s'y risquerait ».* Mais la critique ira-t-elle plus loin que de voir là une «trahison»?

Du 14 au 18 mai, le quartier de Rajprasong est transformé en champ de bataille. Les prolétaires retranchés utilisent cocktails Molotov, lance-pierres et parfois des grenades, contre les soldats qui ripostent en tirant des balles réelles. Les affrontements font 39 morts et 300 blessés en quatre jours. Propos de leaders des «chemises rouges»: *«Restons calmes»*, *«Prions»*, *«Restons non-violents»* ! Quant au gouvernement, il réitère sa volonté de reprendre le contrôle du centre-ville.

Le dimanche 16 mai en fin d'après-midi, à partir du quartier de Khlong Toei, la solidarité continue à s'organiser. Derrière une barricade de pneus, un poste avancé de prolétaires harcèle les soldats déployés autour du camp de Rajprasong situé à environ cinq cents mètres. Les détonations d'engins incendiaires se mêlent sans discontinuer aux coups de feu. Ils tentent d'empêcher les militaires de donner l'assaut. Ces prolétaires ne sont, quant à eux, pas mobilisés par les «chemises rouges» mais leur instinct de classe les a spontanément amenés à pourvoir en eau et nourriture leurs frères de classe assiégés et à tenter de prendre les militaires à revers. Sans ce soutien de classe, les prolétaires retranchés dans le camp, se trouvant isolés et démunis du fait de la reddition des dirigeants des « chemises rouges », n'auraient pas pu tenir comme ils l'ont fait.



Pour le gouvernement, c'est un nouveau défi. Le blocus du camp de Rajprasong a entraîné la multiplication des foyers de résistance dans la capitale. Ceux qui réussissent à quitter le camp rejoignent ces foyers de résistance et sont en première ligne des confrontations. Du 18 au 19 mai, le gouvernement rejette toute forme de négociation et décrète le couvre-feu. La police de Bangkok déploie à son tour 1.000 membres de la force d'intervention rapide. *«Si* [des manifestants] *sont vus en train de piller, allumer des incendies ou provoquer des émeutes, la police est autorisée à tirer immédiatement».* Dans la matinée du 19 mai, l'armée lance l'assaut contre les manifestants. Les derniers leaders des «chemises rouges» se rendent aux autorités et appellent à la dispersion.

Après une semaine d'émeutes très violentes, le mercredi 19 mai, les dirigeants des «chemises rouges» prennent une dernière fois la parole sur le podium principal pour appeler à la fin de la mobilisation, promettant que *«la lutte pour la démocratie continuerait».* Pendant le discours, des coups de feu retentissent aux alentours. Malgré cela, les manifestants regroupés devant la scène expriment directement leur profond désaccord, leur dépit et leur colère, huant, houspillant et menaçant. Quelques minutes plus tard, les principaux dirigeants se rendent aux autorités sous bonne escorte. Ceux qui dans le mouvement avaient continué à accorder crédit et confiance à ces dirigeants, à s'en remettre à leur autorité, à leur médiation, n'ont pu qu'y voir une brutale et incompréhensible trahison. Comme toujours, si pour certains, ce choc les a poussé à la lutte, d'autres se sont effondrés, paralysés par le désespoir. Un certain nombre quitte

les lieux. Mais parmi ceux qui restent, la colère monte. Un manifestant posté à une barricade, se dit *«prêt à mourir ici»*. *«J'attends la justice depuis si longtemps»*, dit un autre.

Rapidement, « *la situation se détériore* » selon les médias… En d'autres termes, ce mercredi 19 mai, Bangkok prend feu. Tout ce qui avait été préservé, tant que l'UDD contrôlait plus ou moins le mouvement, devient la cible de la colère prolétarienne, à l'aide de grenades, cocktails Molotov, roquettes,… Ainsi se multiplient les foyers d'incendie, le plus spectaculaire étant celui du centre commercial *Central World*, symbole de «la nouvelle Thaïlande», qui, du haut de ses dix-huit étages, s'est effondré dans un nuage de cendres, sans oublier les locaux de la chaîne de télévision *Channel 3*, la Bourse de Bangkok, des agences bancaires, la *Metropolitan Electricity Authority* et autres institutions bourgeoises, parmi une trentaine de bâtiments, la station de métro Sirikit dans le quartier de Khlong Toei).. Et, fait remarquable, comme un puissant retour de flamme, la traînée de poudre reprend le chemin des provinces du Nord et du Nord Est: à Khon Kaen, Udon Thani, Mukdahan, Ubon Ratchathani, Chiang Mai,… les prolétaires descendent dans les rues et de nombreux bâtiments officiels, édifices municipaux, sièges du gouvernement,… partent là aussi en fumée !

Le gouvernement communique que la ville de Bangkok « *n'est plus entièrement sous contrôle*» ; il appelle tous les émeutiers à cesser immédiatement leurs agissements, jouant comme toujours sur la division et la démobilisation : *«vos leaders se sont déjà rendus et ont convenu d'entamer la réconciliation nationale»* ! Il assure aussi que l'armée tire à vue sur «ceux qui provoquent des troubles». Après avoir tenu leurs barricades pendant une semaine avec une détermination et une combativité impressionnantes, les prolétaires ont fait culminer l'impact de leur force le 19 mai, en se dissociant de l'UDD et en repoussant à plusieurs reprises les assauts des forces militaires et de la police anti-émeutes.

~

Le 19 mai fut l'apogée du mouvement en ce que, ce jour-là, notre classe a clairement désobéi aux consignes de reddition, de non-violence, de prière et de soumission, conjointement lancées par les dirigeants des «chemises rouges» et le gouvernement. Une jonction s'est opérée entre les forces enfermées dans les camps retranchés, les autres foyers nés de la résistance dans d'autres quartiers de Bangkok et les expressions de solidarité venant des provinces. Les blindés auront facilement enfoncé les barricades de pneus et de bambous, mais c'était pour reconquérir des quartiers mis à feu, réduits en cendres. Au lendemain des affrontements du 19 mai, neuf districts de Bangkok sont déclarés zones sinistrées! Et sévèrement quadrillés par l'armée pour empêcher la propagation des pillages. Le couvre-feu est prolongé.

L'énorme espoir né de la prise de conscience par les prolétaires de leur propre force ne s'est pas dissipé face à la répression. Il s'agit maintenant –ce à quoi cet article participe– de saisir, clarifier et ancrer dans la mémoire de notre classe, pour nos luttes présentes et futures, ce que le mouvement a affirmé en force : la nécessité de ne plus se laisser mener par le bout du nez par des partis qui n'ont rien à voir avec notre lutte, la nécessité de prendre en charge nous-mêmes l'organisation du mouvement, de créer nos propres structures d'information, d'entraide, de résistance, nos propres plans d'action.

Dans ce cadre, revenons ici sur la polarisation bourgeoise entre « jaunes » et « rouges » évoquée en introduction. Notre approche ne se base jamais sur une étude de la composition sociologique des forces en présence, ni seulement sur ce que ces forces disent et pensent d'elles-mêmes, mais avant tout sur leur pratique réelle, sur leur *parti pris* dans la lutte des classes, a fortiori dans un moment d'affrontement comme celui-ci. Privé de tout par la propriété privée, le prolétariat est en même temps délié de toute attache à cette propriété privée, il lui est fondamentalement antagonique et ne s'affirme donc que lorsqu'il assume cet antagonisme, lorsqu'il lutte contre le



capital [7]. Pas plus qu'il ne se conforme aux critères de la sociologie, le prolétariat n'a à satisfaire à un cahier des charges définissant la conformité de sa lutte : il s'affirme, comme ici, là où il y a *processus* de lutte, *processus* de rupture avec les encadrements de cette société, là où sa communauté de lutte *se développe* en-dehors et contre toutes les fausses communautés de cette société (et dont l'omniprésente et fondamentale est évidemment la communauté de l'argent).

Quant aux prolétaires embrigadés dans les « chemises jaunes », face à la tournure violente des affrontements contre l'État et les cibles bourgeoises, ils se sont montrés plus que jamais mobilisés pour rétablir l'ordre, jusqu'à réclamer haut et fort la répression militaire, la liquidation physique des prolétaires en lutte ! En s'affirmant ainsi comme citoyens, comme auxiliaires de l'État et de la répression, ces prolétaires se nient objectivement comme prolétaires, se nient comme classe, se rallient à la classe dominante pour maintenir les classes, pour rétablir la paix sociale.

Fin avril, le *Parti de la Nouvelle Politique* des « chemises jaunes » lance ainsi un ultimatum au Premier ministre thaïlandais en exigeant la proclamation de la loi martiale pour réprimer l'occupation du quartier de Rajprasong et *« faire cesser l'anarchie »*. Des manifestations de « chemises jaunes » ont lieu devant les bases militaires dans l'ensemble du pays, et particulièrement devant l'entrée de la caserne d'infanterie à Bangkok où le Premier ministre s'est réfugié depuis que les événements l'ont rappelé à l'ingrat destin de sa fonction, celui d'être voué à la haine de ses administrés. *« Nous voudrions que les braves soldats nous aident à nous débarrasser de ces activités illégales et à ramener la paix à la société thaïlandaise aussi vite que possible »* déclare la pétition lancée par les dirigeants du *Parti de la Nouvelle Politique*. On comprend que quelques jours après la répression sanglante du mouvement, l'un des dirigeants des *« chemises jaunes »*, Sondhi Limthongkul [8], sera grièvement (mais pas mortellement) blessé d'une balle dans la tête au cours d'une embuscade.

Enfin, concernant la tournure finale des affrontements à Bangkok, il nous semble important de voir l'antagonisme qui s'est fait jour entre l'enfermement suicidaire des prolétaires en lutte dans des « quartiers retranchés », auquel poussait l'UDD, et l'extension du mouvement, sa contagion par-delà les herses de la répression. C'est en effet la réaction, le soutien des prolétaires des quartiers populaires de Bangkok (et au-delà, en Province), se reconnaissant dans la force et les revendications de la lutte de leurs frères de classe, harcelant les forces de répression à revers, qui a permis au mouvement de ne pas se faire écraser directement, dans l'indifférence générale. Ce n'est pas une autre question qui se discute au sein de notre classe dans le monde notamment depuis les récentes luttes en Grèce, contre la séparation (à laquelle pousse toujours l'État) entre les différentes dimensions intimement liées dans chaque moment de la lutte : politique (clarification des perspectives, choix stratégiques), matérielle (étendre et ancrer la lutte en répondant à ses besoins matériels, en attaquant la valorisation capitaliste), et enfin « militaire », consistant à renverser le rapport de force face au monopole de la violence détenu par l'État, tout en déstabilisant *socialement* sa force de répression, autrement dit sans se laisser enfermer dans un affrontement *purement militaire*, force armée contre force armée, terrain où l'État ne manque pas d'affirmer sa supériorité. Nous savons historiquement que toute prépondérance de l'un de ces aspects de la lutte ne peut s'imposer qu'au détriment des autres, déforce le mouvement et le conduit en définitive à la défaite.

~

Ajoutons encore que les tensions sociales qui ont éclaté en Thaïlande sont un signe de tensions beaucoup plus



7. C'est en ce sens que le prolétariat est à la fois classe de cette société et « non-classe » : son intérêt vital, en s'affirmant comme classe, est d'abolir les conditions qui l'ont constitué comme classe, de briser la paix sociale, qui n'est que la négation *spectaculaire* des classes, pour abolir *réellement* les classes.

8. Patron de presse, il fonda l'*Alliance du Peuple pour la Démocratie* qui deviendra le *Parti de la Nouvelle Politique*.



De qui dépend que dure l'oppression ?
De nous.
De qui dépend que son joug soit brisé ?
De nous aussi.

Bertolt Brecht - 1932

générales dans tout le Sud-est asiatique, et plus largement encore. Contre les coups que le capital mondial assène aux prolétaires du monde entier pour tenter en vain de surmonter sa crise de valorisation, le prolétariat est en effet amené, dans la pratique même de sa lutte, à rejeter toujours plus clairement les forces, partis, organismes d'assistance sociale en tous genres qui tentent de le déposséder de sa lutte et de le faire plier aux exigences de la bourgeoisie. Des masques tombent, des manœuvres bourgeoises de division du prolétariat sont dépassés concrètement dans la lutte, les camps se distinguent toujours plus nettement, l'affrontement est de plus en plus ouvert, généralisé.

Récemment en Thaïlande, en 2009, des grèves ont eu lieu dans les chemins de fer bloquant tout le trafic ; en 2010, c'est l'usine de construction d'appareils photographiques Nikon qui fut bloquée par la grève,… Un des éléments importants de la lutte de ces derniers mois est le brassage de prolétaires de la campagne avec ceux des villes, brisant les divisions, les hostilités bien entretenues par les institutions. Là, ils se sont battus coude à coude pendant des mois, créant et renforçant des liens. La lutte des prolétaires s'intensifiera et prendra plus solidement pied lorsqu'elle fera consciemment le lien entre les luttes dans les villes et dans les campagnes, entre les luttes du passé et du présent, entre les luttes en Thaïlande et ailleurs.

Et c'est ce dont a peur la bourgeoisie de la région asiatique comme du monde entier: le risque de contagion. En Chine au Bangladesh, au Pakistan, au Kirghizstan, … les prolétaires durement frappés par les restructurations brutales du capital, les inondations provoquées par les moyens de production capitalistes, l'agriculture intensive, l'érosion des sols, la canalisation des rivières et des fleuves, les constructions de barrages, les déforestations,… (rien à voir avec des catastrophes «naturelles») se mobilisent et font éclater leur colère.

De là l'importance pour la bourgeoisie de cacher le sens profond qui est commun à toutes ces luttes, de masquer le fait que les prolétaires se mobilisent avant tout contre la dépossession des moyens de vie, contre la démocratie, contre l'Etat, contre la propriété privée, contre ce monde qui a fait de nos vies-mêmes une marchandise. Nous savons ce qu'il nous reste à poursuivre : rompre l'isolement, s'informer sur les luttes qui se passent dans le monde, développer notre propres réseaux de discussion, d'information, notre propre presse, développer partout notre autonomie de classe en-dehors et contre toutes organisations social-démocrates, pousser toujours dans le sens de l'extension et de la généralisation de la lutte et affirmer ce qui nous porte : en finir avec le monde de l'argent et émanciper l'humanité de ce terrible joug.

~

Voici le tract que nous avons publié en janvier 2010 (toujours disponible sur notre site, dans la rubrique *« Matériaux d'action directe »*, en français ainsi qu'en espagnol, en anglais et en tchèque). L'action du prolétariat en Haïti qui, à l'heure d'écrire ces lignes, s'affronte une fois encore aux forces internationales qui occupent l'île, montre bien que le contenu de ce tract est toujours d'actualité et nous dispense d'avoir à le présenter davantage. Nos frères de classe accusent totalement à juste titre les casques bleus et les ONG de favoriser dans les faits l'actuelle épidémie de choléra, au moins par la misère dans laquelle ils les maintiennent, si ce n'est carrément, comme beaucoup le pensent, en ayant introduit la maladie par les déplacements de contingents qui pouvaient en être porteurs. Une fois encore également, les médias internationaux s'emploient à les faire passer pour des sauvages superstitieux qui entravent l'œuvre humanitaire menée pour leur salut et seraient, selon l'ONU, manipulés à des fins électorales et par des délinquants (sic!).

Haïti : sauver les meubles... du capital, et laisser crever les prolétaires !

Des barrages de cadavres. Voilà ce que les prolétaires de Port-au-Prince ont dressé en travers des rues huit jours après le tremblement de terre. *« Ils protestent contre le manque criant de secours d'urgence »*, nous dit-on. Au-delà de cette évidence à laquelle les medias préfèrent s'en tenir, comment ne pas voir que ces prolétaires survivants en sursis renvoient à la face de cette société, de sa classe dominante mais également de tous ses braves citoyens : *ce sont vos morts, ils sont morts de l'entassement dans lequel nous vivions, si peu a été entrepris pour sauver les survivants des premiers jours et depuis lors vous nous laisser crever dans ce charnier géant.* En effet, ce n'est pas aux prolétaires d'Haïti qu'il faut expliquer que les Etats aujourd'hui mobilisés sur l'île se foutent bien de leur sort. Ainsi que nous le dénonçons régulièrement avec force dans notre presse, militaires et humanitaires sont plus que jamais les deux faces d'un même programme étatique visant à casser sur le terrain toute solidarité de classe, toute action directe pour la survie. Déjà en temps « normal », dans une région qui a son histoire riche en soulèvements, les prolétaires sont bien placés pour se rendre compte dans quel camp travaille le secteur humanitaire (indépendamment des *bonnes intentions* individuelles) et a fortiori les Nations Unies : le camp du maintien de la paix, de la paix sociale, du maintien de l'ordre, ou encore du fameux « développement », c'est-à-dire le développement du profit et de l'exploitation, par la destruction de toute pratique autonome de survie et de lutte de notre classe. Dans les faits, toutes ces préoccupations fondamentalement capitalistes d'encadrement, de domestication, de mise au pas civilisatrice sont *inséparables* de la répression brutale des luttes par les armes et la torture. Il ne se trouvera pas beaucoup de prolétaires pour pleurer les morts de la « Minustah », la mission de l'ONU en Haïti !

Face au désastre que provoque un tel tremblement de terre au sein d'une telle concentration purement capitaliste de misère (soulignons-le), et tandis que la bourgeoisie pleure des larmes de crocodile sur ce qu'elle aime nommer une « crise humanitaire », le rôle de ses agents de « bienfaisance » ne fait que se confirmer. Un porte-avions américain mouille au large d'Haïti, avions civils et militaires défilent en une ronde incessante sur la seule piste opérationnelle de l'aéroport (très rapidement contrôlée par l'US Army),... mais ce n'est pas pour sauver des prolos d'Haïti que cette débauche de moyens est mobilisée. Il y a bel et bien secours d'urgence... mais pour le capital : rétablir l'Etat, défendre la propriété privée, assurer l'approvisionnement et la logistique des forces de l'ordre (journalistes inclus) et des institutions stratégiques (ONU, ambassades,...), sauver ses propres ressortissants (y compris des décombres des hôtels de luxe), et surtout redéployer une présence militaire internationale durable, dans le but essentiel de ne pas laisser s'organiser les prolétaires révoltés par leur situation, fruit de la haine bourgeoise internationale, historique et présente, à leur égard. Quand la bouffe et l'eau arriveront aux portes des quartiers populaires dévastés (et au bout de dix jours ce n'est toujours pas le cas !), la distribution parcimonieuse sera comme toujours subordonnée à la docilité et à la soumission de ses bénéficiaires.

Tandis que l'on extrait quelques survivants des ruines devant les caméras et que l'on tente de nous convaincre que « toutes les couches sociales » sont indistinctement touchées, les télés du monde entier diffusent en boucle les images de prolos armés de machettes « faisant la loi dans la rue ». Dans leur entreprise commune de division de notre classe, medias internationaux et presse gauchiste sont à nouveau en puante connivence pour nous resservir leurs clichés racistes selon lesquels les hordes de démunis négroïdes, face au délitement de l'Etat, retournent avidement à leur effrayant état de nature, celui de la guerre cannibale de tous contre tous. On nous les décrit tantôt mus par « le désespoir », tantôt par « la cupidité », organisés en bandes qui sèment la terreur pour « s'approprier »

les vivres et dont les rangs se grossissent certainement des 6000 prisonniers qui sont parvenus à s'évader à la faveur du séisme. Révulsés par cette déferlante vague de bestialité, nous voilà conviés à applaudir le déploiement salvateur des dites forces de « sécurisation » tout en versant notre obole culpabilisée aux numéros de compte affichés à l'écran des shows télévisés de la « solidarité ».

Derrière ce lieu commun journalistique de la « multiplication de scènes de pillage » se cache (mal) un paroxysme de cynisme capitaliste, un fleuron notable dans les progrès accomplis en matière d'inhumanité par la dernière –et la plus « civilisée »- des sociétés de classe : tandis que « tout est désorganisé » et que l'Etat s'est soi-disant évaporé dans le séisme, flics et soldats patrouillent en armes au milieu des gravats et des monceaux de cadavres en décomposition pour empêcher (à balles réelles) les prolétaires affamés et assoiffés de fouiller les décombres de magasins à la recherche de ce qui leur permettrait, à eux et leurs enfants, de ne pas crever comme des chiens ! Voilà ce qu'est la prosaïque réalité de la lutte contre les infâmes bandes de pillards ! Voilà qui rappellent furieusement –oui, furieusement !- la situation à la Nouvelle-Orléans après le passage de l'ouragan Katrina en été 2005.

Et comme pour la Louisiane, lorsque la bourgeoisie et ses commentateurs évoquent avec une émotion et un empressement obscènes les perspectives de « reconstruction », on ne peut douter que les investissements à consentir, animés du plus pur désintéressement, ne manqueront pas de suivre avec zèle les plans de nettoyage social déjà sortis des tiroirs des Q.G. de la gendarmerie mondiale.

Alors les prolétaires renvoient la politesse aux crapules larmoyantes du monde entier : venez déblayer vous-mêmes ces barrages de cadavres dressés contre l'hypocrisie meurtrière de votre société, c'est bien celle-ci et pas *« l'injustice de la Providence »* ou *« la nature »* qui les a produits !

22 janvier 2010

Références de quelques articles de notre organe central en français :
« Haïti : le prolétariat affronte la bourgeoisie mondiale » (Communisme n°56, octobre 2004)
« Tsunami, phénomène naturel, catastrophe sociale » (Communisme n°57, juin 2005)
« Katrina : les prolétaires montrent les dents ! » (Communisme n°58, mars 2006)



Groupe Communiste Internationaliste (GCI)
BP 33 – Saint-Gilles (BRU) 3 – 1060 Bruxelles – Belgique
(important: ne pas mentionner le nom du groupe)
E-mail: info [at] gci-icg [dot] org – Notre presse sur internet: http://gci-icg.org

~~~~~~~~~~~~
~~~~~~~~~~~~

Prolétaire, moi ?

Contribution à la définition du prolétariat [1].

DOMINATION DE CLASSE ET NÉGATION DU PROLÉTARIAT

La domination de la classe bourgeoise se maintient parce que le prolétariat ne la détruit pas. Si jusqu'à présent, il n'a pas été capable de le faire, c'est parce que cette classe sociale ne s'est pas encore constituée en une force suffisamment compacte et puissante.

Or, pour se constituer en force d'abolition du système social, il faut que la lutte pour la vie se cristallise en une activité révolutionnaire volontaire et consciente. La conscience historique de la nécessité de se constituer en force, en parti, est déterminée à son tour par les conditions matérielles, par l'exploitation et la lutte contre l'exploitation, par la contradiction chaque jour plus explosive entre les possibilités offertes à l'humanité au regard du développement des forces productives [2] et la misérable réalité dans laquelle est maintenue la plus grande partie de l'espèce humaine.

Les révolutionnaires ont constaté plus d'une fois que cette détermination historique générale vers la révolution sociale n'est pas linéaire, n'est pas immédiate et qu'elle peut être retardée, conditionnée, déviée par une quantité de facteurs d'ordres politique, idéologique, religieux, culturel, etc. C'est pour cela que, dans des conditions matérielles actuelles franchement catastrophiques, la protestation contre ces conditions ne s'assume pas directement, comme nous le souhaiterions, en tant qu'action organisée et centralisée pour la destruction du capitalisme [3].

Dans ces conditions, il y a différents types de mouvements sociaux du prolétariat, depuis les simples protestations, grèves ou manifestations de rue qui répondent à tel ou tel acte d'un patron, d'un ministre ou d'un gouvernement, jusqu'à des mouvements beaucoup plus généraux et violents qui attaquent tous les partis et forces du capitalisme en présence et qui, dans les faits, montrent une tendance beaucoup plus générale à s'attaquer à tout l'ordre bourgeois. Mais même dans ces cas, la conscience que les protagonistes ont d'appartenir à une même classe qui lutte dans tous les pays

1. « Définition » non pas dans le sens que lui donne la science, la bourgeoisie, non pas dans le sens purement idéologique, conceptuel, mais dans le sens de définition historique, de détermination pratique, comme nous le verrons tout au long de cette contribution. La même remarque est applicable au terme négation.

2. Toutes les forces productives actuelles sont évidemment des forces productives du capital conçues et déterminées par le profit, et en même temps, c'est à partir de ces mêmes forces productives que se fera la révolution, qui à son tour va les révolutionner, comme elle va révolutionner les besoins humains.

3. Comprenez bien que nous ne disons pas, comme le ferait la social-démocratie, que cette lutte n'est pas une lutte historique mais immédiate, que nous ne disons pas non plus que c'est une lutte uniquement économique, etc., mais nous soulignons que même si, dans son essence, cette lutte est en contre-position au capital et l'Etat, elle ne s'assume pas comme telle. Pour nous, il ne s'agit pas d'introduire la conscience, ni le caractère final et historique de la lutte contre le capitalisme, parce que dans la mesure ou le progrès du capitalisme développe toute sa barbarie, n'importe quelle lutte qui se base sur les nécessités humaines s'oppose à la rentabilité du capital et dans son sens plus général, est une lutte d'essence révolutionnaire. Mais ce que nous disons c'est que dans des périodes comme celle que nous connaissons actuellement, avec peu d'associationnisme classiste, avec presque aucune connaissance du programme révolutionnaire, etc., ces luttes n'assument pas ce qu'elles portent réellement en leur sein, ne développent pas la puissance qu'elles contiennent, ne s'approprient pas leur propre contenu révolutionnaire, ce qui se concrétise dans la non assumation des tendances inhérentes à la généralisation, l'organisation, la centralisation… En ce sens il est bien plus correct de dire qu'elles «ne s'assument pas comme action révolutionnaire centralisée», plutôt que de dire « qu'elles ne se transforment pas en…» même si cette formulation est très peu utilisée parce que plus lourde.

de la planète, la nécessité de s'organiser et se centraliser mondialement, la conscience de la nécessité de destruction de la société bourgeoise n'est en rien comparable avec celle qui caractérisa le prolétariat mondial dans les années 1917-1923, ni avec celle qui s'est développée dans les années 1967-1973. Dans bon nombre de nos textes, nous tentons de tracer les lignes générales qui déterminent et caractérisent la période actuelle de lutte et la contradiction entre la force avec laquelle réapparaît ici ou là le prolétariat international et son niveau extrêmement bas d'organisation internationale permanente, d'associationnisme, de conscience de classe.

Dans nos différents textes, nous analysons les fondements de la domination bourgeoise, la démocratie, les différents subterfuges de celle-ci pour désarmer, désorienter et écraser tout type de révolte du prolétariat pour qu'il ne puisse pas, à un moment donné, passer à l'offensive et se présenter comme force centralisée compacte et décidée, luttant pour imposer sa dictature contre la société marchande.

Ce n'est pas par hasard si les outils du pouvoir du capital sont toujours les mêmes. La repolarisation de la société en différentes alternatives bourgeoises, du style droite contre gauche [4], antifascistes contre fascistes, libéraux contre anti-néolibéraux, nationalistes contre impérialistes, front populistes contre nationalistes, dictateurs contre démocrates, militaristes contre pacifistes, islamistes contre judéo-chrétiens, républicains contre monarchistes… n'est pas une façon parmi d'autres de réorganiser la domination bourgeoise en danger, mais la méthode générale qu'a développé la société (depuis de nombreux siècles!) pour transformer la rage sociale **contre** la société en rage sociale **à l'intérieur** de la société, la guerre sociale en guerre interbourgeoise, la rage prolétarienne en délégation et négociation à l'intérieur de l'Etat, la remise en question de toute la société en remise en question d'une forme particulière de domination, la lutte contre le capitalisme en lutte contre une fraction bourgeoise, en faveur d'une autre.

Si le secret de la révolution est l'autonomie du prolétariat, sa constitution en classe, et par conséquent en parti, la clé de la contre-révolution est l'atomisation du prolétariat et sa canalisation dans la société au service de la lutte de telle fraction contre telle autre. Si les plus grands triomphes de la révolution mondiale sont toujours liés à la conquête de l'autonomie de classe, à la transformation de la guerre impérialiste en guerre sociale révolutionnaire, comme par exemple le processus qui conduit à l'insurrection de 1917 en Russie et en Ukraine un

---

4. N'oublions pas que la réalité de ces catégories inter-bourgeoises est relative comme les révolutionnaires l'ont toujours affirmé. Il ne s'agit pas de programmes socio-économiques différents, mais de différents discours d'encadrements et de domination. Il n'y a pas une droite qui soit réellement différente de la gauche. Le fascisme qui aujourd'hui se considère de droite provient de la gauche et a extrait son programme de la gauche du socialisme italien. Le nazisme ou le franquisme ont quant à eux réalisé des parts essentielles du programme de ce qui alors s'autoproclamait socialisme ou même du front populisme. Enfin, tout nationalisme est intrinsèquement impérialiste, la meilleure des démocraties est indiscutablement une dictature et la plus cruelle des dictatures réalise la démocratie…

Si le secret de la révolution est l'autonomie du prolétariat, sa constitution en classe, et par conséquent en parti, la clé de la contre-révolution est l'atomisation du prolétariat et sa canalisation dans la société au service de la lutte de telle fraction contre telle autre.

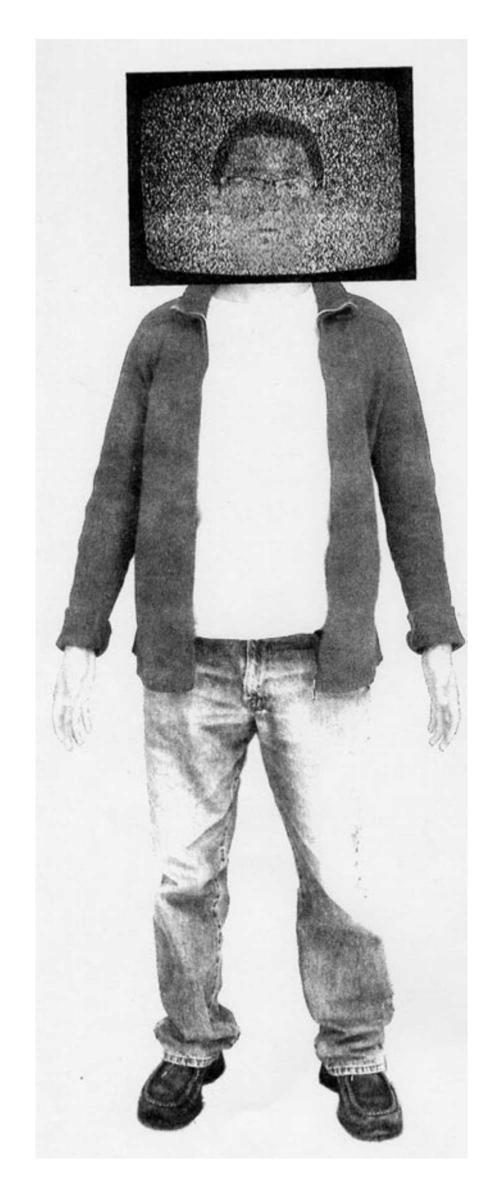
peu plus tard, les plus grands triomphes de la contre-révolution sont tous liés à une liquidation du prolétariat comme force autonome et sa repolarisation dans les forces bourgeoises, comme par exemple le processus qui va de l'insurrection prolétarienne (dans les Asturies en 1934 et à Barcelone en juillet 1936) à son alignement international dans le fascisme ou l'antifascisme pour aboutir à la « seconde » guerre mondiale.

Cette forme générale d'action de la contre-révolution s'articule avec un ensemble d'éléments fondamentaux de la démocratie, comme le terrorisme d'Etat, les promesses parlementaires, les escadrons de la mort, les guérillas nationalistes, les corps de choc patronaux et/ou syndicaux, les appels aux élections, les mobilisations pour défendre l'Etat de droit... éléments qui tous convergent pour désarmer et liquider le prolétariat. Nos travaux sur l'actualité contiennent des centaines de références et d'explications concrètes sur comment tel ou tel parti de tel ou tel pays utilise le drapeau électoral, le drapeau nationaliste, le drapeau de la paix, le drapeau des droits de l'homme... pour étourdir le prolétariat au moment décisif, pour le dévier de ses propres objectifs, pour faire diversion au moment même où d'autres fractions (ou les mêmes!) organisent l'emprisonnement ou le massacre de ses éléments les plus décidés. Ces éléments, nous pourrions les désigner ici, dans le seul but d'être plus clair, comme les éléments **politiques** de la domination démocratique.

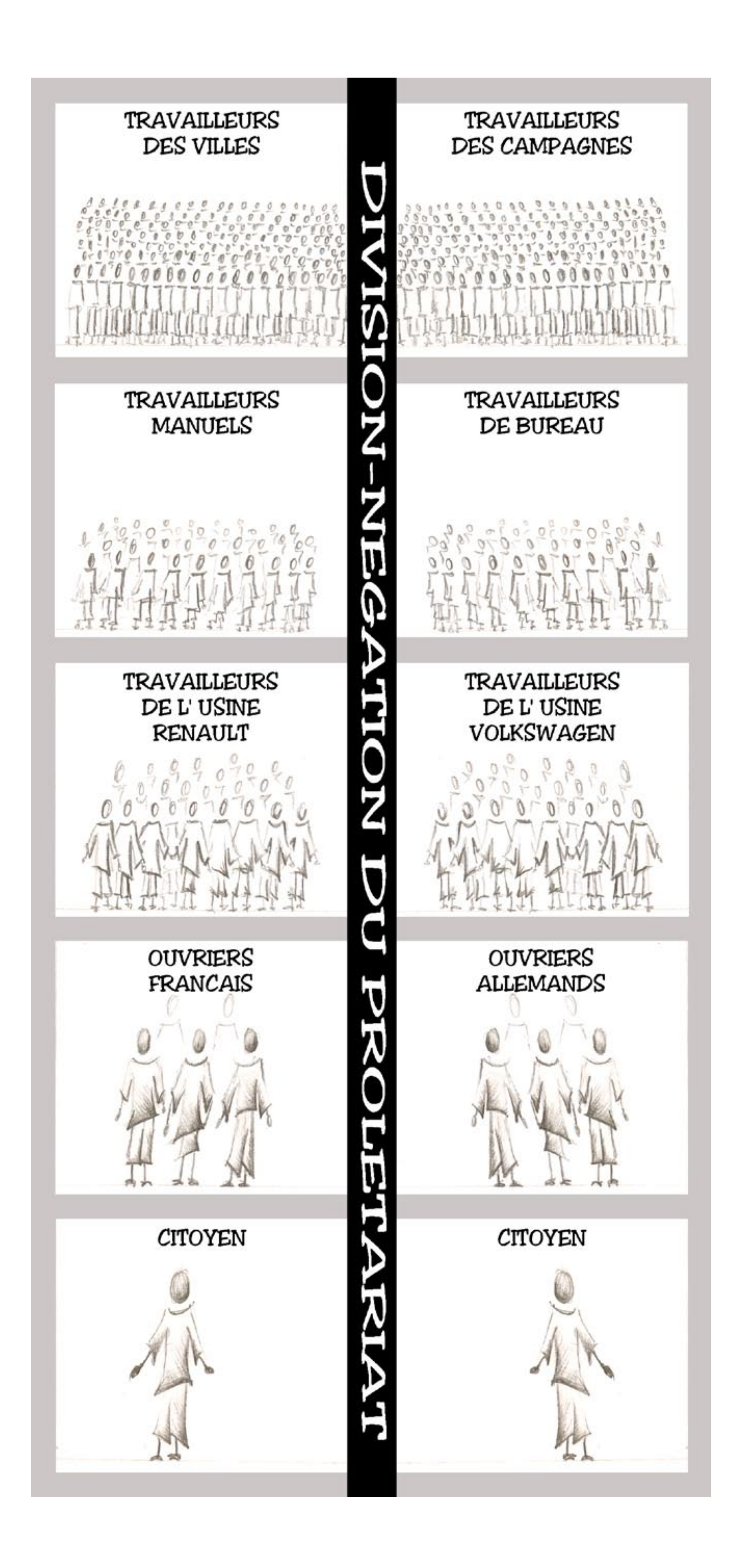
Dans d'autres textes, nous avons décrit le fonctionnement normal de la société bourgeoise actuelle, le processus général d'atomisation quotidienne, de citoyennisation, d'imbécilisation généralisée qui a fait de l'être humain un animal bien dressé, dont l'activité centrale consiste à être spectateur (et pas seulement télévisé!). Contribuent à cette œuvre tous les moyens d'information, ce qu'on appelle l'art et la culture, l'école, la science, les églises et les sectes, les structures alternatives, les moyens de communication et de fabrication d'idées, l'urbanisation, les produits chimiques, les drogues et les psychotropes, les jeux, la sécurité sociale, la médecine, la psychologie, les cirques et autres distractions organisées... Uniquement pour que cet exposé soit le plus clair possible, nous les dénommerons éléments **sociaux** de la domination démocratique. [5]

Il est indispensable d'être bien clair sur le fait que ces deux types d'éléments, qui sont en même temps différentes faces d'une même réalité, sont à la fois déterminés par ce qui est l'essence de la domination démocratique, **l'économie marchande**, la production et reproduction de la société comme confluence de libres vendeurs et acheteurs de marchandises, comme rencontre d'individus confinés dans leur propre être, comme action et réaction d'égoïsmes réciproques, comme l'expression de la lutte de tous contre tous, comme mise en concurrence de libres arbitres et d'intérêts privés. A ce propos, il ne faut pas oublier que les droits de l'homme, que l'on promeut à tout va, ne sont rien de plus que la formalisation juridique de cette opposition entre les individus qu' *« aucun des prétendus droits de l'homme ne dépasse donc l'homme égoïste, l'homme en tant que membre de la société bourgeoise, c'est-à-dire un individu séparé de la communauté, replié sur lui-même, uniquement préoccupé de son intérêt personnel et obéissant à son arbitraire privé »* (Marx, «*La question juive*»).

Loin de nous la volonté de séparer ou de diviser la domination bourgeoise dans ses aspects économiques, politi-



5. Il serait impossible de faire une énumération exhaustive de ces éléments tant par leur étendue que par leur hétérogénéité et parce qu'on peut toujours les classifier et les reclassifier entre eux, les uns pouvant être inclus dans les autres et vice versa. Il ne faut pas oublier que tous, bien qu'ils revêtent des formes de structures ou d'institutions, produisent des marchandises et par-dessus tout, contribuent à la fabrication de la principale d'entre elles: la force de travail, pour qu'elle soit toujours prête à accepter l'exploitation et la domination.



ques, idéologiques, sociaux comme le font les structuralistes, comme si ces aspects pouvaient être traités comme des entités séparées (articulés ensuite par la théorie!): toute notre conception conçoit la totalité comme qualité différente de la somme des parties. De plus, il suffit d'isoler un élément pour vérifier qu'en son sein se retrouve la totalité, que le social par exemple est à la fois économique, idéologique et politique [6]. Il n'y a donc pas de doute sur le fait qu'il ne s'agit pas de différentes réalités ou structures mais uniquement d'aspects, d'angles, de perceptions d'une **même réalité**, comme cela arrive par exemple avec des concepts tels que celui de capital, bourgeoisie et Etat bourgeois d'un côté ou classe et parti prolétarien de l'autre.

Ce que nous faisons c'est utiliser une classification relativement arbitraire des différents éléments pour mieux mettre en évidence la **démocratie comme globalité** et l'analyse que nous pouvons effectuer en distinguant différents aspects de cette totalité n'a de validité qu'entre nous, dans la mesure ou cela contribue à saisir la globalité de la domination bour-

6. Ceci est encore plus clair si nous allons plus vers le particulier et que nous prenons n'importe quel élément important, nous le verrons apparaître dans toutes les sphères dans des formes très variées. Par exemple la science est, comme on dit classiquement, une force productive du capital quand elle se met au service de la production (augmentation de la composition technique du capital) et de l'exploitation (contrôle de temps et de mouvements, gestion du personnel…), on pourrait donc la classer dans l'économique. Mais il apparaît immédiatement que celle-ci s'utilise pour organiser les villes en fonction des nécessités de la circulation des marchandises et contre les possibles soulèvements prolétariens (on l'appelle l'urbanisation), ou pour dompter les masses sur base de produits chimiques de différents types, ou pour dénaturer les aliments, ou pour réprimer des manifestations, ou pour la guerre ou pour occulter l'origine de l'immunodéficience en voie de généralisation et l'attribuer à un virus, ou pour n'importe quelle autre campagne d'intoxication physique et/ou idéologique… Et il serait facile de vérifier qu'avec cette analyse on pourrait faire un long voyage jusqu'à l'infiniment petit.

geoise (ou qui nous permet de discuter plus facilement de celle-ci) et est conçue comme partie d'une action contre cette globalité. Comme le lecteur peut le vérifier, la majorité de nos textes sur ce sujet dénoncent la totalité de la domination bourgeoise et sont conçus comme armes de lutte contre celle-ci. Et même lorsque nous traitons uniquement d'un aspect de cette totalité, nous mettons toujours en évidence le lien effectif qu'a cet aspect avec la lutte internationale et historique contre la société bourgeoise dans son ensemble.

Par ces prémisses, nous définirons l'objectif spécifique de cette petite contribution. Nous tenterons d'analyser un élément fondamental qui est aujourd'hui décisif dans la reproduction de la totalité, dans la persistance de la contre-révolution. Comme nous verrons dans cet article, l'élément primaire qui caractérise la forme actuelle de la domination bourgeoise et permet la cohérence actuelle des éléments économiques, politiques et sociaux de la démocratie, c'est **l'inconscience de classe**, la mythologie qui permet aujourd'hui au prolétaire de se considérer comme n'importe quoi, sauf un prolétaire. Primaire, basique, parce que c'est sur cette **non** conscience d'appartenir à une même classe que se fonde toute la domination.

Nous mettrons donc en évidence que la clef de la domination bourgeoise actuellement c'est d'avoir étendu la **négation historique du prolétariat comme classe**, après les défaites des plus grandes vagues révolutionnaires de l'histoire [7], à un niveau tellement généralisé que le prolétariat lui-même reproduit cette négation, parce que dans sa vie de tous les jours il s'ignore comme classe, parce que sa pratique n'est pas réellement une pratique classiste. Il faut dire aussi que cette négation du prolétariat comme classe, base de toute cette société d'exploitation, de misère et de destruction sans fin, même si elle trouve dans la conscience son expression, n'est pas pour autant une simple question théorique et encore moins une simple question d'idées, mais un problème éminemment **pratique** qui trouvera sa solution historique **dans la pratique révolutionnaire.**

La clef de la domination bourgeoise actuellement c'est d'avoir étendu la négation historique du prolétariat comme classe (...) à un niveau tellement généralisé que le prolétariat lui-même reproduit cette négation

L'INCONSCIENCE DE CLASSE

En effet, la télé et le foot, les élections et les syndicats, la «drogue» et la «musique», la PlayStation et autres consolateurs (téléphones mobiles, *chats*…), la politique de gauche et de droite, les différents drapeaux nationaux, la corruption et la «crise», le (néo-!?) libéralisme et son opposition, les organisations paramilitaires et syndicales, la guérilla nationaliste et islamiste, l'alternativisme et ses structures de production autogérées, les gouvernements populaires et les campagnes antiterroristes… fonctionnent parfaitement comme mécanismes de falsification, de déviation, de canalisation, de repolarisation [8], de destruction des efforts du prolétariat pour s'organiser, **parce que le prolétariat ne se reconnaît pas en tant que classe et qu'il ignore sa puissance historique et son programme.**

Formulé différemment: s'il est aujourd'hui si facile à la bourgeoisie de répondre à une lutte prolétarienne où que ce soit, c'est dû, sans aucun doute, au fait que le prolétariat du reste du monde ne s'y reconnaît pas, que par un ensemble de mécanismes de contrôle (et jusqu'à la fabrication) de l'information, de l'histoire… le capitalisme réussit à ce que les prolétaires du monde croient que ce qui se passe dans un autre endroit du monde n'a rien à voir avec ce qui se passe «ici», au fait que l'absence d'association, de discussion, de



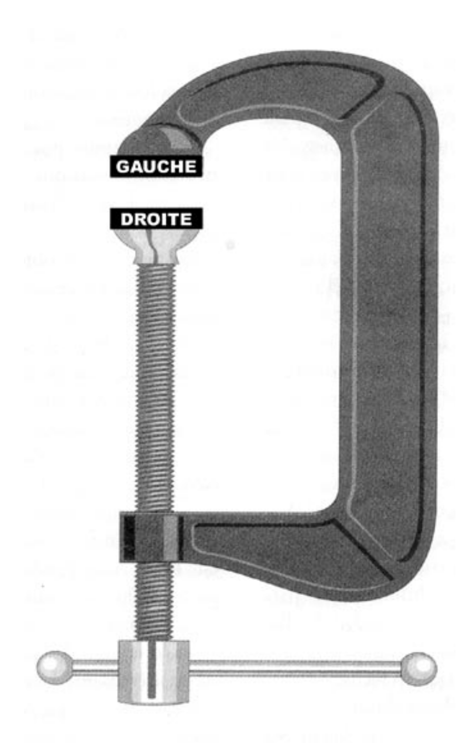
De l'individu replié sur lui-même... et séparé de la communauté

7. Comme nous l'avons dit dans la note sur la «définition» du prolétariat, nous parlons de «négation» dans le sens pratique, comme une défaite physique, politique/idéologique et comme reproduction historique de cette négation (voir plus loin).

8. Nous n'oublions pas que le travail lui-même fait de l'activité vitale une activité aliénée; que la reproduction entière de la vie sous le capital est reproduction de l'aliénation; qu'en produisant, le prolétaire reproduit à la fois le pouvoir de son ennemi et sa propre aliénation humaine; que tous les mécanismes idéologiques mentionnés se nourrissent de cette reproduction de l'aliénation.

presse prolétarienne internationaliste… se cristallise en une totale inconscience quant à la réalité, ce qui mène à une dispersion totale de la puissance prolétarienne mondiale qui se réduit à un ensemble de spectateurs qui s'imaginent que «*en Albanie, les gens protestent contre une gigantesque escroquerie*», qu' «*en Algérie, ils veulent imposer l'islamisme*», qu' «*aux Etats-Unis, ce sont les noirs et les latinos qui protestent… et que, de toute façon, là-bas il n'y a pas de misère*», qu' «*en Argentine ou au Brésil, il y a des pillages à cause de la faim provoquée par la corruption*», qu' «*en Irak, la lutte oppose les masses dirigées par les nationalistes et l'Etat central*» ou pire «*entre différentes fractions islamiques*», qu' «*en Afrique, l'affrontement se joue entre telle ou telle tribu ou ethnie*», qu' «*au Mexique, l'alternative c'est le sous-commandant Marcos* [9]» et/ou que l'antagonisme se joue entre un Chavez et un Bush.

Ce sentiment selon lequel ce qui se passe ailleurs est différent est évidemment un élément clé dans la négation du prolétariat en tant que classe. Y contribuent tous les mécanismes idéologiques. L'absence générale de solidarité de classe se nourrit du fait que l'on fait croire à chacun qu'il ne sera pas affecté par ce qui se passe dans le monde, que son salut est dans l'amélioration locale (de la commune ou de la ville), qu'il sera en sûreté grâce au syndicat ou à l'amélioration de l'économie nationale. Toutes les structures du capital lui diront que cette lutte n'est pas la sienne et si elles n'arrivent pas à l'en convaincre, elles organiseront une campagne humanitaire pour détruire la solidarité de classe et affronter l'action directe du prolétariat en lutte.



Il serait absurde de discuter pour déterminer si la destruction du prolétariat par la contre-révolution (suite aux différentes vagues révolutionnaires de 1917-1923 et dans une moindre mesure celle de 1967-1973) est l' « explication » de cette méconnaissance générale qu'a le prolétariat de lui-même en tant que classe avec comme conséquence le succès actuel des mécanismes de la démocratie ou si, au contraire, c'est le fonctionnement normal de ces mécanismes qui, par leur effectivité dans l'idiotisation (aussi dans le sens originel d'ignorance, de désintérêt pour «la politique») généralisée, fait en sorte que le prolétariat se méconnaît lui-même, qu'il ignore totalement ce qui se passe dans le monde aujourd'hui et ce qui s'est passé avant, quand le prolétariat s'opposait en tant que force mondiale consciente [10] à tout l'ordre établi. Il est un fait que ces deux processus ont contribué et contribuent encore à cette méconnaissance de classe qui caractérise le prolétariat aujourd'hui.

Pour décortiquer (analytiquement et pratiquement) la domination bourgeoise, il est beaucoup plus intéressant d'étudier les différents niveaux de cette **méconnaissance du prolétariat de son être propre**, de cette auto-négation négative du prolétariat en tant que classe internationale: négation de sa propre vie, de sa propre lutte, négation qui reproduit la domination bourgeoise.

Par **négation négative du prolétariat**, nous entendons celle qui réalise le développement même du capital, sa réaffirmation, sa reproduction élargie, parce que dans celle-ci, le prolétariat n'est pas sujet mais simple objet: négation de sa force, atomisation citoyenne, réduction à de simples parties du capital se reproduisant (capital variable). L'exemple suprême de cette négation est le massacre généralisé dans la guerre impérialiste au cours de laquelle les hommes s'entretuent comme des moutons arborant leurs drapeaux nationaux respectifs,

---

9. Voir dans notre revue *Communisme* n°51 de main 2001, en rubrique *« Nous soulignons »*, notre texte intitulé *« Amérique Latine : Contre le mythe de l'invincibilité des forces répressives »*, dans lequel nous constations que les luttes importantes qui se développaient dans un ensemble de pays d'Amérique étaient cataloguées et falsifiées par tout le système dominant d'information, présentant ce qui se passait dans chaque pays comme quelque chose de totalement différent, alors qu'en réalité il s'agissait partout du même sujet: le prolétariat international. «Paysans et indigènes» au Paraguay, «indigènes» en Equateur, «paysans sans terre » au Brésil, «parents de disparus» en Argentine, «mineurs» au Chili, «manifestants» et «lumpens» au Costa Rica, «étudiants» au Mexique…

10. Pour nous «conscient» ne veut jamais dire majoritairement conscient, ni intellectuellement conscient. Plus d'un nous diront que la majorité n'était pas non plus consciente en 1917/23 et/ou qu'il n'y a aucun document permettant d'affirmer l'aspect conscient vis-à-vis de la totalité du programme révolutionnaire. En effet, ils constateront des faiblesses évidentes présentes aussi dans la vague révolutionnaire la plus importante qu'aie connu l'humanité. Nous disons «conscient» en termes relatifs et historiques et parce que, en ces temps-là, le prolétariat est arrivé à exister comme force internationale qui se reconnaissait en tant que telle: des millions de prolétaires dans le monde entier reconnaissaient la lutte prolétarienne ailleurs comme la leur, comme la même lutte historique de l'humanité contre la société capitaliste. Il s'agissait d'une force internationale consciente et agissant indépendamment des limites de cette conscience, indépendamment des majorités ou des minorités dans ces différentes régions, indépendamment du fait que cette conscience n'arrivait pas à s'exprimer avec toute sa force sur un plan intellectuel. Enfin, «conscient» en terme relatif à toute l'histoire de notre classe.

constituant ainsi une part indispensable du cycle du capital se reproduisant (crise, guerre, reconstruction, expansion, crise...): ici, le prolétariat n'est rien de plus que de la chair à canon. En opposition à cela, comme nous le verrons dans ce texte, par **négation positive** du prolétariat nous entendons sa constitution en force, en classe dominante, pour abolir le travail salarié et le capital et par conséquent toutes les classes, se niant ainsi **positivement** en tant que classe. Dans les deux cas, le prolétariat se nie lui-même, mais alors que dans la négation négative, le sujet actif est le capital, dans la négation positive, qui est de plus une **négation définitive** et **infiniment plus riche en déterminations**, le sujet est le prolétariat lui-même et c'est dans ce sens que l'on peut (doit) concevoir la révolution communiste comme l'**auto-négation du prolétariat**.

C'est précisément de cela que nous voulons traiter dans ce texte en tant que petite contribution à l'**inversion de la praxis** qui se conclura par la réaffirmation du prolétariat, sa **constitution en classe et par conséquent en parti**, pour sa réelle auto-négation positive: la constitution en classe dominante pour s'abolir en tant que classe et abolir ainsi pour toujours toute classe, toute exploitation, toute la domination séculaire de classes et se constituer en véritable **communauté humaine mondiale**.

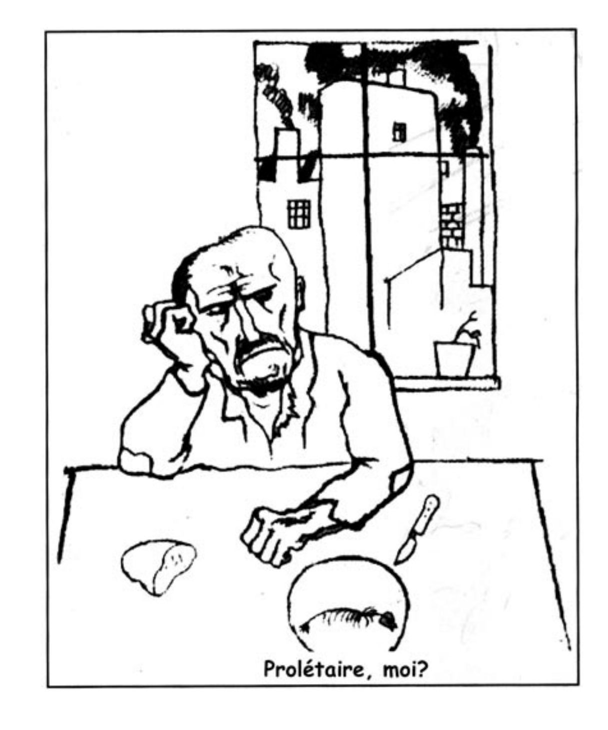
SENTIMENTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS, SOCIOLOGIQUES ET POLITIQUES DE LA NON-APPARTENANCE AU PROLÉTARIAT

La non-reconnaissance du prolétariat en tant que classe, qui atteint son expression maximale aux niveaux sociaux et politiques quand la majorité du prolétariat mondial ne reconnaît pas comme sienne une lutte n'importe où ailleurs, peut prendre d'innombrables formes ou aspects, des plus particuliers et individuels aux aspects plus généraux et idéologiques.

Qu'il s'agisse d'une cause et/ou d'une conséquence, il est clair qu'aujourd'hui le prolétaire ne ressent plus comme étant sienne la lutte d'autres prolétaires dans le monde, de la même manière qu'il ne se sent pas non plus prolétaire au sens le plus élémentaire du mot.

A l'un, on fait croire qu'il n'est pas prolétaire parce qu'il est employé, l'autre croit qu'il ne l'est pas parce qu'il est chômeur, un tel se sent paysan en opposition à l'ouvrier, tel autre se croit commerçant parce qu'il est vendeur ambulant, beaucoup d'autres se sentent trop jeunes ou trop vieux pour être des prolétaires, il y en aura aussi qui, comme femmes, se sentent moins concernées par la question de leur classe ou d'autres qui ressentent l'oppression raciale comme plus déterminante que celle de classe et, au lieu de se sentir prolétaire noir, prolétaire latino, prolétaire asiatique, se sentent noir, latino ou asiatique… et pour ceux qui dépassent ces formes assez élémentaires de négation immédiate de la réalité de prolétaire, il y aura d'autres formes plus politico-idéologiques de cette même négation comme le fait de se sentir «anti-impérialiste», «anti-néolibéral», «palestinien», «juif», «cubain», «de gauche», «français», «yankee», «aymara», «kurde», «croate», «ouvrier d'un pays riche», «féministe», «antiraciste», etc. Ce sont précisément ces négations du prolétariat qui consolident l'idéologie bourgeoise du «vrai prolétaire» qui, comme chacun le sait, est un ouvrier industriel de sexe masculin, national, et qui regarde avec mépris le lumpen, l'étudiant, le pillard, l'immigré, la femme et «tous ces noirs».

Un camarade de notre groupe, ouvrier dans une usine automobile, fut convoqué un jour et on lui annonça qu'il changerait de statut, qu'il serait promu, qu'à partir de maintenant il ne serait plus ouvrier, mais employé. Quelle surprise de constater la semaine suivante qu'il gagnait seulement un demi pour cent de plus et que son travail restait identique mais qu'à l'évidence on lui avait octroyé un statut par lequel il ne devait plus se sentir égal aux ouvriers qui travaillaient à ses côtés; on l'invitait de cette manière à se distinguer de ses camarades de toujours! Un autre camarade qui était fermier et passait sa vie à travailler pour payer : les banques qui lui avaient prêté l'argent pour acheter la ferme, les capitalistes vendeurs de semences et de fertilisants, ceux qui lui avaient vendu quelques machines achetées à crédit… (souvent il s'agit d'une seule entreprise qui assure toutes ces fonctions en tant que capitaliste), constata que dans la région, aucun de ceux qui vivaient comme lui ne se considérait comme faisant partie du prolétariat, qu'il était très difficile de proposer des activités communes car presque tous se croyaient propriétaires. Un vendeur de revues dans le métro et les bus nous raconta aussi que dans ce métier la plupart se croient libres com-


Prolétaire, moi?

merçants… et n'ont pas conscience que dans la pratique ils vendent leur vie, leur force vitale en échange de quelques miettes qui leur permettent de subsister.

Parmi ceux qu'on appelle les «cols blancs», l'inconscience de classe, c'est-à-dire l'illusion de ne pas appartenir au prolétariat, est encore pire. Le fait que la production se cristallise sous des formes plus abstraites augmente l'illusion et l'idéologie de se distinguer de l'ouvrier manuel. Il y a l'employé de bureau convaincu non seulement que son travail est moins fatiguant et destructeur que celui de l'ouvrier d'usine ou du mineur, que se bousiller la vue (et bien plus!) sur un ordinateur huit heures par jour n'est pas comparable avec la vie misérable d'un mineur, mais aussi que sur cette base, il se considère très supérieur, différent de l'autre et, en aucune manière, il ne se rend compte que l'essence de sa vie est exactement la même: la vente de lui-même pour pouvoir survivre. Il y a le prof d'école qui, parce qu'il modèle des cerveaux au lieu d'autres matières marchandes, croit qu'il est moins prolétaire; ou encore le fonctionnaire à qui on promet un emploi à vie, et qui pour cela croit avoir un futur assuré, à la différence du reste de sa classe qui vit sous la menace permanente du chômage, une sécurité qui le placerait complètement en dehors du prolétariat.

Les écoliers, les étudiants ou, de manière générale, les secteurs qui pour le moment ne vendent pas leur force de travail et «ne sont pas directement exploités» [11] se croient en général flotter entre les classes et bien moins prolétaires que l'ouvrier qui vit à côté d'eux, voire avec eux! Tout ce qu'on désigne socialement par éducation ou culture est destiné à produire des travailleurs avec une conscience de citoyens, des prolétaires avec l'idéologie d' «hommes libres», des producteurs avec l'idéologie de «consommateurs». Aux enfants de prolétaires allant à l'école primaire, secondaire et/ou universitaire, qui reçoivent en plus une bonne dose quotidienne de télé et se font ainsi modeler comme force de travail du capital (toute la formation scientifico-technique consiste exclusivement en cela!), on inculque le libre-arbitre par rapport à leurs vies (de la même manière qu'au Moyen Age on leur imposait le christianisme), on leur cache leur appartenance à une classe se reproduisant comme esclave. Plus le prolétaire se croit libre («je suis libre de décider»)[12], plus il sera soumis et docile par rapport à son exploitation, plus il sera un idiot utile toute sa vie. Ainsi, alors qu'on lui inculque, à travers la garderie ou les premières années d'école, les éléments indispensables pour accepter plus tard la discipline au bureau, à l'usine ou au supermarché (discipline et ordre scolaire, horaire de travail, récréation comme courte pause entre deux temps de travail, retour chez soi pour reproduire ses énergies afin de supporter… davantage d'école et ensuite, davantage de travail!), on lui fait croire qu'il étudie pour décider ce qu'il sera plus tard, pour être «libre» plus tard. Ainsi l'apprenti esclave répète la phrase que lui apprend son oppresseur et qui l'enchaîne: «*j'étudie pour pouvoir travailler dans le domaine qui me plaît*». Ce que l'esclave salarié croit être sa liberté est en réalité les lois du marché de la force humaine qui se vend au plus offrant pour être exploitée. Cette croyance permet que l'offre de la force de travail s'adapte aux nécessités futures du capital qui s'exprimeront dans la demande d'esclaves salariés. Sa fonction de

---

11. Il est indispensable d'éclaircir ici trois choses qui, en réalité, ne peuvent être comprises pleinement qu'en tenant compte de la totalité de la critique de l'économie et de la société bourgeoise réalisée par les communistes depuis toujours. En particulier l'ensemble de nos publications explicite cette délimitation historique de notre classe.

Premièrement, le fait de considérer que ceux-ci ne sont pas producteurs de valeur est le point de vue du capital, dont l'utopie est sans aucun doute que l'humanité entière soit perpétuellement en train de produire immédiatement de la valeur, mais en réalité ces secteurs reproducteurs de la force de travail sont indispensables à la valorisation globale du capital. Plus encore, ce point de vue reflète les difficultés de toujours du capital de se concevoir comme capital total, parce qu'il n'est rien d'autre qu'une somme de capitaux individuels voilà pourquoi il considère tous ces secteurs comme improductifs.

Deuxièmement, même dans les cas où le capitaliste individuel ne gagne directement rien à leurs dépens (comme dans les cas où l'enseignement est un commerce particulier), ces secteurs contribuent à la création de la valeur (force de travail se valorisant) et font partie du travailleur collectif qui reproduit le capital total. Socialement ils ne sont rien de plus qu'une force de travail se développant en fonction des nécessités du capital.

Troisièmement, notre position de classe implique de se situer aux antipodes de ce point de vue. Comme nous ne partons pas de la valeur se reproduisant (et encore moins du capital individuel), mais de l'humanité soumise à la dictature de cette valeur en procès, nous ne faisons pas du tout dériver les critères de classe de la discussion sur la production immédiate de valeur ou de l'absurde immédiatisme qui espère classer chaque individu dans une classe sociale. Comme nous l'exposerons dans ce texte et en général dans nos contributions, les classes se déterminent par leurs intérêts, par leur lutte, par leur contre position.

12. Voir *Communisme* n°47: «De la liberté: La liberté, c'est l'esclavage salarié ! »

classe se reproduisant comme exploitée sera mieux assumée dans la mesure où ses composants croient réaliser leur liberté; ces esclaves préparant et affirmant leur propre esclavage salarié seront d'autant plus efficaces qu'ils croiront ne pas appartenir à la classe exploitée. Même quand les étudiants issus de foyers prolétaires entrent en lutte, ils ne rompent pas ou alors pas de manière suffisamment radicale avec toute cette idéologie, cette **inconscience de classe** se cristallise en la prétention d'être un mouvement à part, «le mouvement étudiant», sans compter la force des idéologies marxistes-léninistes ou autres qui parleront d'un «mouvement petit-bourgeois» et répéteront en cœur avec la contre-révolution que «les étudiants veulent telle chose ou en réclament telle autre», que «le mouvement étudiant aspire à…», comme s'ils pouvaient avoir des intérêts propres! Comme s'il existait entre le capital et le prolétariat un troisième secteur au milieu des classes, avec des intérêts distincts l'un et de l'autre! Toutes les idéologies sur l'originalité du «mouvement étudiant» expriment les intérêts de la classe dominante, son désir de voir exister entre elle et le prolétariat menaçant une catégorie sans classe qui serve d'amortisseur, de tampon social. Comme si, à une période de leur vie, les êtres humains pouvaient se reproduire sans appartenir à aucune classe! Comme si le fait d'aller au lycée ou à l'université diluait l'appartenance à une classe sociale!

Il en va de même pour d'autres catégories polyclassistes comme le secteur paysan, qui désigne seulement les habitants de la campagne (de même que citoyen désigne évidemment à l'origine l'habitant de la cité!) et qui sert invariablement à confondre et soumettre le prolétariat agricole. En mettant le travailleur rural dans le même sac que le capitaliste agraire et le propriétaire terrien, on l'isole de son frère prolétaire de la ville et des autres paysans. Et sur ce sol mouillé pleuvent ensuite les discours sur la misère des paysans, sur l'isolement des sans-terre et la pauvreté des paysans… La faiblesse du paysan, avec laquelle on nous a tant rabâché les oreilles, n'est rien d'autre que ce processus idéologique de séparation et d'isolement que la bourgeoisie de toute couleur reproduit par tous les moyens à sa disposition. Quand en plus les caractéristiques raciales ou économiques permettent d'accentuer davantage encore cette séparation, on insiste dessus, comme l'a fait historiquement le marxisme-léninisme pour augmenter l'exploitation et développer le capital, comme l'ont reproduit dans leur propagande les organisations staliniennes et maoïstes, ou encore le cinéma gauchiste latino-américain. Ainsi on parle de paysans, d'indigènes, de petits propriétaires, de paysans pauvres… niant ainsi l'unité réelle du mouvement prolétarien en lutte contre l'Etat et le capital.

MISÉRABILISME ET ISOLEMENT DE CEUX QUI LUTTENT

Nous nous attarderons très peu à réfléchir sur les mille mécanismes, des plus subtils aux plus grossiers, par lesquels le capital cache la réalité immédiate de prolétaire à son ennemi historique, le niant en tant que tel et faisant de lui, de cette manière, sa victime. Même «l'innocente» description de la misère absolue, de la misère extrême, accompagnée de toute sorte d'alternatives caritatives, fait partie de cette négation du prolétariat comme classe: l'insistance jusqu'à épuisement sur le côté «objectif» de la misère (comme on le fait par exemple avec les «indiens du Chiapas» ou ceux qui sont condamnés à la faim en Afrique) empêche d'en voir l'aspect dynamiquement subversif et a pour objectif de liquider la solidarité révolutionnaire au nom de la pauvreté.

Ainsi, quand ces «pauvres», assumant en pratique leurs déterminations prolétariennes, entrent en révolte ouverte contre le capital et l'Etat, les prolétaires endormis du reste du monde, si par hasard ils s'en rendent compte, n'y voient rien de plus qu'une protestation de «pauvres». Sur cette base, il est très facile pour l'Etat d'organiser l'isolement total de ces prolétaires en lutte: on envoie quelques kilos de riz à ces «pauvres indiens», à ces «pauvres noirs», à la condition évidente qu'ils abandonnent le combat. Les ONG, les humanitaires de droite et de gauche, les églises, les partis et les syndicats utilisent cette inconscience de classe généralisée pour que les prolétaires du monde entier gardent la conscience tranquille après avoir fait un peu la charité, alors qu'en réalité, ils se transforment en participants objectifs de la liquidation de la révolte prolétarienne.

La propagande étatique ou para-étatique a partout pour fonction essentielle la division du prolétariat. Chaque nouvelle émergence du prolétariat comme classe s'accompagne d'une disqualification volontaire et consciente, par la bourgeoisie, des secteurs d'avant-garde prolétariens, secteurs qui portent l'antagonisme à la propriété privée sur le terrain de l'action directe. Dans absolument toutes les révoltes prolétariennes, cette disqualification vise en premier lieu à ce que les prolétaires de ces régions ne se sentent pas concernés, voire si possible qu'ils s'y opposent, et, en second lieu, à ce que ces révoltes soient isolées des prolétaires d'autres régions ou pays.

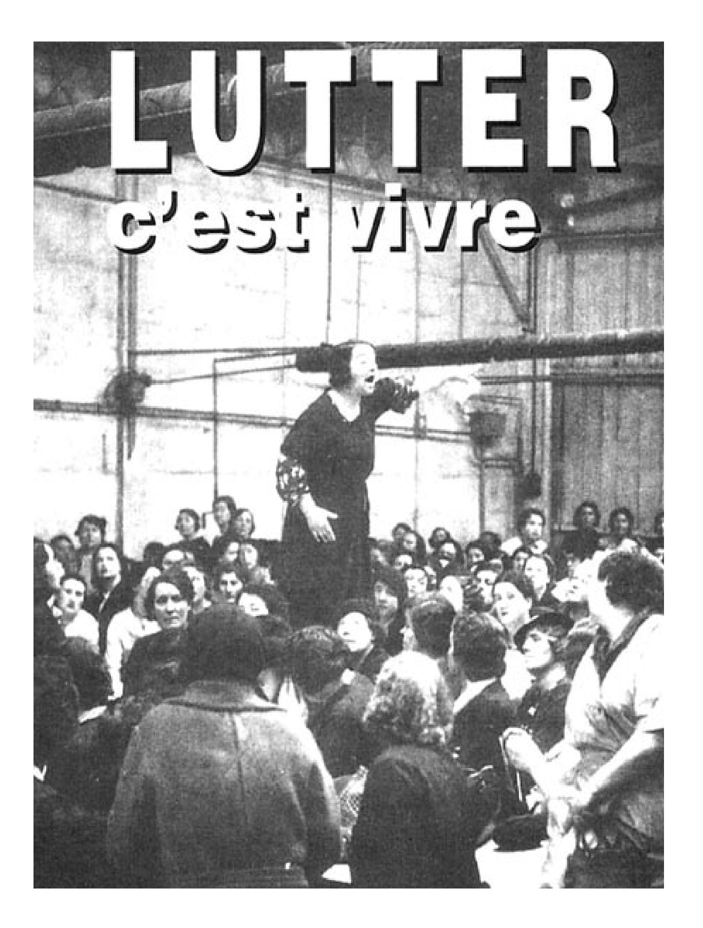
C'est ainsi qu'ont été disqualifiées comme révolution paysanne la lutte prolétarienne au Mexique, en Russie et en Espagne dans la première moitié du XXème siècle et dans chaque cas, on attribua à la lutte des objectifs différents de ceux du prolétariat international. D'abord on nia le caractère prolétarien de la révolution au Mexique, négation à laquelle participèrent la plupart des partis dits socialistes et anarchistes qui proclamaient que, dans ce pays, le prolétariat avait d'abord intérêt à développer le capitalisme et que tel ou

tel gouvernement était plus progressiste et anti-impérialiste.

Ensuite, on attribua à la révolution russe des objectifs uniquement démocratico-bourgeois de développement du capitalisme, isolant ainsi les prolétaires qui, dans les villes ou dans les campagnes de ce pays, avaient déclaré la révolution sociale contre le capital. Quelques décennies plus tard, contre la lutte prolétarienne en Espagne, on créa un mur de falsification antifasciste, niant par la terreur républicaine et stalinienne, par la propagande internationale antifasciste, la véritable lutte des prolétaires de ce pays. Voilà seulement trois exemples, évidemment des plus importants, de cette vague de lutte qui ébranla tous les continents.

Des années plus tard, on attribua à toute la vague révolutionnaire internationale de 1968/73 des objectifs différents dans chaque pays, ce qui fut bien servi par la division idéologique du monde en trois (du premier au tiers-monde!) et quand, dans des pays ou des régions entières, le prolétariat questionna avec les armes le pouvoir bourgeois, les organisations gauchistes complices se chargèrent d'isoler ces révoltes en disant que c'était des mouvements du tiers-monde, que c'était seulement des étudiants ou encore l'aristocratie ouvrière.[13]

Plus récemment, on disqualifia en tant qu'«islamiste» le prolétariat insurgé en Iran (fin des années 70), ou des années plus tard en Irak (début 90). Et ces dernières années, toute la propagande bourgeoise a été utilisée pour dire que les *piqueteros* argentins ne sont qu'un ramassis de chômeurs et de lumpens, que les jeunes des banlieues françaises n'appartiennent pas au prolétariat, que les révoltes ça et là ne sont que des «émeutes de la faim».



La propagande bourgeoise pour cette disqualification (du gouvernement et de l'opposition jusqu'à ceux qui se proclament révolutionnaires) est toujours grossière, primaire, raciste, ouvriériste, sexiste, impérialiste, eurocentriste… Les arguments importent peu, «ils sont jeunes», «ce sont des lumpens», «ils sont d'une autre couleur», «ils n'ont aucun critère et brûlent les voitures des ouvriers», «ils sont immigrés», «ils sont musulmans»… ce qui compte, c'est proclamer que celui qui lutte **est différent**, que sa couleur de peau n'est pas la même, que sa culture explique cet «acte irrationnel». Ce qui est crucial, c'est que le prolétariat de ce pays ne se sente pas solidaire, que les prolétaires ailleurs considèrent cette révolte comme étrangère à leur propre vie, à leurs propres conditions d'existence, à leur propre combat.

Ce type de falsification est essentiel à la domination bourgeoise. Cela fonctionne parce que, comme le prolétariat ne peut entrer en lutte comme totalité mondiale, les luttes sont inévitablement inégales par secteur, par région. Même si par son contenu la lutte prolétarienne à n'importe quel endroit contient les intérêts de la classe mondiale et de l'humanité entière, elle se manifeste nécessairement quelque part, et c'est précisément dans cette contradiction entre le global et le particulier qu'agit toute la contre-révolution, pour que dans le particulier ne s'assume pas le global, pour que les prolétaires d'ailleurs ne ressentent pas la lutte d'autres prolétaires n'importe où comme la leur. Cette falsification est le combustible de ce système, de la domination de classe. C'est beaucoup plus qu'un problème d'idées, c'est la négation pratique du prolétariat en tant que classe mondiale, ce qui permet au capital d'affronter le prolétariat paquet par paquet.

Cela donne le paradoxe suivant: le capital qui contient en lui toutes les divisions, toutes les concurrences, toutes les guerres et les massacres impérialistes, agit comme une unité face à toute action prolétarienne en n'importe quel endroit du monde alors que le prolétariat, qui contient l'unification humaine, la communauté humaine surgissant partout en contre-position au capital, alors que dans toutes ses luttes, même locales, s'exprime le devenir communiste, il agit de manière séparée et désunie face au monstre capitaliste mondial. Ainsi se reproduit la

13. Ce qualificatif (comme celui de « lumpen ») a été utilisé par toute la gauche bourgeoise pour ignorer le caractère prolétarien d'innombrables révoltes ayant eu pour avant-gardes des secteurs radicaux du prolétariat comme par exemple, au Chili, les mineurs face aux gouvernements de la gauche bourgeoise (en l'occurrence, Allende).

domination générale du capital et le prolétariat est nié dans sa vie même comme classe, comme force, comme perspective et programme révolutionnaire.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA NÉGATION: JUSQU'À LA GUERRE IMPÉRIALISTE

La négation effective du prolétariat comme force, basée sur cette propagande ouvriériste, raciste, élitiste, impérialiste, permet d'isoler les secteurs en lutte mais également de consolider la citoyennisation des prolétaires, c'est l'idéologie principale pour rendre les prolétaires complices de leur propre bourgeoisie, celle qui permet d'envoyer des bataillons d'ouvriers au champ de bataille contre la révolution, celle qui en dernière instance rend possibles toutes les guerres répressives et impérialistes.

La négation du prolétariat en tant que classe a permis, par exemple, dans un Mexique en pleine révolution prolétarienne (1919/1920) que la bourgeoisie, avec l'aide de la très socialiste et libertaire *Casa del Obrero Mundial* (*Maison de l'Ouvrier Mondial*) et son discours «anti-impérialiste», réussisse à recruter des bataillons répressifs en disant que les révoltés n'étaient que des paysans. Cette négation du caractère prolétarien de la révolution sociale au Mexique permit d'isoler le prolétariat en lutte dans ce pays de leurs frères de classe du monde entier: la presse internationale parla de « révolte paysanne ». Les organisations «socialistes», «libertaires», d'autres parties du monde affirmaient que ce n'était rien de plus qu'une lutte politique pour imposer tel ou tel dirigeant [14]. Il ne s'agit pas seulement d'un exemple, particulièrement important parce que c'est ainsi qu'est liquidée la première grande révolution prolétarienne du XXème siècle, mais de la **méthode générale que la bourgeoisie** emploie pour nier le mouvement prolétarien, l'isoler et le détruire pratiquement.

Il n'existe pas de bataillons de bourgeois et généraux pour réprimer! Comme au Mexique, ce furent et ce seront toujours des prolétaires encadrés par la démocratie qui tireront sur les prolétaires insurgés. La reproduction élargie de la société bourgeoise dans son ensemble dépend de cet indispensable massacre de prolétaires en lutte par d'autres prolétaires agissant comme force de choc capitaliste.

L'expression maximale de cette négation du prolétariat est la guerre impérialiste, c'est-à-dire lorsque le prolétariat, sur la base de différents prétextes (la paix, la démocratie, la patrie…), est mis au service de sa propre bourgeoisie et s'enrôle au service de «son propre» Etat. Le plus grand festin du capital est la guerre inter-impérialiste, c'est-à-dire cette suprême négation négative du prolétariat dans laquelle les prolétaires se massacrent mutuellement en défendant «leurs patries» respectives (en réalité les intérêts du capitalisme). La disparition du prolétariat comme classe atteint sa plus haute expression quand ce ne sont plus que les peuples qui se mettent en pièces, les patries qui s'affrontent. La destruction d'êtres, la mutilation, la liquidation des moyens de vie nécessaires à l'être humain confirment cette affreuse négation du prolétariat menée à son summum.

Plus globalement, dans toute l'histoire du capitalisme, on peut constater que les puissances impérialistes se développent comme forces répressives, comme gendarmes internationaux pour réprimer toute révolte prolétarienne, précisément grâce à la soumission de «leur propre» prolétariat au fonctionnement de cette puissance impérialiste: en fournissant les hommes qui réalisent cette répression internationale et ceux qui y contribuent par leur travail, leurs votes, leur passivité… Les actions internationales de répression du mouvement du prolétariat international sont possibles parce qu'au sein des puissances qui réalisent cette répression, la négation du prolétariat comme classe se trouve suffisamment consolidée pour que l'Etat puisse continuer à recruter pour ces massacres et/ou pour la contribution passive à ceux-ci et, enfin, parce que l'opposition à cette politique impérialiste n'est rien de plus qu'une simple opposition d'opinions et/ou d'opposition pacifiste et ne parvient pas à se cristalliser en une réelle contre position prolétarienne, révolutionnaire, qui puisse empêcher ces guerres et ces massacres.

Le prolétariat, qui contient l'unification humaine, (...) agit de manière séparée et désunie face au monstre capitaliste mondial.

Sans cette négation du prolétariat agissant au service du capital, de ses guerres, de ses massacres, il serait impossible que cette société continue d'exister. C'est pourquoi l'affirmation du prolétariat en tant que classe est aussi importante ou, mieux dit, l'affirmation du processus par lequel le prolétariat, contre toutes les falsifications idéologiques, se définit pratiquement comme classe, comme force et projet révolutionnaire. C'est ce que nous essayerons de délimiter dans la deuxième partie de ce texte que nous publierons prochainement.

~

14. Ricardo Flores Magon et d'autres militants révolutionnaires du Mexique et du monde ont dénoncé, à contre-courant, cette sinistre falsification, cette occultation du caractère social et communiste de la lutte du prolétariat dans ce pays.

Revendication et réforme

L'identification entre revendication et réforme a été, depuis des temps immémoriaux, un élément clé dans l'idéologie dominante et une confusion toujours présente dans les rangs du prolétariat. C'est logique car c'est ce qui permet de faire passer un chat pour un lièvre, de faire passer ce qui intéresse les classes dominantes comme étant identique à ce que réclament les exploités et les opprimés, de faire passer les nécessités de la valorisation de la valeur pour des nécessités humaines.

Mettons donc les points sur les i en définissant le contenu socialement opposé entre revendication et réforme.

La revendication est TOUJOURS une expression de ce que l'exploité/opprimé a besoin. Dans la plupart des cas, la revendication est claire et se présente sous forme d'exigences basées sur un rapport de force, dans d'autres cas, elle est beaucoup plus confuse et adopte la forme d'une requête voire dans le pire des cas d'une prière à l'oppresseur. Dans certains cas, elle est directe et nette, dans d'autres elle est confuse et pieuse ; parfois exige-t-on directement ce qui est nécessaire, parfois le demande-t-on à l'ennemi de classe comme une faveur, mais au-delà de la forme, le rapport de force existe toujours et la revendication exprime toujours une nécessité.

La réforme, au contraire, est TOUJOURS la modification d'un aspect ou l'autre pour que tout reste tel quel ; c'est par définition la réforme de l'exploitation et de la domination dans le seul but que celles-ci ne soient pas remises en question.

Au plus les revendications sont posées comme des exigences en termes de jouissance de valeurs d'usages (toit, nourriture, diminution de l'intensité et de la durée du travail…), au plus il est difficile pour la classe dominante de les récupérer et de les transformer en simples réformes sans devoir céder réellement des choses se traduisant par une augmentation réelle du salaire relatif (diminution du taux d'exploitation), qui certes sera toujours momentanée si la lutte ne se poursuit pas. Si, au contraire, les revendications portent sur des médiations inhérentes à la société bourgeoise (par exemple : plus d'argent, de salaire, d'allocations, de subsides,…), il est toujours plus simple pour la classe dominante de les intégrer dans un processus de réformes et de les compenser immédiatement par l'inflation ou par une augmentation de la productivité. Si depuis le début d'un mouvement, les nécessités réelles du prolétariat en lutte sont exprimées dans le langage du réformisme et du syndicalisme (plus de travail, défense de l'entreprise, défense de l'économie nationale,…), il ne faudrait déjà plus parler de revendication mais de politique ouvriériste ou populiste du capitalisme [1].

De tous temps, la transformation de la revendication en réforme est une clé pour la reproduction de l'exploitation et de la domination. Au plus la revendication est claire et directe, au plus il est difficile pour la bourgeoisie de faire accepter une réforme comme une solution; au plus la revendication est obscure, pétrie de médiations et de piété, au plus il est facile de présenter la réforme comme « la solution », comme un point final mis à cette demande.

Toute revendication, en tant que formulation d'une nécessité humaine, est une expression formalisée de quelque chose qui n'a pas de forme, c'est l'expression, à un moment donné, d'intérêts qui, par leur nature propre, sont en processus, c'est la verbalisation d'une réalité en mouvement. En cela même, la revendication tend à changer, à se dépasser elle-même, à se généraliser : ceux qui la formulent ou l'exigent tendent à être chaque fois plus nombreux et son contenu tend à devenir plus radical, au sens où il va plus à la racine des problèmes.

Tout mouvement prolétarien digne de ce nom, même s'il exprime des revendications concrètes, contient la possibilité de se généraliser parce qu'il est le produit de nécessités humaines illimitées et toujours insatisfaites dans ce monde de privation et de manque. Si l'ennemi (le réformisme, le progressisme [2]) ne parvient pas à transformer les premières revendications en de simples réformes, il est certain que les revendications tendront à s'enrichir, que d'autres revendications seront exprimées par le mouvement, que d'autres secteurs du prolétariat se sentiront attirés par le mouvement et par ses revendications et qu'il sera chaque fois plus clair que pour les imposer, il faudra répondre à la violence des dominateurs par la violence de ceux d'en bas, ce qui contient toujours la possibilité de la remise en question du gouvernement et, au-delà, du pouvoir lui-même. D'où l'importance pour la bourgeoisie de couper court aux revendications le plus rapidement possible.

---

1. Voir un exposé plus détaillé de cette récupération dans *« A mots d'ordre étrangers au prolétariat, conscience ouvrière aliénée »,* dans *Communisme* n°34 (septembre 1991).

2. Il ne faudrait pas perdre de vue que l'essence du système capitaliste est le progrès et la réforme, que tout la classe dominante est intéressée à transformer les nécessités humaines en progrès mineurs et en réformes de l'exploitation et de la domination.

La généralisation des revendications du mouvement tend inexorablement à questionner la totalité du système d'exploitation et d'oppression ; dans le cours de cette extension, de cette généralisation, la fortification du prolétariat comme force agissante se heurte inévitablement au pouvoir de la classe dominante et met à l'ordre du jour la révolution sociale comme unique alternative. La révolution sociale est précisément la généralisation et la centralisation de toutes ces luttes et de toutes les revendications et en tant que telle, elle n'est pas de nature différente de ces revendications.

Le piège bourgeois face à cette réalité, l'idéologie qui maintient le mieux la domination et l'oppression capitaliste est celle qui s'occupe précisément de présenter la révolution comme quelque chose de différent de la généralisation de toutes les revendications. Selon les idéologues, les social-démocrates, certaines seraient politiques, d'autres économiques, certaines seraient historiques, d'autres immédiates. En réalité, si les revendications peuvent être enfermées de la sorte, en séparant ce qui humainement est inséparable, en séparant les nécessités humaines immédiates de la nécessité humaine de la révolution, séparant la nécessité de résoudre quelque chose économiquement de la lutte contre les oppresseurs et exploiteurs, séparant ce qui est nécessaire maintenant (par exemple du pain et un toit) de ce qui également serait nécessaire maintenant (détruire les oppresseurs et leurs États)… ce n'est pas parce que la séparation est contenue dans la nature de la chose même mais bien parce que les réformistes transforment les revendications en réformes ou, ce qui revient au même, parce que les réformistes ont plus de force que les révolutionnaires, c'est-à-dire parce que la bourgeoisie impose sa représentation du monde aux prolétaires, parce que la contre-révolution continue à dominer et fait passer les intérêts bourgeois comme les intérêts de tous, les réformes et les progrès du capitalisme comme bénéfiques pour les exploités.

La révolution sociale est précisément la généralisation et la centralisation de toutes ces luttes et de toutes les revendications et en tant que telle, elle n'est pas de nature différente de ces revendications.

Par conséquent, du point de vue prolétarien, révolutionnaire, si une réforme peut rencontrer telle ou telle revendication partielle, si une pseudo-amélioration peut répondre à certaines attentes des gens, il demeure incontestable que revendication et réforme ne sont pas du tout la même chose, qu'il s'agit de réalités pas seulement différentes mais fondamentalement opposées, que la réforme est la réponse bourgeoise à la revendication, autrement dit ce que la classe qui oppresse fait pour « aménager » son système d'oppression, pour que tout continue comme avant, en convainquant les opprimés que *« c'est le maximum qu'ils peuvent obtenir »*. Le fait que la plupart du temps la réforme proposée se confonde dans sa forme avec la revendication, ou que ce soit les syndicalistes voire les opprimés eux-mêmes qui expriment les nécessités humaines en termes de simples réformes, n'enlève rien à cet antagonisme fondamental mais met au contraire en évidence comment des siècles d'oppression et d'aliénation ont limité l'horizon et les besoins humains aux miettes que concèdent le capitalisme.

Ce qui est donc clair, c'est que la réforme est toujours et dans tous les cas l'arme des ennemis, des exploiteurs et des oppresseurs contre les nécessités humaines.

De la même manière, il doit être clair que l'affirmation des besoins humains contient la nécessité de détruire cette société d'oppression, que la révolution sociale consiste à imposer, en la généralisant, la satisfaction des besoins de toute l'humanité, et cela implique de détruire par la violence la dictature de la valeur, le capital.



Sociale démocratie contre la révolution

La sociale démocratie comme tout l'Etat bourgeois présente la revendication comme synonyme de réforme. Cachant l'antagonisme réel, ils nous vendent la réforme, « l'amélioration de la situation des ouvriers dans le cadre de l'ordre social dominant et par le biais d'institutions démocratiques » comme si c'était pour cela que le prolétariat lutte, alors qu'en réalité, il s'agit de la réponse que l'ordre bourgeois dominant donne au prolétariat. On cherche à convaincre le prolétariat que c'est de cette manière qu'il pourra améliorer sa situation et que la révolution sociale n'est pas nécessaire. Des personnages, tels que Edouard Bernstein, déclaraient ouvertement que la révolution n'était déjà plus nécessaire, d'autres, tels que Rosa Luxembourg, s'engageaient à défendre le réformisme au nom de la révolution. Dans les deux cas, le capitalisme cache l'antagonisme entre revendication et réforme et nous vend la réforme comme un objectif prolétarien.

> *« (...) Avec le développement des institutions démocratiques, s'ouvrira peu à peu, d'une manière stable et de plus en plus large dans notre vie sociale, une méthodologie plus humaine qui ne pourra s'arrêter, ni même face aux luttes de classe les plus importantes et qui créera des formes d'expression plus modérées aussi pour ces luttes.*
> *Avec le bulletin de vote, les manifestations et autres moyens de pression similaires, nous nous mettons à la tête de reformes qui, il y a cent ans auraient déchaîné des révolutions sanglantes. »*

Edouard Bernstein, Les prémisses du socialisme et les tâches de la sociale démocratie

> *« Peut-elle opposer la révolution sociale, le bouleversement de l'ordre établi, qui est son but final, à la réforme sociale ? Assurément non ! Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire de travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble : la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but. »*

Rosa Luxembourg – Réforme et révolution

En réalité, oui, nous devons opposer la révolution sociale à la réforme. Dans tous les cas, la réforme est ce que le capital et son Etat octroient pour empêcher le développement de la lutte et l'autonomie du prolétariat.

La réforme est toujours la barrière contre la révolution.

NOS PUBLICATIONS

Organe central du GCI en français n° 61

- Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes
  ça continue: Grèce…
- Stratégie de la terreur d'Etat :
  «Réprimez-les jusqu'à les envoyer tous à l'hôpital !»
- Le prolétariat crie «C'en est assez!»
  également sous d'autres latitudes.
- Madagascar-la-rouge
- Lutte de classe en Guadeloupe,
  décembre 2008 - mars 2009



Organe central du GCI en arabe n° 6

- Editorial sur le progrès
- Caractéristiques générales des luttes actuelles
- Quelle réduction du temps de travail?
- "Ils nous parlent de paix…
  ils nous font la guerre!" Tracts du GCI

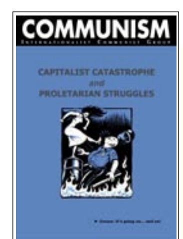
Organe central du GCI en espagnol n° 60

- Revendications et réformes
- Sur la lutte armée
- Le prolétariat ne fête pas toujours le travail le premier mai
- Imposant développement de la lutte du prolétariat au Pérou
- Haïti : Sauver les meubles... du capital
  et que crèvent les prolétaires!



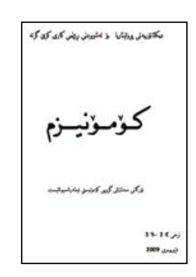
Organe central du GCI en allemand n° 4

- Caractéristiques générales de l'époque des luttes actuelles
- Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes
  ça continue: Grèce…



Organe central du GCI en anglais n° 15

- Catastrophe capitaliste et luttes prolétariennes
- Ça continue: Grèce…



Organe central du GCI en kurde n° 4

- Contre la dictature de l'économie
- Propuesta internacional: Uruguay 1986
- Insurrection à Banear Lowre: 1993



Organe central du GCI en turc n° 2

- Contre l'état
- Présentation des "gloses marginales"
- Gloses critiques marginales (Marx)
- A propos de l'état libre de la social-démocratie
- L'état, la politique, la démocratie… défendus par la social-démocratie



Organe central du GCI en grec n° 3

- Notes contre la dictature de l'économie
- A propos de l'apologie du travail
- Valorisation/dévalorisation: l'insurmontable contradiction du capital



Organe central du GCI en hongrois n° 7

- Guerre ou révolution
- Voyage en Iraq
- Lutte de classe en Iraq – interview d'un vétéran
- Iraq – chronolgie de la lutte de classe au 20ème siècle
- Action directe et internationalisme
- Contre la guerre impérialiste :
  la seule alternative c'est la guerre contre le capital



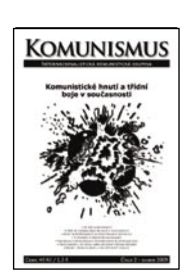
Organe central du GCI en russe n° 1

- Présentation du groupe - présentation de la revue
- Contre le mythe des droits et libertés démocratiques
- Notes contre la dictature de l'économie
- Vers une synthèse de nos positions + différents tracts



Organe central du GCI en portugais n° 5

- Tentatives bourgeoises de canalisation des luttes prolétariennes à l'échelle internationale et lutte invariante pour la rupture prolétarienne
- Gênes 2001: le terrorisme démocratique en pleine action
- Prolétaires de tous pays: la lutte de classe en Algérie est la nôtre!
- Un bon citoyen



Organe central du GCI en tchèque n° 2

- Vive le communisme
- Caractéristiques générales de l'époque des luttes actuelles
- Quand les banlieues brûlent,
  on entend crépiter la révolution
- Notes contre la dictature de l'économie
- A mots d'ordre étranger au prolétariat,
  conscience ouvrière aliénée
- Valorisation/dévalorisation:
  l'insoutenable contradiction du Capital
- Grèce : "Merry Crisis and Happy New Fear"

Le GCI a informatisé
la quasi totalité
de ses revues centrales
en français, espagnol
et anglais ainsi que ses
thèses d'orientation programmatique.



On peut se procurer le CD contenant cette compilation pour 25 euros
(port compris)

Lisez aussi notre presse sur Internet

http://gci-icg.org

Si vous voulez prendre connaissance
de nos approfondissements programmatiques,
nous vous proposons la formule d'abonnement suivante à nos revues :

Communisme, Comunismo, Communism...

5 numéros : 20 $ / 15 €

Il vous est également possible de prendre mieux connaissance
des positions de notre groupe en vous procurant nos

Thèses d'orientation programmatique

en français, en espagnol, en anglais ou en arabe, au prix de 4 $ / 3 €

Les souscriptions sont à verser au
CCP 000-1292807-88 de B. Vandomme, Bruxelles - Belgique
avec la mention de la raison du versement.

Pour tout versement ne provenant pas de Belgique
IBAN: BE56000129280788
BIC: BPOTBEB1

ARISE!

DICTATURE DU PROLÉTARIAT
POUR L'ABOLITION DU TRAVAIL SALARIÉ

Ce n'est point par ses conquêtes tragi-comiques directes que le progrès révolutionnaire s'est frayé la voie, au contraire, c'est seulement en faisant surgir une contre-révolution compacte, puissante, en se créant un adversaire et en le combattant que le parti de la subversion a pu enfin devenir un parti vraiment révolutionnaire.

Karl Marx
Les luttes de classes en France, 1848-1850

Ed. resp.: B. Vandomme — 1170 Bruxelles

Correspondance: BP 33 - Saint-Gilles (BRU) 3 - 1060 Bruxelles - Belgique